

Les Etats-Unis en orbite basse

Les Américains ne sont pas près d'oublier le mardi 29 décembre. Un jour presque aussi noir pour leur industrie spatiale que ce triste 29 janvier 1986 où sept astronautes trouvaient la mort dans l'explosion de la navette Challenger. Coup sur coup, ils ont appris qu'un Soviétique, Youri Romanenko, venait d'achever un vol record de près de onze mois à bord de la station orbitale Mir, et que le prochain tir de leur navette spatiale - clouée au sol depuis près de deux ans - prévu pour le début du mois de juin 1988, était à nouveau reporté en raison d'un essai manqué avec une des fusées d'appoint de l'engin.

Cet incident ne serait qu'un contretemps de plus pour le programme américain si de leur côté les Soviétiques ne multipliaient les succès dans le domaine des vols habités. En dix ans, leurs cosmonautes ont assuré plus de cinq ans de présence dans l'espace à bord des stations Saliout-6, Saliout-7 et Mir.

Ces chiffres ne peuvent laisser indifférents une NASA paralysée par les défaillances de ses trois navettes, qui, si elles volaient à nouveau, ne pourraient offrir à l'Amérique que des missions habitées d'une dizaine de jours, voire d'un mois dans le meilleur des cas. Ce n'est pas avant le milieu des années 90 que les Etats-Unis pourront disputer aux Soviétiques la colonisation de l'espace en envisageant de plus longues missions avec la mise en service d'une station spatiale permanente pour laquelle le Congrès n'a voté pour l'année qui vient qu'un budget réduit.

Une preuve de plus que les techniques les plus sophistiquées ne sont pas toujours payantes, surtout si elles s'accompagnent d'erreurs stratégiques dans l'élaboration des programmes. Le choix de la navette comme « lanceur à tout faire » en est une, que soulignent à la controverse les succès de la fusée classique Ariane. L'incapacité actuelle pour le Pentagone, faute de lanceurs disponibles, de renouveler ses satellites de reconnaissance et d'écoute est tout autant une conséquence de ce mauvais choix.

De leur côté, les Soviétiques, avec un lanceur, dont le premier modèle remonte à trente ans, ont su mettre en place un système très performant : une station orbitale d'une vingtaine de tonnes, l'équivalent d'un petit appartement, sur laquelle viennent se greffer les diverses pièces d'un Meccano dont le module de base, Kvant, pèse également 20 tonnes. Cette station est approvisionnée en énergie, en matériel et en vivres par des vaisseaux-cargos Progress, et desservie en hommes par des capsules Soyuz dont le design remonte aux débuts de l'astronautique. En attendant la mise en service de la navette qu'ils construisent.

Mais les Soyuz suffisent amplement pour accumuler des premières. De leur faiblesse en électronique et en miniaturisation, qui les a contraints à utiliser des engins lourds et à confier aux cosmonautes de grandes responsabilités, les Soviétiques ont fait une force. Ils ont persévéré dans cette voie en développant, non sans mal, semble-t-il, la fusée Énergie, pendant soviétique de la célèbre Saturne américaine utilisée dans les années 70 pour les vols vers la Lune, et abandonnée depuis. Une décision que la NASA et le ministère de la Défense regrettent peut-être à l'heure où les projets de « guerre des étoiles » (initiative de défense stratégique) réclament des lanceurs puissants capables de mettre de lourdes charges en orbite basse.

(Lire nos informations page 18.)



3790147004500 12310

La situation économique internationale et la crise monétaire

Dette : Washington propose un plan pour le Mexique

Initiative originale : le Trésor des Etats-Unis a proposé, le mardi 29 décembre, une solution partielle de l'endettement des pays en voie de développement. Ce plan, proposé d'abord au Mexique, permettrait à ce pays, deuxième débiteur mondial après le Brésil, de souscrire des bons du Trésor remboursables au bout de vingt ans, puis de proposer aux banques l'échange d'une partie de leurs créances contre des obligations gagées sur ces bons. L'échange se ferait au taux du marché, ce qui consacrerait la décade actuelle de ces créances, environ 50 %.



Lire page 19 l'article de François Renard.

Dollar : les patrons redoutent un contrecoup en 1989

Les dirigeants des entreprises françaises s'inquiètent de la dépréciation du dollar. Si tous les secteurs ne seront pas touchés en 1988, l'industrie française dans son ensemble pourrait être atteinte en 1989 quand elle affrontera le regain de la compétitivité obtenu par les entreprises américaines et le choc des produits japonais qui se reporteront des Etats-Unis vers l'Europe. Déjà, M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a déclaré à « France-Soir » du 30 décembre que la chute du billet vert est « une catastrophe pour Airbus ».

6,07 francs le 25 septembre, 5,86 francs le 28 octobre, 5,55 francs le 30 novembre, 5,38 francs le 29 décembre... En trois mois, le dollar aura perdu 10 % de sa valeur. « Et il n'a pas fini », constate nombre d'observateurs, convaincus que le billet vert n'a pas encore atteint le niveau tant économique que psychologique, qui entraînera un retournement de tendance sur les marchés des changes. Tout le problème étant de savoir où se situe ce niveau. Ce qu'il y a de sûr, en revanche, c'est que la « parité de compétitivité » pour les entreprises françaises est dépassée depuis longtemps.

Selon les types d'activités et de produits, elle se situe entre 6 F et 6,5 francs (un seul franchi fin 1986). Avec un dollar à 5,40 francs, voire moins, les patrons français n'en sont pas réduits au désespoir.

Aucune entreprise française ne s'est payé le luxe d'établir des budgets 1988 avec une devise américaine au-dessus de 6 francs. Les plus optimistes tablent sur une parité proche de 6 francs, les plus pessimistes plongent jusqu'à 5,10-5,20 francs.

CLAIRE BLANDIN.

(Lire la suite page 21.)

L'année en France et dans le monde

La fatigue après la fièvre

par ANDRÉ FONTAINE

Le 11 janvier 1988, la population de la planète a franchi le cap des cinq milliards d'habitants, ce qui signifie qu'elle a doublé depuis 1950. Dans le même laps de temps, celle de la France est passée de 41,5 millions à 55, soit un accroissement de 32 % seulement.

Quand il atteint une telle ampleur, un changement quantitatif devient, selon la forte formule de Marx, qualitatif. On dira bien sûr qu'il ne s'agit pas là d'une nouvelle car la prévision était autrement plus sûre en démographie qu'en économie monétaire ou pétrolière. Il n'empêche qu'on peut voir là l'une des clés de beaucoup des événements récents. Bien avant la guerre, Huscé écrivait déjà que « le principal péril pour l'Europe réside dans la fatigue ». La chute des naissances,

quasi générale sur le continent, entraîne un vieillissement des nations qui contribue à diminuer leur dynamisme et leur faculté de changement, indispensables pour-tant à leur adaptation aux réalités et aux défis d'un monde en pleine mutation.

En France, cette fatigue a été d'autant plus perceptible que 1986 s'était achevée dans la fièvre avec, coup sur coup, l'explosion de colère des lycéens et des étudiants, chauffés à blanc par la mort de Malik Oussekine, et l'interminable grève de la SNCF. Celle-ci s'est prolongée au début de 1987. Et c'est la particulière rigueur d'un hiver responsable, rien qu'en France, d'une centaine de morts, qui a en a-

enfin fait raison, beaucoup plus que l'autorité d'un gouvernement qui, dans tous les domaines, accumulait à l'époque les preuves de son hésitation.

On aurait pu croire que l'effervescence rebondirait à la première occasion. Il n'en a rien été. Toutes les tentatives de relance du mouvement étudiant ont échoué. L'agitation sociale, malgré la volonté du pouvoir de réglementer le droit de grève, de repousser l'éternel problème du financement de la Sécurité sociale, de remettre en cause la nationalisation, intervenue à la Libération, de la règle Renault, est restée dans l'insaisissable sporadique et corporative. Du coup, malgré tous les maux qui obscurcissent l'horizon 1988, l'année s'est achevée dans

un silence qui contraste singulièrement avec le climat de ses débuts.

Non seulement il n'y avait pas eu, l'an dernier, de trêve des confiseurs, mais les magasins avaient constaté une chute très sévère de leur chiffre d'affaires, imputable à la traîne d'un renouvellement des attentats qui avaient endeuillé l'automne, à la diminution du tourisme étranger et aux difficultés de déplacement consécutives à la grève des transports. Sans atteindre à l'euphorie des marchands de tableaux qui ont fait monter à des niveaux astronomiques les cotes d'un Van Gogh et d'un Modigliani, d'ailleurs également sublimes, les commerçants ont été unanimes à constater, dans les dernières semaines, une très nette recrudescence de leurs ventes.

(Lire la suite page 6.)

La vague des feuilletons télévisés américains

Usines à scénarios

« Columbo », « Dallas », « Dynasty », « Stars et Hitch », « Mission impossible »... Les Français n'ont jamais tant consommé de séries ou feuilletons américains. Et les Américains n'ont jamais tant produit. A la source ? Les scénaristes hommes-chefs de l'industrie télévisuelle...

LOS ANGELES de notre envoyée spéciale

La classe s'est rapidement remplie. Un cahier dans une main, un hamburger ou un Coca dans l'autre, quelques élèves continuent d'arriver, se lèvent sur la pointe des pieds pour mieux écouter la pièce et se trouver un siège, si possible pas trop loin d'un écran de télé.

Il y a Chuck, le sportif-musicien qui rêve d'écrire des clips ; David, architecte père de famille qui a, dit-il, l'idée d'un téléfilm ; Angela, secrétaire à la Fox, Oliver qui est médecin, Terry, informaticien ; Cynthia, assistante de marketing.

Disney et Jeff qui fabriquent des brownies en attendant de vendre ses scripts... Tout l'éventail des professions, tout l'éventail des

âges : Chuck a vingt-deux ans, Angela est grand-mère. Le lundi soir, ils se retrouvent dans cette salle d'école, au sud de Hollywood, pour suivre la classe de John Truby... sur l'écriture de scénario.

Des marginaux ? Erreur ! A Los Angeles, ils sont aujourd'hui des milliers à vouloir vivre de leur plume et porter des histoires à l'écran. Des milliers à considérer la télévision comme un nouvel Eldorado. Est-ce la proximité des studios, la tradition même de la ville vouée au septième art, ou la proximité des stars que l'on aperçoit parfois en descendant Sunset Boulevard ? « C'est bien simple, remarque un producteur, à Los Angeles, tout le monde écrit un scénario ! » En matière de télévision, le mouvement prend aujourd'hui des allures de phénomène sociologique.

Bien sûr, il y a les cours : ceux du matin, et ceux du soir, de fin de semaine, en plein été, parfois sur un an, ou condensés en un mois, sous forme de conférences ouvertes au grand public ou de séminaires fermés, dans des studios désaffectés ou à l'université. Il y a aussi les bibliothèques et les vidéothèques aux ressources infi-

nies et puis les librairies. Toutes à Los Angeles consacrent au scénario au moins un rayon et une poignée d'entre elles, connues des téléphages, ont même, dans des réserves immenses, le script intégral de n'importe quelle série télévisée. Il y a enfin la presse spécialisée dans l'industrie audiovisuelle, Variety, Hollywood Reporter, Broadcast, Emmy - qui donne les tendances du marché, les scores de chaque programme, leurs coûts et leurs rapports et les tournages en cours.

ANNICK COJEAN.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Un entretien avec le peintre Jean Degottier. » « L'Angleterre en deux dimensions. » « Le musée de l'Institut du monde arabe. » « Le nouvel Opéra de Taïpeh. » « Les brouzes du Sichuan présentés à Pékin. »

Pages 9 à 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 236 F CFA ; Suisse, 1,50 fr. ; Thaïlande, 1,75 B. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

حکومت الاصل

Débats

Comment l'UNESCO pourrait se réformer

Il existe pour l'Organisation des remèdes à la paralysie, aux affrontements stériles et à la centralisation bureaucratique.

par PAUL BALTA

DES réformes. Tout le monde les réclame depuis qu'a éclaté la crise de l'UNESCO, mais rares sont ceux, parmi les différentes catégories de personnes concernées, qui formulent des réponses précises. Le poids de l'institution, l'automatisme des querelles politiciennes et le corsetage des hiérarchies rendent difficile, il est vrai, une analyse objective des besoins et des remèdes. Pour l'observateur extérieur, l'action réformatrice devrait se situer aux deux niveaux qui sont à l'origine de la crise : les structures institutionnelles et le fonctionnement interne.

Pour ce qui est des structures, il convient d'en finir, d'entrée de jeu, avec les approximations qui ont fleuri ici et là. Revenons aux faits. Le tiers-monde a été accusé de politiser à outrance l'UNESCO. Pour redresser la barre, le groupe occidental n'avait rien trouvé de mieux, au moins dans un premier temps, que de soutenir la candidature, au poste de directeur général, d'un... général. Curieuse thérapeutique que celle qui consiste, dans le cas d'un organe culturel, à soigner la politisation par la militarisation !

Dans une interview, le directeur général sortant préconisait une réforme essentielle : « la restitution du conseil exécutif aux seuls représentants de l'intelligentsia universelle » (1). Il est permis de se demander pourquoi, en treize ans d'exercice, M. M. Bow n'a pas pris l'initiative d'appliquer cette excellente proposition, à laquelle les Etats membres se devaient de réfléchir sérieusement.

N'oublions pas qu'à l'origine le conseil exécutif et ses organes subsidiaires comprenaient des noms prestigieux tels Jacques Maritain, Paulo de Carnide, Indira Gandhi, Archibald Mac Lachlan, Taha Hussein, Amadou Ampie Ba, René Cassin... Leur mission ? Etre une sorte de caisse de résonance des grands débats de l'heure dans les domaines de la

culture, de la science et de l'éducation. Leur tâche ? Indiquer des directions de recherche et proposer des actions susceptibles d'éclairer intellectuellement le travail du secrétariat.

Or, en 1954, la délégation américaine, en proie aux démons du maccarthysme, introduisit dans le mode d'élection un bouleversement grandement responsable de la crise dans laquelle se débat l'UNESCO : au lieu d'être choisis *hors personnes*, les membres du conseil exécutif ont été, depuis, proposés par leurs propres Etats, suivant évidemment d'autres critères. C'est ainsi que des diplomates, souvent de deuxième rang ou en fin de carrière, ont progressivement remplacé les figures qui donnaient son lustre et son efficacité à l'UNESCO.

Actuellement, sur les cinquante membres du conseil exécutif (nombre effarant, soit dit en passant, pour un organe de réflexion et de décision), on aurait du mal à trouver 10 % d'hommes de culture, de savants, d'éducateurs ou de spécialistes de la communication de réputation mondiale. Et ce n'est un secret pour personne que le niveau intellectuel des débats y baisse d'année en année.

Dénaturation du conseil exécutif

Il y a plus grave : par l'inclination naturelle de ses membres, le conseil exécutif a insensiblement changé de fonction pour devenir un forum purement diplomatique d'affrontements politiques. C'est, en somme, une conférence générale en réduction qui passe un temps considérable à suivre au jour le jour le travail du secrétariat au lieu de l'orienter. C'est aux délégations permanentes des Etats membres que devraient revenir, dans le cadre d'un comité de suivi, par exemple, les tâches

nécessaires de contrôle, de coordination et d'accompagnement du travail du secrétariat. Une telle réforme des structures favoriserait un retour salutaire aux conceptions des pères fondateurs concernant le statut et le rôle du conseil exécutif, dont les membres devraient, à nouveau, être choisis pour leur capacité de réflexion et de proposition, tout en respectant équitement les répartitions géographiques.

La dénaturation subie par le conseil exécutif a entraîné une réaction en chaîne qui s'est répétée sur le fonctionnement interne, car les préoccupations des diplomates qui le composent ne coïncident pas forcément avec les critères de compétence scientifique indispensables au bon fonctionnement du secrétariat. Les jeux politiciens, encouragés par l'ancienne équipe de direction, ont aggravé la désaffection à l'égard des aspects techniques et hautement qualifiés de l'exécution du travail nécessaires à la bonne marche de l'UNESCO.

Il est frappant, à cet égard, de constater que la proportion de candidatures purement politiques pour le poste de directeur général d'une institution qualifiée de culturelle et spécialisée a été étonnante : les ministères des affaires étrangères de plusieurs pays se bécotaient au portillon. Il est heureux qu'en définitive ce soit un savant réputé qui ait été élu.

Voyons dans cette inversion de tendance un signe encourageant pour l'avenir. Mais la poursuite du redressement supposait que M. Federico Mayor soit en mesure de réorienter en profondeur le fonctionnement interne.

Une telle réforme devrait porter sur des réflexions du personnel et sur les méthodes de travail et de gestion. Il est de notoriété publique que les compétences de certains fonctionnaires sont mal utilisées. Mises au placard, des personnalités de renom

international se sont trouvées obligées d'exercer leurs talents en dehors de l'institution à laquelle elles continuent d'appartenir tandis que d'autres ont dû, à leur corps défendant, se résoudre à la quitter. Nous ne citerons pas de noms de crainte d'en omettre...

Clientélisme, ankylose

Le nouveau directeur général, qui fut pendant trois années mêlé à la vie du secrétariat, ferait certainement d'intéressantes découvertes s'il faisait « parler les placards » de la place Fontenoy et de ses annexes. Il y trouverait une concentration de matière grise dont ne peuvent se prévaloir bien des membres de la hiérarchie bureaucratique dont il va hériter. Mais, même une réaffectation plus appropriée des fonctionnaires ne suffirait pas à redynamiser un corps ankylosé.

La centralisation bureaucratique aggravée par le clientélisme, l'atomisation des programmes et les méthodes kafkaïennes de gestion ont, en effet, contribué à la paralysie de l'UNESCO. C'est pourquoi il conviendrait de s'inspirer des évolutions scientifiques en matière de management culturel et d'opter pour des méthodes souples et dynamiques fondées sur l'organisation et l'utilisation des réseaux et l'effet démultipliateur des actions. La gestion de la « chose culturelle » ne peut plus se faire selon le modèle des pures mécaniques administratives.

Il est d'ailleurs navrant que des organismes spécialisés, tels qu'elle est relevée dans le *Monde* du 17 décembre (« si l'on veut vraiment lutter contre le racisme... il faut mettre un coup d'arrêt à l'immigration ») particulièrement intéressante.

Il conviendrait toutefois de procéder par étapes. En commençant par les Suédois. Pourquoi les Suédois, et pas les coiffeurs ? Parce que tout le monde a pu noter que, à chaque fois que ce peuple feint de nous décerner un Nobel scientifique, il fait en sorte que ce soit sur un juif que ça tombe, un protestant, un ancien Polonais, voire un communiste, et jamais sur un vrai Français.

Et puis, en cette période de vaches maigres, c'est-il pas scandaleux de voir ces hordes de Wilander, Jarryd et autres Nystrom qui envahissent régulièrement nos courts de tennis pour y glaner nos si précieuses devises ?

C'est avec impatience que nous attendons tous la protestation véhémente de M. Borotra contre la pleine page de propagande achetée (dans le *Monde* du 14 décembre) par un parti politique qui ose prétendre que « la réponse aux difficultés qui peuvent survenir, c'est... l'ouverture des frontières ». Que M. Borotra soit officiellement le porte-parole de ce parti n'y change rien : vivement le dément !

MICHEL BREITMAN
(Rueil-Malmaison, Hauts-de-Seine).

ÉTAPES

M. Borotra

et l'immigration

Je trouve la proposition du porte-parole du RPR, Franck Borotra, telle qu'elle est relayée dans le *Monde* du 17 décembre (« si l'on veut vraiment lutter contre le racisme... il faut mettre un coup d'arrêt à l'immigration ») particulièrement intéressante.

Il conviendrait toutefois de procéder par étapes. En commençant par les Suédois. Pourquoi les Suédois, et pas les coiffeurs ? Parce que tout le monde a pu noter que, à chaque fois que ce peuple feint de nous décerner un Nobel scientifique, il fait en sorte que ce soit sur un juif que ça tombe, un protestant, un ancien Polonais, voire un communiste, et jamais sur un vrai Français.

Et puis, en cette période de vaches maigres, c'est-il pas scandaleux de voir ces hordes de Wilander, Jarryd et autres Nystrom qui envahissent régulièrement nos courts de tennis pour y glaner nos si précieuses devises ?

C'est avec impatience que nous attendons tous la protestation véhémente de M. Borotra contre la pleine page de propagande achetée (dans le *Monde* du 14 décembre) par un parti politique qui ose prétendre que « la réponse aux difficultés qui peuvent survenir, c'est... l'ouverture des frontières ». Que M. Borotra soit officiellement le porte-parole de ce parti n'y change rien : vivement le dément !

MICHEL BREITMAN
(Rueil-Malmaison, Hauts-de-Seine).

OUBLI

Le quatrième otage

Votre journal, comme la plupart des médias, évoque les « trois otages » français dont on attend toujours la libération.

Si quelqu'un manque cruellement aujourd'hui, c'est aussi Michel Sourat, ami du Liban et de la vérité.

Elisabeth PICARD
Chercheuse à la Fondation nationale de sciences politiques

Ethiopie : aider les victimes

par FRANÇOIS JEAN (*)

DEUX ans après la tragédie de 1984-1985, le spectre de la famine plane de nouveau sur l'Éthiopie. Dans le nord du pays, cinq millions de paysans épuisent leurs dernières réserves et commencent à migrer en quête de nourriture. Et repensant déjà, sur nos écrans de télévision, les images d'enfants affamés rythmées par les commentaires sur la sécheresse. La sécheresse a bon dos. Les pluies ont certes été insuffisantes l'été dernier, mais le climat ne suffit pas à expliquer les crises récurrentes et de plus en plus fréquentes qui secouent l'Éthiopie. La famine ne tombe pas du ciel : elle résulte des effets conjugués de la sécheresse, de la guerre et des politiques du régime.

Cette année encore, les régions menacées par la famine sont précisément les régions dévastées par le conflit qui oppose, depuis de longues années, Addis-Abeba aux mouvements de guérilla. La guerre qui ravage l'Erythrée et le Tigré est à la fois un vecteur de la famine et un obstacle à l'acheminement des secours. Le problème est d'autant plus grave que les régions traditionnellement excédentaires ne peuvent plus subvenir aux besoins des zones affectées. Depuis dix ans, l'Éthiopie révolutionnaire s'enfonçait dans une situation de disette chronique et dans une dépendance croissante de l'aide occidentale. Cette évolution ne tient pas à l'hostilité du climat, à l'ingratitude des sols ou à l'archaïsme supposé des paysans éthiopiens. Au contraire, ceux-ci réagissent fort logiquement aux possibilités qui leur sont offertes, aux prix qui leur sont consentis, aux structures qui leur sont imposées... en se réfugiant dans l'agriculture de subsistance.

Partout, la livraison de quotas obligatoires, la multiplication des taxes, la collectivisation des terres ont découragé la production, étranglé le paysan-propriétaire et l'indépendance à la sécheresse. En dépit des avertissements répétés de tous les observateurs — y compris soviétiques —, les idéologues d'Addis-Abeba s'obstinent dans une politique suicidaire qui condamne le pays à une catastrophe perpétuelle. Aucune aide extérieure, aussi massive soit-elle, ne saurait compenser les effets de cet acharnement.

Nul ne saurait pourtant se désintéresser du sort des vic-

times de cette fuite en avant. La survie des paysans éthiopiens dépend cette année encore de la solidarité internationale. Il y a urgence. Tout doit être mis en œuvre pour éviter une nouvelle hécatombe. Ce qui suppose de mobiliser sans délai l'aide nécessaire et de la faire parvenir aux victimes. Ainsi posé, le problème ne paraît pas insurmontable. Cette année du moins, les dirigeants éthiopiens n'ont pas cherché à dissimuler la situation, et leurs appels ont été largement entendus. Reste qu'au-delà du déchargement des vivres dans les ports éthiopiens leur acheminement dans les zones de conflit apparaît d'emblée aussi problématique qu'il y a deux ans.

Si, dans les prochaines semaines, les belligérants ne respectaient pas leurs engagements de laisser circuler librement les convois de vivres, les paysans ne pourraient être secourus dans leurs villages et viendraient s'échouer dans les camps de la faim. Nul doute que le régime tenterait de profiter de la destruction de la société rurale — et des moyens fournis par l'aide internationale — pour renforcer son emprise sur les populations et les regrouper en masses dans de nouvelles structures collectives. Resurgirait alors le cauchemar de 1984-1985 peuplé de violences et de chantage, de migrations massives et de déplacements forcés de populations...

Le risque est grand que l'aide, mobilisée au nom des victimes, ne vienne alimenter un processus meurtrier de transformation sociale. N'était l'indifférence du colonel Mengistu à l'égard du sort des affamés, le meilleur soutien que l'on pourrait leur apporter serait de leur imposer un changement d'orientation radical. A défaut, du moins doit-on s'assurer que le mouvement de solidarité envers les Éthiopiens ne soit pas détourné de ses objectifs. Confrontées à une logique totalitaire, les organisations humanitaires devront faire preuve de lucidité et de détermination pour aider et défendre les victimes, pour les nourrir et faire entendre leurs voix, pour éviter enfin qu'elles ne soient définitivement emportées dans une spirale de famine et d'oppression.

(*) Auteur de *Ethiopie, du bon usage de la famine*. Médecin sans frontières, 1986.

Au courrier du Monde

HYPOCRISIE

Les ventes d'armes

Il est sans doute scandaleux de vendre des armes à l'Iran. Mais serait-il donc louable de vendre des armes à quelque belligérant que ce soit en vue de la destruction et de la mort ? Est-il satisfaisant que tous les pays dits civilisés se disputent âprement, dans une manœuvre érudite, le marché de la mort subite ? Est-il réconfortant de constater qu'en France la vente des armes constitue l'élément positif majeur de la balance du commerce extérieur ? On nous dit — sans doute pour s'en excuser — que le commerce des armes permet le maintien d'une industrie qui assure plusieurs centaines de milliers d'emplois. Est-il glorieux que ce soit au prix de plusieurs centaines de milliers de morts ? Est-il logique que les gou-

vernements qui proclament leur attachement à la paix et prônent le désarmement soient aussi ceux qui alimentent les guerres et les tueries ?

Nous vivons une époque singulière et singulièrement hypocrite qui s'accommode aisément des plus éclatantes contradictions en dédaignant purement et simplement les évidences de la réalité et en acceptant tacitement de s'enrichir par le massacre. Puisque nous voilà sur la voie du désarmement, pourquoi ne pas s'engager pleinement en renonçant à fournir des armes à quiconque pour encourager ou entretenir les conflits, en attendant l'improbable avenir où les hommes renonceraient à s'entre-tuer et à vivre dans un véritable état de civilisation ?

PHILIPPE LAMOUR,
président
du comité économique et social
du Languedoc-Roussillon.

CONFORT

Le parcours du spectateur

A la suite de la lecture de l'article de J.-F. Lacan sur la crise du cinéma, dans votre numéro du 28 novembre, je vous soumettais ma plus récente expérience de spectateur.

De passage à Paris, je constate avec plaisir qu'un des cinémas voisins de mon hôtel affiche le *Dernier Empereur*. Horaire annoncé : Séance à 21 h. — Film à 21 h 30.

Je me présente dix minutes environ avant 21 h. Voici le déroulement de la soirée :

— 21 h : Début de la « séance ». — 21 h, 21 h 10 : Bandes annonces des prochains spectacles. — 21 h 10, 21 h 25 : Publicités toutetraines sans possibilité de télécommande libératrice. — 21 h 25, 21 h 30 : Rien. Le spectateur est prié de considérer ces cinq minutes de silence comme un entracte bien mérité après l'effort d'attention qu'il a fourni jusque là. Vente de confiserie.

— 21 h 30 : Extinction des lumières et, enfin, début du film. Je pense que la salle est d'un bon confort et d'une qualité technique que le meilleur téléviseur ne peut actuellement fournir.

Solution ? Arriver à 21 h 30 pour échapper au début sans intérêt ? Oui, mais à 21 h 30 les bonnes places sont occupées par les spectateurs autorisés à se placer à leur convenance.

Que la profession génisse un peu moins sur la baisse de fréquentation des salles et se préoccupe un peu plus de rendre attrayante une sorte de cinéma : réservation de places avec tarifs différenciés, hall d'accueil avec, pourquoi pas, un bar à l'abri des intempéries pour ceux qui arrivent en avance, limitation stricte de la séance à la projection du film, etc.

Il est évidemment plus facile de réclamer l'aide de l'Etat !

PIERRE BERTRAND
(Cocherel, Seine).

ÉTAPES

M. Borotra

et l'immigration

Je trouve la proposition du porte-parole du RPR, Franck Borotra, telle qu'elle est relayée dans le *Monde* du 17 décembre (« si l'on veut vraiment lutter contre le racisme... il faut mettre un coup d'arrêt à l'immigration ») particulièrement intéressante.

Il conviendrait toutefois de procéder par étapes. En commençant par les Suédois. Pourquoi les Suédois, et pas les coiffeurs ? Parce que tout le monde a pu noter que, à chaque fois que ce peuple feint de nous décerner un Nobel scientifique, il fait en sorte que ce soit sur un juif que ça tombe, un protestant, un ancien Polonais, voire un communiste, et jamais sur un vrai Français.

Et puis, en cette période de vaches maigres, c'est-il pas scandaleux de voir ces hordes de Wilander, Jarryd et autres Nystrom qui envahissent régulièrement nos courts de tennis pour y glaner nos si précieuses devises ?

C'est avec impatience que nous attendons tous la protestation véhémente de M. Borotra contre la pleine page de propagande achetée (dans le *Monde* du 14 décembre) par un parti politique qui ose prétendre que « la réponse aux difficultés qui peuvent survenir, c'est... l'ouverture des frontières ». Que M. Borotra soit officiellement le porte-parole de ce parti n'y change rien : vivement le dément !

MICHEL BREITMAN
(Rueil-Malmaison, Hauts-de-Seine).

OUBLI

Le quatrième otage

Votre journal, comme la plupart des médias, évoque les « trois otages » français dont on attend toujours la libération.

Si quelqu'un manque cruellement aujourd'hui, c'est aussi Michel Sourat, ami du Liban et de la vérité.

Elisabeth PICARD
Chercheuse à la Fondation nationale de sciences politiques

AU SOMMAIRE DE JANVIER

Le Monde DES PHILATELISTES

OFFICIEL de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

● Dossier bandes dessinées : timbres et cartes postales.

● Rencontre : Jacques Jubert.

● L'histoire du premier timbre français.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650573 F
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1983)

André Larroque (1983-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des locataires du Monde,

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, président,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Denise Vermet.

Correspondant en chef :

Clément Sèze.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyrie, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-92 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

607 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Ingrédients du Monde : 7, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

محکمات الاصل

Etranger

ISRAËL : un constat du ministre de la défense

M. Rabin reconnaît le caractère « spontané » des récentes manifestations palestiniennes

JÉRUSALEM
de notre correspondant

En quelques phrases très franches, sur le ton rugueux qu'il affectionne, le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, a exposé, le mardi 29 décembre, certaines des leçons que lui inspiraient les manifestations de ces deux dernières semaines dans les territoires occupés. C'est un constat plus militaire que politique de ce qui fut une large mobilisation de la population, et des difficultés de l'armée à y faire face.

Les émeutes, reconnaît-il, furent, au moins au départ, spontanées. L'armée a été surprise par leur ampleur, qui fut sans précédent, et d'abord mieux équipée et massivement déployée, elle n'entend plus se laisser surprendre — et surtout pas le 1^{er} janvier, à l'occasion de la journée commémorative du Fatah (1).

Dans une longue interview recueillie par le quotidien *Haaretz* (indépendant), le ministre, qui est l'un des principaux dirigeants du Parti travailliste, explique notamment : « Je ne prends pas à la légère ce qui s'est passé. Il y a déjà eu dans le passé des troubles, mais pas d'une telle dimension. Si l'on tient compte de l'ampleur [des manifestations], la situation [dans les territoires] est certainement nouvelle ».

Ce jugement diffère singulièrement de l'appréciation portée par le premier ministre, et chef de la droite, M. Shamir, qui a voulu voir « rien de nouveau » dans les émeutes, s'apparentant, selon lui, aux habituels cycles de violence que connaissent les territoires à intervalles réguliers.

L'armée mieux équipée

Alors que M. Shamir a encore dénoncé vendredi l'action des « extrémistes », M. Rabin observe : « Tout a commencé sur une base locale spontanée, et l'OLP a pris le train en marche, après un jour ou deux ». Opinion partagée par le chef d'état-major de l'armée, le général Dan Shomron, qui déclarait, lui aussi, il y a quelques jours devant la Knesset, que les manifestations avaient été « spontanées », même si elles furent par la suite « récupérées »

par les mouvements nationalistes les plus militants.

« Les troubles dans les territoires ne se reproduiront plus », affirme encore M. Rabin. « Même si nous devons utiliser des forces massives, nous n'accepterons en aucune circonstance que se répètent les événements de ces dernières semaines ». Il explique avoir des informations selon lesquelles « des éléments extrémistes » entendent marquer la « journée du Fatah » par des « troubles dans les territoires » : « Nos forces, dit M. Rabin, sont déployées de manière à ce que cela ne se produise pas ».

Implicitement, il reconnaît le caractère foudroyé des critiques américaines selon lesquelles les forces de sécurité israéliennes ont fait un usage abusif de leurs armes à feu. « L'armée, déclare-t-il, est mieux équipée pour faire face à des troubles violents sans ouvrir le feu. Cet équipement comprend des casques, des boucliers, des gaz lacrymogènes, des balles en plastique et des matraques ». Il laisse entendre que si elles avaient été plus nombreuses, comme c'est aujourd'hui le cas, les forces présentes dans les territoires auraient eu d'autres ressources que d'ouvrir le feu.

Sans donner de chiffres, le général Shomron a pour sa part indiqué que les effectifs de l'armée avaient été considérablement renforcés en Cisjordanie et à Gaza, dans la perspective de cette « journée du Fatah ». L'armée aurait doublé le nombre d'hommes sur le terrain, et pour la seule bande de Gaza, s'il dit, les forces déployées sont supérieures à celles engagées lors de l'occupation de ce territoire en 1967. Lui aussi donne raison, — a posteriori — aux critiques formulées par Washington, en annonçant que l'armée allait pour la première fois inculquer à ses recrues une formation dans le domaine du maintien de l'ordre.

Une autre polémique est engagée avec les États-Unis, qui ont officiellement fait savoir qu'ils étaient opposés à ce qu'Israël expulse certains des personnes arabes des territoires occupés. M. Shamir a répondu « merci pour le conseil », mais « Israël a des obligations de défense » et « procédera à des expulsions ». La presse évoque la possibilité qu'il y ait une dizaine

d'expulsions ; elles pourraient ne pas intervenir dans l'immédiat ; les avocats palestiniens avaient fait savoir qu'ils entendaient saisir la Cour suprême dans chaque cas, d'où une procédure longue et complexe.

Les mêmes avocats ont, en revanche, décidé de boycotter, en Cisjordanie, le procès en cours à Gaza, les procès en cours des centaines de jeunes Palestiniens arrêtés lors des émeutes. Ils dénoncent — comme certains éditeurs israéliens — leur empêchement d'étudier les dossiers de prévention qu'ils n'ont pas la possibilité de voir avant l'audience. Les États-Unis ont désigné deux observateurs devant les tribunaux militaires en charge de ces procès. Ces tribunaux ont déjà jugé une centaine de jeunes — très souvent des adolescents. Ils ont prononcé des peines allant de un à huit mois de prison (pour jet de pierres notamment), et trois jeunes ont été condamnés à deux ans et demi de prison ferme pour avoir lancé des engins incendiaires.

ALAIN FRACHON.

(1) Cette journée commémore la première opération lancée par le mouvement de M. Arafat, le 1^{er} janvier 1965.

● L'UNRWA peut assurer sa mission auprès des réfugiés de Gaza. — L'Organisation des Nations unies d'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA) peut fournir à ces derniers, à Gaza, l'assistance médicale, les rations alimentaires et les services sanitaires », a indiqué, mardi 29 décembre, M^{me} Angela Williams, directrice adjointe de l'UNRWA à Gaza. « Nous avons eu quelques problèmes dans la journée de dimanche, mais, depuis, nous sommes en mesure de fournir aux réfugiés l'ensemble de nos services », a déclaré M^{me} Williams. « Après notre intervention, le couvre-feu a été levé sur le camp de Bureij dimanche soir et sur celui de Jubaylah lundi, et elle ajouta, précisant que les écoles de l'UNRWA « sont actuellement fermées en raison des vacances, jusqu'au 4 janvier ».

M^{me} Williams a cependant indiqué que la fermeture par l'armée de deux des trois accès au camp de Bureij posait de sérieux problèmes aux habitants. « Ils ont peur d'entrer et de sortir du camp, car ils sont soumis à des fouilles minutieuses et sont quelquefois maltraités », a-t-elle dit. — (AFP.)

La fin du sommet de Ryad

Les pays du Golfe ont fait preuve de modération envers l'Iran

RYAD
de notre envoyé spécial

« La diplomatie arabe n'a jamais cessé d'être continue et il continuera ». Le prince Saoud El Fayçal, ministre arabe des Affaires étrangères, ne pouvait être plus clair pour illustrer la position adoptée par les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG : Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman), à l'issue de leur huitième sommet de Ryad, qui a pris fin mardi 29 décembre.

La modération du communiqué final, qui, à aucun moment, ne condamne l'Irak, signe en tout cas la victoire des partisans d'une certaine entente avec l'Irak. Oman et les Émirats arabes unis, qui ont obtenu un texte bien en retrait de celui du sommet arabe d'Amman. Le CCG réaffirme, certes, « son engagement aux résolutions adoptées par la guerre Iran-Irak par le sommet arabe », mais se garde bien d'en reprendre les termes dans sa propre déclaration finale. Alors que les chefs d'État arabes avaient « réproché l'obstruction du régime iranien à ne pas arrêter les hostilités », le CCG ne fait que « regretter la politique d'aggravation de l'Iran face à la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU ».

Une médiation syrienne ?

L'Irak, qui ne bénéficie d'aucune mention de solidarité, contrairement à Amman, se voit simplement « féliciter » pour son attitude « positive » dans cette même résolution. Le CCG s'est, d'autre part, engagé à examiner les incidents de La Mecque (le sommet arabe parlait d'« acte criminel et sanglant ») et les troubles perpétrés par le régime iranien, les bombardements israéliens du Koweït, par les unités, la prise d'otages des ambassades koweïtiennes et saoudiennes à Téhéran, les attaques des pétroliers et des navires de commerce dans les eaux du Golfe, pour conclure en un appel à l'Iran « à observer les principes de bon voisinage et de respect mutuel, afin de garantir la paix et la sécurité de la région ».

Le CCG n'a fait, enfin, qu'exprimer l'espoir que l'Iran répondrait positivement à la volonté de la communauté internationale et de la nation islamique de mettre fin à cette guerre sanglante. La seule solution étant, aux yeux du CCG, l'application de la résolution 598. Les chefs d'État du Golfe « ont appelé

la communauté internationale, particulièrement le Conseil de sécurité de l'ONU, à prendre des mesures appropriées pour l'application immédiate de cette résolution ».

Seule décision concrète à cet égard : le prince Saoud El Fayçal a annoncé, au cours d'une conférence de presse, que le CCG allait envoyer des missions dans les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité pour les presser de mettre en place des mécanismes pouvant assurer l'application de la résolution 598. Cette modération des États du Golfe est-elle le résultat de ce qui apparaît comme une tentative de médiation syrienne entre l'Irak et les pays du Golfe ? M. Farouk Charieh, ministre syrien des Affaires étrangères, s'est en tout cas rendu à Téhéran le jour de la clôture des travaux du CCG. Il se trouvait à Ryad, samedi, lors de l'ouverture du sommet, revenant de Téhéran.

Déjà, des rumeurs attribuaient le ton conciliant du discours inaugural du roi Fahd au message qu'il avait reçu du président Assad. Damas, contrainte de reculer au sommet arabe d'Amman, en acceptant notamment une condamnation de l'Iran, cherche à reprendre l'initiative. D'autant que les aides financières promises par les États du Golfe, dont la Syrie a un urgent besoin, étaient conditionnées par un changement d'attitude de Damas dans la guerre Iran-Irak.

Le président Assad préfère sans doute une nouvelle fois tenter d'agir sur Téhéran, au moment où l'Iran est dans une position plus délicate. Reste à savoir ce qu'ont « promis » les dirigeants iraniens et combien de temps ils s'y tiendront.

Ce huitième sommet paraît aussi marquer un certain recul pour l'Irak, dans la mesure où les États du CCG semblent mener leur propre stratégie, séparant leur propre guerre du Golfe du conflit bilatéral stricto sensu. Quoi qu'il en soit, les responsables saoudiens ont tenu à préciser que l'attitude du CCG ne devait pas être interprétée comme un signe de faiblesse. Tour à tour, le prince Saoud El Fayçal a déclaré que « si les provocations ou les agressions iraniennes se poursuivaient, les États du CCG étaient capables de se défendre ».

En attendant, les dirigeants de Téhéran, qui avaient, quelques jours avant cette réunion, envoyé

des émissaires à Oman, dans les Émirats arabes unis, à Qatar et à Bahreïn, peuvent s'estimer satisfaits d'un communiqué qui marque les limites de la solidarité des États du Golfe face au danger iranien.

La coopération en matière de sécurité

La seule décision annoncée, sans être assortie toutefois de détails qui permettraient d'en mesurer la portée, concerne la stratégie de sécurité des États du CCG, c'est-à-dire essentiellement le renforcement de la coopération en matière de police et de renseignements. Cependant, il n'est toujours pas sûr que le Koweït ait accepté certaines des mesures qu'il juge contraires à sa Constitution, comme le droit de suite ou l'extradition automatique entre les pays membres.

Sur le plan de la coordination militaire, rien de concret ne semble avoir été décidé. Le prince Sultan a affirmé que le Conseil avait adopté la recommandation faite par les ministres de la Défense du CCG, à savoir le renforcement de la coopération militaire et celle en matière d'industrie d'armement. Seul l'avenir dira ce qu'il en est réellement.

En fait, les seuls points positifs, dont beaucoup d'ailleurs doivent encore être examinés en commission pour leur application, concernent l'économie. Créés pour répondre collectivement aux menaces de la guerre Iran-Irak, le CCG, paradoxalement, n'a d'existence réelle que dans le domaine économique. Les États membres comptent visiblement plus, pour leur défense, sur leur propre stratégie et leurs propres alliances. Une réalité dont Téhéran sait jouer.

Dans l'attente du prochain sommet, qui se tiendra en 1988 à Bahreïn, les pays du Golfe ont souligné l'importance de la stabilisation du marché pétrolier, demandant aux membres de l'OPEP de maintenir le prix du baril de pétrole à 18 dollars, seule façon d'assurer leurs revenus et donc de maintenir ou d'accroître leurs dépenses en matière de défense.

FRANÇOISE CHIPAU.

CORRESPONDANCE

L'expulsion des réfugiés iraniens

Asile politique et raison d'État

Réagissant aux récentes expulsions vers le Gabon de quatorze iraniens réfugiés politiques en France, la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Iran — basée à Paris — nous adresse une longue lettre, dont voici quelques extraits :

La plupart de ces expulsés avaient et ont toujours le statut de réfugié politique. Tous avaient trouvé en France une terre d'accueil où ils se sentaient, de par les traditions démocratiques et la protection de la loi, en sécurité et y vivaient depuis plusieurs années. Certes, ils n'étaient pas insatisfaits, espéraient un changement politique dans leur pays et agissaient en conséquence. Mais leurs activités allaient-elles plus loin que de faire signer des pétitions, dénoncer le régime en place et prendre contact avec les personnalités politiques (entre autres, M. Charles Pasqua, qui avait signé une pétition des Moudjahedines du peuple publiée dans le *Monde*) ? Est-ce cela que le ministre de l'Intérieur définit comme « portant atteinte à l'ordre public » ?

Les exactions d'opposants politiques, la répression des minorités ethniques et religieuses, l'oppression des femmes, l'envoi d'enfants à la guerre, la pratique courante de la flagellation, l'impunité des crimes et la persécution ? Telle est la réalité iranienne, et c'est ce qui oblige les iraniens à fuir, par milliers, leur pays et à se réfugier en France et ailleurs. (...)

Des décisions telles que l'expulsion de ces iraniens risquent de donner à la notion du droit d'asile une acception versatile et nationale. Le réfugié ne bénéficie d'un statut international déterminé, mais devrait répondre aux normes instaurées au niveau de chaque État, normes variables selon l'époque, le gouvernement en place et la politique du jour. Car la lutte pour l'instauration de la démocratie et le respect des droits de l'homme en Iran n'est non seulement pas contraire à l'ordre public de la société française, mais entièrement légitime.

ISABELLE VICHINAC.

LIBAN

L'ONU veut recueillir 85 millions de dollars pour venir en aide à la population

GENÈVE
de notre correspondant

Les Nations unies viennent de lancer un cri d'alarme sur la situation de la population libanaise qui ne cesse de se dégrader.

Selon les conclusions d'une mission dirigée par le coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), dont le siège est à Genève, et comprenant des représentants de l'UNICEF, du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la situation s'est gravement détériorée depuis deux ans et la crise vertigineuse de la libanaise et par la flambée des prix « a atteint un niveau sans précédent ». Cette crise compromet le fonctionnement des écoles et des hôpitaux. Selon le rapport de mission, « le salaire minimum ne correspond pas aux frais de nourriture d'une famille ».

Le secrétaire général des Nations unies a lancé un appel d'urgence pour recueillir par l'entremise de l'UNDRO 85 millions de dollars destinés notamment à l'alimentation de familles dans le besoin.

Selon l'UNDRO, le nombre de lits d'hôpital disponibles aurait tragiquement diminué et ne serait plus que de cinq cents dans les établissements publics. Les médicaments manquent. Les besoins en logements sont énormes : sur plus de cent mille familles qui ont dû quitter leur maison en raison de la guerre ou de

l'insécurité, plus de la moitié ont pu être hébergées à titre provisoire, mais on compte au moins vingt mille familles sans abri.

Une grande partie des 85 millions de dollars demandés sera affectée aux écoles, qui devraient abriter cinq cent mille enfants. Les engagements pris à ce jour par les donateurs ne dépassent pas 10 millions de dollars.

L'UNICEF a, pour sa part, engagé depuis dix ans au Liban 60 millions de dollars ayant servi à construire ou réhabiliter et trois cent cinquante écoles, et à effectuer quatre cents adductions d'eau. Le mois dernier, l'UNICEF a procédé à une campagne de vaccination des enfants contre la polio, la rougeole, la diphtérie, la tétanos et la coqueluche au cours de laquelle toutes les parties ont accepté de respecter, du 26 au 28 novembre, « trois jours de tranquillité ».

L'activité du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est spécifique. Elle ne touche que les victimes directes des combats. Elle consiste notamment en une aide en équipement médical aux hôpitaux, en une assistance alimentaire et médicale aux blessés, prisonniers et « personnes déplacées » et en subventions à la Croix-Rouge libanaise. Les délégués du CICR, tous de nationalité suisse, sont au nombre de quinze à Beyrouth, six à Saida, cinq à Tyr, deux à Tripoli et deux à Jezzine.

OLIVIER TODD

Cruel Avril 1975 / La chute de Saigon



- Non seulement un formidable reportage, mais aussi une œuvre d'historien... Allie la passion du vécu à la sérénité du recul.
Bernard Guetta/LE MONDE
- Même un amateur de romans ne sera pas déçu.
Jacques Laurent/PARIS MATCH
- Bouleversant, impitoyable, brillant.
Jean Lacouture/LE NOUVEL OBSERVATEUR
- Une enquête minutieuse.
Gérard Suttel/FIGARO MAGAZINE
- Terrible leçon de choses, sur la vraie nature du communisme.
Michel Richard/LE POINT
- Il s'agit simplement du meilleur livre publié sur ce sujet.
Jean Poujel/L'EXPRESS

ROBERT LAFFONT

سكنا من الاجل

Europe

ITALIE : les projets de réforme des institutions

Le temps des grandes manœuvres politiques est revenu...

ROME
de notre correspondant

La grande querelle du jour entre les trois partis sur lesquels repose l'avenir politique de l'Italie — la démocratie chrétienne, le PSI et le PCI — a pour théâtre la deuxième ville du pays, Milan. Dans la capitale économique, d'où ont souvent surgi les nouveautés qui allaient modifier le visage de la péninsule, les socialistes ont annoncé un changement d'alliance : ils ne souhaitent plus gouverner avec la DC, comme c'était le cas depuis 1985, mais retourner à leur précédente alliance avec les communistes. Le maire de la ville n'étant autre que M. Paolo Pillitteri, le beau-frère de M. Bettino Craxi, l'affaire ne peut être considérée comme un simple remue-ménage municipal. De là à imaginer cependant que ce retournement préfigure un tournant national, la fameuse « alternative de gauche », il y a un pas que nul n'a, à ce jour, franchi. Certains ont ici observé que ce pourrait être la réponse du berger à la bergère : l'été dernier, en effet, on avait assisté à un mouvement en sens inverse à Palerme, sixième ville du pays, où la démocratie chrétienne avait rompu l'alliance avec les amis de M. Craxi pour s'unir notamment avec des indépendants de gauche — élus sur la liste du PCI.

L'affaire milanaise est, en fait, le signal que de grandes manœuvres politiques sont en gestation au terme d'une année 1987 tout entière placée sous le signe de la crise. L'essence de ce profond malaise de la vie publique peut être résumée ainsi : on ne sait plus clairement qui a droit à diriger le gouvernement. Près de quatre décennies durant, pour le meilleur et pour le pire, la DC a été le pivot de toute la vie politique : aucune majorité ne pouvait se faire sans elle, en raison tant de son poids propre que du soutien inconditionnel que lui apportaient les petits partis dits laïcs (libéraux, sociaux-démocrates, républicains, selon les circonstances) et de la « convention d'exclusion » du PCI — une formation recueillant entre le quart et les tiers des voix, selon les scrutins.

« L'alternative démocratique »

Longtemps le PSI, bon troisième des « partis de masse », n'a fait figure que de comparse un peu privilégié avec quelque 10 à 14 % des suffrages. Or c'est lui qui, à partir de 1979 et surtout de 1983, est venu troubler cette belle ordonnance. Ce changement est concomitant avec le phénomène Craxi. Après son recul de 5,5 points en 1983, une DC accablée de surcroît par trop d'affaires malodorantes avait dû laisser la présidence du conseil au leader socialiste. On sait avec quelle intelligence celui-ci a, trois années et demie durant, conduit sa barque, et aussi comment il a fait du PSI le vainqueur le plus apparent des législatives de juin dernier, le faisant progresser de trois points jusqu'à friser

les 15 %. Ayant réussi à la mi-1986, puis en février 1987 un « passage du relais » en douceur à un représentant de la DC, on pouvait s'attendre que le leader socialiste ne laisserait pas le parti adversaire-partenaire renouer avec sa conduite légendaire de sautier.

Par ailleurs, le PCI, en légère mais constante perte de vitesse (26,6 % des voix en juin dernier), est une formation dont il est de plus en plus difficile de contester la légitimité démocratique — et pas seulement parce qu'il a déjà fait partie, d'août 1976 à janvier 1979, de la majorité parlementaire sur laquelle

Occhetto, successeur désigné de M. Alessandro Natta, a fort bien décrit lors d'un récent comité central comme une situation où « le pouvoir d'interdiction est supérieur au devoir de décision ».

Avec une unanimité d'autant plus frappante qu'elle n'était apparemment pas concertée, les trois principales formations ont ces derniers jours placé le thème de la réforme des rouages publics au centre de leur réflexion. Le PCI l'a fait à l'occasion de son récent comité central. Le leader du PSI a commencé une série d'entretiens sur ce thème avec les autres partis. La DC a lancé

« PER L'88 SI PRENDE LA SCOMPARSA DI UN EMINENTE UOMO POLITICO. — PER TUTTO L'ANNO, GIORIA PUO' STARE TRANQUILLO. »



— On prévoit pour 1988 la disparition d'un homme politique éminent.
— Goria peut être tranquille pour toute l'année.
(La Repubblica du 27-28 décembre.)

s'appuyait le démocrate-chrétien Giulio Andreotti. Depuis 1980, la doctrine officielle du PCI était, en perspective, « l'alternative démocratique », c'est-à-dire l'alliance avec le PSI. Son congrès de Florence, en avril 1986, avait lancé la formule d'un « gouvernement de programme », indiquant une disponibilité nouvelle à jouer tous azimuts.

C'est dire que, face à la crise, le jeu des trois « grands » se présente comme très ouvert. L'alliance de centre gauche (DC-partis laïcs) qui, sous des appellations diverses et avec des nuances de composition, dirige l'Italie de façon récurrente depuis un quart de siècle a perdu tout caractère d'évidence. Sa forme ultime a été celle du « pentapartito » — cette majorité dirigée par le leader socialiste et faisant peu ou prou la politique de la DC. Mais de cela le secrétaire démocrate-chrétien et l'essentiel de son parti ne veulent plus.

Une remise dans le jeu des communistes, par DC ou PSI interposé, n'est cependant concevable aux yeux d'une majorité de l'électorat que sous le coup d'une urgence.

Or cette urgence existe bel et bien c'est précisément l'absence de blocage du système institutionnel, que le numéro deux du PCI, M. Achille

un grand colloque, formulé des déclarations choc (M. De Mita : « La réforme est la catastrophe ») et accepté de discuter avec M. Craxi à ce sujet.

L'urgence est encore signalée par deux événements récents, dont les partis ont clairement perçu la gravité : le taux des abstentions lors des référendums des 8 et 9 novembre sur le nucléaire et la justice (34,8 %, contre moins de 20 % en moyenne dans le passé) et la récente « fausse crise » du gouvernement de M. Craxi, qui a immobilisé l'exécutif deux semaines durant en raison d'un ulcère contre le projet de budget formulé par le Parti libéral, fort de 2 % des voix. Or les dernières années, marquées par une reprise de confiance dans le dynamisme de l'économie nationale et la stabilité du gouvernement Craxi, ont créé chez les citoyens une attente nouvelle d'efficacité, à laquelle le système actuel est bien loin de pouvoir répondre.

Toute réforme touchant à la Constitution suppose l'accord des deux tiers des voix du Parlement, donc au moins de la démocratie chrétienne et du PCI. Or les communistes étaient, jusqu'au tournant de leur récent comité central, les gardiens sourcilieux de l'intangibilité de la charte de 1947. Un déblocage est dès lors dans l'air.

La matière à traiter est à vrai dire surabondante. Elle concerne :

1. — LE PARLEMENT.

L'abolition du vote secret : C'est une spécificité du système italien, qui encoûte les foudres, au particulier, du leader du PSI. Un des importants pourrait être accompli en excluant cette faculté à tout le moins lors du débat budgétaire, ce qui éviterait par exemple l'introduction subreptice de dépenses supplémentaires.

La différenciation des rôles des deux Chambres : Elle porterait remède à l'une des absurdités de la situation qui veut que les députés et les sénateurs, élus de façon très similaire, aient des pouvoirs exactement égaux. Ceci aboutit à un allongement considérable des navettes, les deux organes du Parlement devant voter les lois dans les mêmes termes.

2. — L'EXÉCUTIF.

L'idée de le renforcer est dans l'air après quatre décennies de quasi-impuissance. Parmi les hypothèses :

— Elire le président de la République au suffrage universel. C'est l'idée force de M. Craxi, et sa réalisation pourrait assurer son destin national. Mais la Constitution italienne n'est nullement taillée sur un modèle présidentiel — à la française — de sorte que la formule reste très hypothétique.

Renforcer le gouvernement. Ce serait d'abord rendre au président du conseil le droit de choisir ses ministres, droit qui lui assure la Constitution mais qui lui est confisqué par les partis, lesquels décident seuls de la composition de leur « délégation ». Le président pourrait aussi se voir attribuer des pouvoirs supérieurs de coordination, alors qu'aujourd'hui chaque ministre est le maître presque absolu dans son domaine.

3. — LE SYSTÈME ÉLECTORAL.

Le principe de la proportionnalité, fondement de la démocratie italienne, n'est pas en cause. Une formule à laquelle beaucoup songent, en revanche, est l'institution (à l'allemande) d'un seuil de suffrages au-dessous duquel une formation ne serait pas représentée. Douze partis sont aujourd'hui représentés au Parlement, mais quatre seulement dépassent les 5 % (les trois « grands » et le MSI, parti de la droite nationale). Les « petits » redoutent évidemment cette formule. M. Craxi a proposé qu'elle soit expérimentée aux européennes de 1989. M. De Mita propose, lui, un système dans lequel la coalition gagnante recevrait une prime sous forme d'élus supplémentaires, ce qui faciliterait la « gouvernabilité ».

En règle générale, les partis semblent préférer des solutions qui pouraient d'abord être mises en œuvre au niveau local. Quoi qu'il en soit, l'évidence de la gravité du blocage est désormais perçue par tous. Une question demeure pourtant : un système peut-il se réformer avant la catastrophe ?

JEAN-PIERRE CLERC.

RFA : mis en cause pour son passé nazi

Le journaliste Werner Hofer porte plainte contre le « Spiegel »

BONN
de notre correspondant

Werner Hofer, le présentateur vedette de la télévision ouest-allemande, qui a démissionné à la suite d'une polémique sur ses activités journalistiques au service de la cause hitlérienne (Le Monde du 19 décembre), contre-attaque. Il a chargé ses avocats de réclamer « un minimum de 100 000 Deutschmarks » (près de 340 000 F) de dommages à l'hebdomadaire Der Spiegel, qui a contrarié son vœu de « mourir devant un verre de blanc entouré de journalistes internationaux évoquant l'état du monde ».

C'est, en effet, le vœu qu'avait formulé cet homme de quarante-quatre ans, qui depuis trente-cinq ans, animait tous les dimanches à midi l'« Appétit international » (« Frischschoppen »), un forum de discussion sur des sujets de l'actualité suivi par des millions de téléspectateurs en RFA et en Suisse. Der Spiegel a mis fin à son exceptionnelle carrière en rappelant — dans son édition du 14 décembre — ses écrits passés. Le PC ouest-allemand avait déjà soulevé le livre en 1962, relayé par la presse de droite de RFA. Mais l'offensive avait alors fait long feu.

Sur le fond de l'affaire, Werner Hofer a pu à dire pour sa défense : « Je n'étais pas un héros résistant, j'ai suivi le mouvement comme des millions d'Allemands ». Il assure qu'il n'a pas écrit les passages les plus scandaleux de ses articles des années 40, mais qu'ils ont été rajoutés par des proches de Joseph

Goebbels, ministre de la propagande de Hitler.

Il demande réparation parce que Der Spiegel l'a qualifié de « criminel » et « Schreckensschreiber » (criminel ainsi derrière son bureau, loin du champ de l'action). Werner Hofer, « est ainsi, selon ses avocats, mis sur le même pied que les responsables nazis qui, comme Eichmann, ont ordonné la mort d'innombrables personnes ». L'expression est aussi employée pour dénoncer toute forme de soutien idéologique, artistique ou médiatique, plus ou moins direct, à des actions répréhensibles. Elle a fait fureur dans les années 70, du temps de la bande à Baader, pour stigmatiser les intellectuels qui, comme l'écrivain Heinrich Böll, s'efforçaient de comprendre les « enfants perdus » de la Fraction armée rouge.

Les avocats de Werner Hofer justifient la somme réclamée au Spiegel en déclarant qu'après 1974, date de la « Frischschoppen », M. Hofer doit être considéré comme le journaliste ouest-allemand de télévision le plus célèbre en RFA et à l'étranger, et que l'atteinte à son honneur vaut bien ce prix. Si gagne son procès, le journaliste versera la somme obtenue à une organisation d'utilité publique.

Le rédacteur en chef du Spiegel, M. Werner Frank, a fait savoir qu'il n'était pas question pour son journal de lever M. Hofer de l'accusation de « Schreckensschreiber ». « Il fait partie des journalistes qui ont contribué à la propagation de la peste brune ».

(Interim.)

YOUGO-SLAVIE

Les réformes constitutionnelles prévoient la mise en place d'une économie de marché

Le Parlement yougoslave a adopté, le mardi 29 décembre, une première série d'amendements à la Constitution de 1974. Les changements proposés, qui feront l'objet de discussions et de débats publics au cours des quatre prochains mois, visent à moderniser et à rendre plus efficace le « système d'antagonisme socialiste » par la mise en place d'une économie de marché. L'objectif de la réforme est aussi de réduire le contrôle politique de l'activité économique et de réaliser une meilleure coordination des politiques fiscale, monétaire et commerciale menées par les six républiques et les deux provinces autonomes de la Fédération. Ces nouvelles orientations interviennent alors que le pays est confronté à une inflation de 160 % et à une dette extérieure de quelque 20 milliards de dollars.

La procédure de réforme constitutionnelle avait été lancée en janvier

derrière l'initiative de la présidence collégiale de l'Etat. Les textes adoptés le 29 décembre seront soumis l'année prochaine à l'approbation des Parlements des différentes républiques.

Par ailleurs, l'agence Tanjug annonce la nomination au poste de vice-président de la Fédération de M. Raif Dizdarevic, ministre des affaires étrangères depuis 1984. Agé de soixante et un ans, il remplace M. Hamdija Ponderac, qui avait été contraint de démissionner au mois de septembre à la suite du scandale financier du Combinat agro-alimentaire Agrokombor portant sur près de 1 milliard de dollars. M. Dizdarevic doit prendre en mai 1988 les fonctions de chef de l'Etat pour une période d'un an, conformément au principe de rotation des huit membres de la présidence collégiale. — (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

Exécution de l'assassin d'un étudiant à Pékin

Le meurtrier d'un étudiant, dont le mort avait été à l'origine d'une manifestation de plus d'un millier de personnes dans les rues de Pékin le 7 décembre dernier, a été exécuté, mardi 29 décembre, d'une balle dans la nuque, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Ma Qingjun, un réparateur de vélo de vingt-deux ans, avait été condamné à mort, le 23 décembre, par un tribunal de la capitale chinoise pour avoir poignardé un étudiant de l'Institut du commerce international. Son complice a été condamné à cinq ans de prison.

Ce meurtre avait suscité une vive émotion parmi les étudiants, qui étaient descendus dans la rue pour la première fois depuis les grandes manifestations de décembre 1986-janvier 1987. Les manifestants avaient demandé à la fois que leur sécurité soit assurée et que les autorités universitaires se préoccupent un peu mieux de leur sort. L'étudiant poignardé avait en effet dû attendre plusieurs heures avant de pouvoir être hospitalisé, et ses camarades avaient été contraints de l'amener eux-mêmes à l'hôpital et de payer d'avance.

Ces difficultés ne sont pas isolées. Le 24 décembre, d'autres étudiants pékinois ont tenté de manifester, pour les mêmes raisons. Une centaine d'étudiants de l'école normale

de la capitale ont voulu protester contre l'assassinat d'un de leurs camarades et la lenteur de la justice. Appelés par les responsables de l'école, la police est intervenue et a procédé à plusieurs interpellations. — (AFP, UPI, Reuters.)

Tchad

Pas de dissidence au Tibesti affirment les autorités

L'ambassadeur du Tchad à Paris, M. Allam-mi Ahmad, a démenti qu'une dissidence d'anciens membres de l'armée de M. Goukouni Oueddei ait éclaté au Tibesti, dans l'extrême nord tchadien.

L'allégation ainsi refusée avait été émise mardi 29 décembre, à Paris, par M. Kallan Ahmed, directeur du cabinet du président du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT originel). Celui-ci avait affirmé que « le commandant opérationnel de la zone du Tibesti, Allathi Djirai », avait pris la tête d'une dissidence déclenchée, selon lui, pour protester contre les lenteurs des négociations politiques entre M. Oueddei et le gouvernement tchadien.

« Goukouni Oueddei n'a pas de partisans au Tibesti », a affirmé l'ambassadeur, et même sa famille est à l'extérieur. Le commandant de cette zone n'est pas Allathi Djirai, et M. Kallan grossit d'une manière démesurée un acte individuel qui n'engage qu'un homme dans la famille et peut-être détenue en Libye. »

Ghana

Seize étrangers expulsés pour contrebande et racisme

Les autorités du Ghana ont expulsé seize hommes d'affaires étrangers accusés de racisme et de contrebande d'or et de diamants, a rapporté, mardi 29 décembre, l'agence ghanéenne GNA. « L'ensemble de leur comportement était incompatible avec les lois en vigueur, l'harmonie raciale et les normes de la société ghanéenne », affirme un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Les seize hommes d'affaires, dont l'expulsion a pris effet lundi, étaient accusés de trafic de devises, de contrebande d'or et de diamants, ainsi que de « conduites et propos empreints de connotations racistes ». Le groupe comprenait des ressortissants britanniques, français, indiens, arabes et taiwanais, indique GNA sans plus de précision.

En juin dernier, le Ghana avait expulsé pour des raisons analogues quinze ressortissants de divers pays européens et asiatiques. — (Reuters.)

Pologne

Réductions de peine pour les assassins du Père Popieluszko

Varsovie. — Les quatre fonctionnaires de la police politique qui avaient assassiné le Père Jerzy

Popieluszko en octobre 1984, ont bénéficié récemment de réductions de peine, a-t-on appris de source polonaise, mardi 29 décembre, à Varsovie.

Le porte-parole de la cour suprême militaire de Pologne a déclaré que le principal accusé, l'escadron Grzegorz Piotrowski, condamné à 25 ans de prison, avait vu sa peine ramenée à 15 ans. Les autres des trois autres inculpés ont été ramenés respectivement de 25

EN BREF

URSS — Un journaliste d'« Ogoniok » sanctionné. — Un journaliste de l'hebdomadaire Ogoniok a été sanctionné après avoir été accusé d'avoir fabriqué de toutes pièces un sondage d'opinion selon lequel seuls 30 % des personnes interrogées approuvaient la politique de « perestroïka » du chef du Kremlin, M. Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé mardi 29 décembre un porte-parole du journal. Le journaliste, Vladimir Biroukov, a été exclu de la rédaction en chef de l'hebdomadaire, mais il garde son poste de directeur du département international du journal, a précisé le porte-parole.

Courant décembre, la cellule du Parti communiste du magazine, un des appuis les plus dévoués de la politique de « perestroïka » et de transparence parmi les médias soviétiques, avait réprimandé M. Biroukov pour avoir « inventé » ce sondage tout en prétendant qu'il avait été effectué par des experts de l'Institut économique de Novosibirsk (Sibérienne). — (AFP.)

ans à 10 ans de prison pour l'assassinat d'un journaliste, de 15 ans à 8 ans pour l'ex-lieutenant Leszek Pekele, et de 14 ans à 4 ans et 6 mois pour l'ex-lieutenant Waldemar Chmielewski. L'année dernière, ces trois hommes avaient déjà bénéficié d'une première réduction de peine : 10 ans pour le premier, 5 ans pour le second et 6 ans pour le troisième. L'ex-lieutenant Chmielewski, ainsi purgé des deux tiers de sa peine et pourrait désormais bénéficier d'une mise en liberté anticipée.

Fortes augmentations du nombre des émigrants juifs. — Le nombre d'émigrants juifs soviétiques a atteint 8 068 en 1987, soit neuf fois plus qu'en 1986, ont déclaré mardi 29 décembre, les autorités à Jérusalem. Le Comité d'information sur les juifs soviétiques à Jérusalem, malgré cette forte augmentation, le nombre d'autorisations de sortie délivrées par les autorités soviétiques est encore loin d'atteindre le chiffre des 15 000 visas accordés en 1979, souligne le Comité.

ROUMANIE — Un message de l'ex-roi Michel. — L'ex-roi Michel de Roumanie, qui vit en exil en Suisse, s'est adressé, le mardi 29 décembre, un message de soutien à ses compatriotes dans lequel il dénonce le régime communiste qui « a contraint à abdiquer le 30 décembre 1947 ».

L'ex-souverain, âgé de soixante-six ans, évoque notamment les troubles récents en Roumanie : « Les événements de Brasov et Tim-

soara [...] écrit-il, ont fini par faire comprendre au monde entier que le Roumain, d'ordinaire pacifique et tolérant, n'est pas vraiment paisible. » Tandis que les dirigeants du vaste empire voisin proposent la transparence et la « reconstruction » (...), poursuit l'ancien souverain, le gouvernement en place en Roumanie, quelque inconsciemment soumise au Kremlin, maintient le joug le plus abrutissant de l'exploitation sans égard pour la vie matérielle et spirituelle des citoyens de ce pays. » — (AFP.)

Seize de manuscrits chez M. Cornes. — Tous les manuscrits et textes de traductions de M. Domit Cornes, enseignant roumain qui avait participé à une émission de la télévision française et qui avait été arrêté le 19 novembre et interrogé le 24 décembre, ont été saisis, dimanche, par une patrouille de son domicile à Cluj (Transylvanie), et sont arrivés, le mardi 29 décembre à Paris, auprès de la Ligue de défense des droits de l'homme en Roumanie.

Le forcené aurait tué

condamnati le musulman

Le chef de la police de la capitale roumaine, le colonel Kucharski, a annoncé mardi 29 décembre que les deux hommes de main des commandants de la milice roumaine, les frères Kucharski, ont été exécutés, mardi 29 décembre, à Cluj (Transylvanie), pour avoir participé à la mort d'un journaliste français, le 19 novembre 1987. Les deux hommes, âgés de 35 et 37 ans, ont été arrêtés le 24 décembre et interrogés le 29. Ils ont été condamnés à mort par un tribunal militaire de Cluj (Transylvanie), et ont été exécutés, le mardi 29 décembre à Paris, auprès de la Ligue de défense des droits de l'homme en Roumanie.

Diplomatie

L'année en France et dans le monde La fatigue après la fièvre

(Suite de la première page.)

Sans doute n'est-elle pas sans rapport avec ce qui restera comme l'un des événements les plus marquants de 1987 : le krach survenu à Wall Street le lundi 19 octobre. Il a en effet entraîné sur toutes les places financières du globe une dépréciation qui a atteint à Paris 27 %, annulant pratiquement toute la hausse survenue depuis le début de 1986. Le dollar plongeait de son côté, pour atteindre en fin d'année la cote de 5,40 francs, soit à peine plus de la moitié de sa valeur d'il y a quatre ans.

Tout a été dit sur les raisons de cet effondrement, qui succédait à cinq ans de progression ininterrompue, dont les principales bénéficiaires avaient été les Bourses de Paris (+ 275 %) et de Tokyo (+ 270 %). Dans l'immédiat, l'annonce d'un déficit catastrophique du commerce extérieur américain, coïncidant avec un relèvement des taux d'intérêt allemands. Plus profondément, le caractère très artificiel d'un emballement qui faisait fi de tous les vices structurels de ce que l'on n'ose plus appeler le système mondial : endettement démentiel de trop de pays du tiers-monde ; taux très élevés du chômage en Europe ; aveuglement des Américains et, pour commencer, de leur président, refusant obstinément de prendre les mesures fiscales nécessaires pour éponger un énorme déficit budgétaire ; refus non moins obstiné du Japon et de la RFA, détenteurs de gros excédents commerciaux, de pratiquer la politique de relance sans laquelle le jeu mondial se trouve en quelque sorte bloqué. Mais la mode était au libéralisme dont, après une période de dirigisme indiscutablement excessif, il était de bon ton d'attendre monts et merveilles.

Le gouvernement français poursuivait quant à lui l'exécution du programme de privatisations lancé à la fin de l'année précédente. Pour la première fois de leur vie, des millions de Français devenaient actionnaires, la hausse rapide des cotations des nouvelles valeurs introduites sur le marché répandant l'idée qu'à ce jeu on gagnait à coup sûr. La déception n'en fut donc que plus vive lorsque la Bourse se mit à dégringoler. Edouard Balladur, qui avait annoncé un mois plus tôt une accélération des privatisations, n'eut d'autres ressources que d'en renvoyer la poursuite à des jours meilleurs. Jurant mais un peu tard qu'on ne les y prendrait plus, beaucoup de petits et de moins petits porteurs transfèrent tout ou partie de leurs ressources disponibles vers des satisfactions plus immédiates : l'automobile notamment devait enregistrer en novembre un boom sans précédent.

Pour le gouvernement, et d'abord pour son chef, Jacques Chirac, la candidature à la présidence de la République, sans être officiellement annoncée, ne saurait faire de doute, la dégringolade boursière venant au plus mauvais moment. Il n'avait pas caché en effet son intention d'axer sa campagne sur le bilan de son action. Et il est vrai que, dans l'ensemble, avec une petite reprise de l'emploi et une inflation contenue, malgré l'effet des grands froids, à un peu plus de 3 %, ce bilan, sur le plan économique, n'était pas mauvais. Mais la chute de la Bourse remettait tout en cause.

Des coups marqués contre le terrorisme

Restait le net succès marqué par le pouvoir dans la lutte contre le terrorisme. En 1986, celui-ci avait durement frappé. 1987 a vu le phénomène inversé. Le pouvoir a marqué une série de points avec, pour commencer, l'arrestation des principaux chefs d'Action directe, responsables entre autres de l'assassinat, l'année précédente, du président de Renault, Georges Besse. La condamnation à la prison à perpétuité, en mars, de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises, n'a pas entraîné les représailles redoutées. Et la diplomatie, passablement opaque, de Charles Pasqua, qui s'est carrément substituée en l'occurrence à celle de son collègue Jean-Bernard Raimond, a permis de trouver une issue à l'impasse dans laquelle étaient enfermées les relations franco-iraniennes après le refus de Wahid Gerdji, interprète très spé-

cial à l'ambassade des ayatollahs à Paris, de comparaître devant le juge Bouliouque, qui voulait l'interroger sur son rôle dans les attentats de septembre 1986 à Paris. En même temps, la France obtenait la libération de deux de ses otages retenus au Liban par le Hezbollah, dont les liens avec Téhéran ne font désormais de doute pour personne.

Reste à savoir le prix payé pour cette restitution, qui ne clôt pas de toute manière le contentieux franco-iranien, puisque trois otages sont toujours aux mains des « fous de Dieu ». La seule certitude est que l'on va rembourser au régime islamiste une nouvelle tranche du crédit Eurodif ouvert jadis par le chah à Paris pour la commande de centrales nucléaires auxquelles Khomeiny a renoncé.

Le terrorisme d'importation proche-orientale est-il pour autant liquidé en France ? Il serait présomptueux de l'affirmer, compte tenu de la recrudescence de la violence au Liban, où le président du Conseil, Rachid Karamé, a été, parmi bien d'autres, assassiné ; dans les territoires occupés par Israël, où la jeune génération palestinienne se révolte de plus en plus ouvertement contre son sort, et dans le golfe Persique, où les incidents graves se sont multipliés au cours de l'année, faisant plusieurs dizaines de morts, notamment américains. Mais le fait est que les seuls actes terroristes importants commis en France, au cours de 1987, sont imputables aux séparatistes corses ou à l'ETA militaire basque, responsable par deux fois, à Barcelone et à Saragosse, d'abominables tueries. Paris et Madrid agissent désormais la main dans la main contre cette organisation, qui entend bien en faire payer le prix de cette alliance à notre pays.

Reste comme élément d'agitation en France la situation dans des prisons surpeuplées, où les révoltes ne sont pas rares. Mais, d'une manière plus générale, c'est la justice elle-même, éprouvée par trop d'affaires, du garde des sceaux, client malheureux des Chaumet, aux juges d'instruction, en passant par la Cour de cassation, qui se voit mise en cause.

Ce climat ne peut qu'ajouter au discrédit assez générale de la classe politique, dont bénéficient bien entendu ceux qui peuvent se permettre de prendre du recul vis-à-vis du pouvoir. C'est le cas de François Mitterrand, qui hérite de moins en moins à se désolidariser du gouvernement, de Raymond Barre, souriant et gourmand rival d'un Jacques Chirac amené à se battre sur tous les fronts, et de Jean-Marie Le Pen, champion tous azimuts de « n'y a qu'à ». Un moment déstabilisé par ses propos sur les chambres à gaz, d'autant plus préoccupants qu'ils étaient tenus peu de temps après le procès Barbie, occasion exceptionnelle de se rappeler ou d'apprendre ce qu'avait été le génocide, il est toujours à même de brouiller les cartes. Non seulement entre les formations de droite, mais même, comme on l'a vu à l'occasion du vote du budget de la région Champagne-Ardenne, au sein d'un parti socialiste aux lignes de fracture par trop évidentes.

Ces querelles, tous les sondages le montrent, ne passionnent que médiocrement les Français. De même ne semblent-ils pas avoir trop bien compris les raisons qui ont poussé le gouvernement à privatiser TFI, dont Francis Bouygues allait au nom du « mieux-disant culturel » devenir l'heureux acquéreur.

Reagan dans les bras de Gorbatchev

Il faut dire que les affaires, avec ou sans guillemets, franco-françaises paraissent un peu dérisoires au regard des événements qui bouleversent la planète. On a déjà rappelé qu'il a suffi d'un lundi noir à la Bourse de New York pour remettre en cause l'un des articles essentiels du programme du gouvernement Chirac. Plus décisif encore, peut-être, l'accord conclu à Washington le 8 décembre, entre Reagan et Gorbatchev pour l'élimination de tous les missiles nucléaires d'une portée supérieure à 500 kilomètres, à l'exception bien entendu, au moins pour le moment, de ceux qui sont détenus par la France et par la Grande-Bretagne, non parties au traité.

Cet accord qui, sans qu'il ait le moins du monde son mot à dire,

affecte d'abord le Vieux Continent a fait couler beaucoup d'encre. Sous réserve que le Sénat des Etats-Unis le ratifie, ce qui n'est pas acquis, on peut difficilement contester qu'il diminue la protection de l'Europe occidentale face à la supériorité soviétique dans le double domaine conventionnel et chimique. A quoi s'ajoute qu'il réduit l'engagement américain sur le continent, et qu'il renforce pour la RFA la tentation neutraliste.

Rien ne sert pour autant de se couvrir la tête de cendres, sauf à s'en prendre d'abord à soi-même. Car Gorbatchev n'a fait que reprendre une vieille proposition occidentale, réitérée en 1986 encore par Reagan, alors que le Kremlin l'avait mille fois déclarée inacceptable. C'est la première fois que l'URSS consent à un désarmement véritable et efficacement contrôlé. Si elle le fait, c'est bien évidemment parce qu'elle y trouve un intérêt, y compris pour sa stratégie à long terme. Mais qui ne voit qu'elle a besoin d'un répit pour mener à bien ce que son dynamisme patron a appelé la « perestroïka », la restructuration, n'hésitant pas à comparer son importance à celle d'une nouvelle Révolution ?

Une avalanche de problèmes

A la vérité, il n'y a pas que l'Europe occidentale qui soit fatiguée : il suffit de voir où en est le président des Etats-Unis. Mais le fait que la gérontocratie ait maintenant traversé l'Atlantique, transformant le Zorro d'hier, durement éprouvé par le scandale de l'irangate et par l'hostilité de plus en plus déchaînée du Congrès, en quinquagénaire face à un quinquagénaire réplet, au sourire enjôleur, ne saurait faire oublier que la patrie du socialisme croûte sous les problèmes à résoudre. Rien

n'est plus difficile que de rendre l'ardeur au travail à un peuple qui a une triste expérience à depuis longtemps désabusé, ou de venir à bout de la résistance d'une bureaucratie acharnée à protéger ses médiocres privilèges.

Et que dire de la situation qui prévaut dans tant de provinces de l'empire ? Qu'il s'agisse de l'Indochine, du très extrême-pauvreté encore soulignée par l'extraordinaire essor de beaucoup de pays

lutte de libération de l'Erythrée et du Tigré. De l'Angola et du Mozambique, où l'Afrique du Sud fait de plus en plus ce qu'elle veut.

On comprend que Gorbatchev recherche la détente tous azimuts, décourage Kadhafi de s'opposer à la reconquête par Hissène Habré du nord du Tchad, sourie à la Chine, laisse le chef du gouvernement de Hanoi rencontrer Sihanouk et le Nicaragua entrer en négociation avec ses voisins et

le monde extérieur l'aidera à surmonter le manichéisme élémentaire qui est à la base de la foi bolchevique, et à se prêter, selon le vœu de Reagan, à la recherche non seulement de la détente mais d'une paix digne de ce nom. Ce qui supposerait naturellement pour commencer que la poursuite du désarmement engagé avec le récent traité de Washington conduise à l'étendre aussi au domaine conventionnel et chimique, à défaut de quoi l'Occident y perdrait évidemment à tous les coups.

Les Américains eux aussi sont vieillissants, fatigués, au point que, selon *Times Magazine*, le lobby le plus efficace est désormais le « grey power », le pouvoir (des cheveux) gris. Ils se jettent avec enthousiasme dans les bras de ce même « empire du mal » contre lequel Reagan, il n'y a pas si longtemps, prêchait la croisade. Où est l'homme qui saura leur rendre, lors des élections de novembre prochain, cohésion et détermination ?

L'Europe au pied du mur

En tout cas, le flottement, pour ne pas dire plus, des Etats-Unis devrait imposer à l'Europe... d'imposer enfin sa présence dans le concert des Grands. Sinon, il lui faut s'attendre à être traitée comme un simple objet. On ne peut malheureusement pas dire que le sommet des Douze à Copenhague, à la veille de celui des superpuissances, ait en quoi que ce soit manifesté une telle résolution.

Le temps presse pourtant, et pas seulement du fait du rapprochement soviéto-américain. L'ampleur de la crise des marchés financiers et du prétendu système monétaire international appelle à l'évidence des actions concertées de ceux qui risquent d'en être — qui en sont déjà — les victimes. Nous n'en sommes pas précisément les derniers.

Les optimistes vont répétant que la nécessité de l'Europe est devenue maintenant si manifeste qu'elle ne pourra pas ne pas s'unir et que de toute façon le rendez-vous du grand marché de 1992 est là pour l'y convaincre. « Si c'est logique, ça ne se fera pas », disait pourtant Bill Bohlen, qui, avant d'être ambassadeur des Etats-Unis auprès de de Gaulle, fut l'interprète de Roosevelt à Yalta. Rien ne se fait sans la volonté, et il ne suffit pas qu'un mouvement soit lancé pour qu'il arrive à son terme.

Concluant l'an dernier à pareille époque la revue de l'année 1986, on notait ici même, devant la chute des régimes de Marcos aux Philippines comme de Duvalier en Haïti, le progrès dans le monde des idées démocratiques. 1987 aura montré que dans ce domaine comme dans tant d'autres il ne faut jamais considérer comme acquis ce qui n'a pas été consolidé. Dans presque tous les pays d'Amérique latine où elle a été restaurée au cours de ces dernières années, la démocratie a été soumise en 1987 à très rude épreuve, notamment en Haïti, mais aussi en Argentine, au Pérou et, à un moindre degré, au Brésil. Aux Philippines, Cory Aquino a échappé non sans mal à plusieurs tentatives de coup d'Etat. La Corée du Sud, après avoir fléchi la liberté, a finalement élu en décembre, du fait notamment des divisions de l'opposition, un président unifié.

Il est vrai que dans la Chine voisine, Deng Xiaoping paraît bien contrôler l'organisation de sa succession. Mais, pour rester dans ces parages, le Bangladesh connaît une fois de plus les pires difficultés, et la lune de miel de Rajiv Gandhi avec son peuple est oubliée depuis longtemps : l'intervention de ses soldats à Sri-Lanka n'a pas vraiment mis fin à la lutte armée entre Tamouls et Cinghalais. S'il y avait qui que ce soit pour craindre encore que, dans ce rude monde où nous vivons, les alouettes tombent toutes rôties du ciel, ces quelques exemples devraient suffire à les faire réfléchir. Européens, secouez-vous, fatigue, ne vous endormez pas, ne comptez pas sur les autres : vous n'aurez rien pour rien.

ANDRÉ FONTAINE.

★ Nous publierons la chronologie de l'année 1987 dans notre numéro de samedi, les dimanche 3-4 janvier 1988.

Rétrospective...



Dessin de PLANTU publié dans le Monde du 3 janvier 1987.

voisins. De l'Afghanistan, où la comparaison avec la guerre du Vietnam s'impose chaque jour davantage. De la Pologne, où la population, imprudemment consultée par référendum par le général Jaruzelski, a nettement exprimé son désaccord. De la Roumanie, qui sombre dans le cauchemar. De la Hongrie, dont l'énorme endettement atteste qu'elle vit très largement au-dessus de ses moyens. De l'Ethiopie, où la famine menace à nouveau tandis que se poursuit la

modérer sa politique intérieure. On le voit même signer, aux côtés des Etats-Unis, à l'ONU, des résolutions destinées à mettre enfin un terme à l'abominable guerre du Golfe.

Le tout est de savoir jusqu'où veut et peut aller le numéro 1 soviétique. Son discours le fait apparaître comme un léniniste décidé, convaincu de la supériorité du système qui l'a amené à son poste. Mais il n'est peut-être pas absurde d'espérer qu'un développement de la coopération avec

Asie

AFGHANISTAN : la bataille de Khost

Moscou affirme que des unités de l'armée ont pu rejoindre la ville assiégée

Des unités de l'armée afghane venant de Gardes ont effectué, mardi 29 décembre, leur jonction avec des unités de Khost, une ville de l'est de l'Afghanistan encerclée depuis plus de huit ans par la guérilla, a affirmé le même jour un porte-parole officiel soviétique. M. Guennadi Guerassimov, chef du département de l'information du ministère soviétique des affaires étrangères, a toutefois indiqué, au cours d'une conférence de presse, que la route de montagne, longue de 120 kilomètres, reliant ces deux agglomérations ne serait pas totalement dégagée avant encore quelques jours. Il a ajouté que quelque mille deux cents miliciens étaient encadrés chaque jour sur la route, qui ne serait ouverte au trafic que jeudi, les premières cargaisons stockées à Gardes pouvant, pour leur part, être acheminées jusqu'à Khost par des convois à partir du 1^{er} janvier. M. Guerassimov a, en outre, affirmé que des Soviétiques ne participaient aux opérations qu'au niveau du commandement.

Ces données contredisent des informations fournies mardi matin par des diplomates occidentaux à Islamabad, selon lesquelles la colonne de secours soviéto-afghane était alors encore assez loin de Khost, assiégée depuis août 1979. Mardi encore, Radio-Kaboul et les combats entre moudjahidins et forces gouvernementales s'intensifiaient dans le massif montagneux à une soixantaine de kilomètres de Khost, dans la région de Miranjan. Des spécialistes, dans la capitale pakistanaise, estiment que certaines régions montagneuses sont encore sous contrôle des rebelles, même si des forces soviéto-afghanes ont pu atteindre Khost. Ils soulignent que les fronts sont mouvants et que certaines vallées ont été conquises puis perdues à plusieurs reprises depuis lundi.

La radio officielle afghane a, de son côté, annoncé, mardi soir, que les forces régulières avaient infligé de très lourdes pertes aux « extrémistes contre-révolutionnaires ». Elle n'a toutefois pas repris, dans son bulletin du soir, une information largement diffusée dans la journée, selon laquelle la route Gardes-Khost avait été ouverte à la circulation.

A Moscou, M. Guennadi Guerassimov s'en est pris au secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, qui avait appelé, dimanche, l'Union soviétique à retirer ses troupes d'Afghanistan et à permettre à ce pays de former son propre gouvernement « véritablement indépendant ». Ce message, publié à l'occasion du huitième anniversaire de l'intervention soviétique en Afghanistan, montre l'hostilité de Moscou à la « politique de réconciliation nationale » menée par Kaboul, a dit le responsable soviétique. La seule « contribution » de la Grande-Bretagne au règlement de la situation en Afghanistan, a poursuivi M. Guerassimov, est la livraison de missiles sol-air Blowpipe à la guérite.

Le porte-parole a également qualifié d'« hostile » le communiqué du ministère français des affaires étrangères publié lundi, qui demandait à l'URSS de retirer ses troupes d'Afghanistan dans le courant de 1988. M. Guerassimov a relevé que les autorités soviétiques n'avaient en connaissance de cette prise de position française que par l'intermédiaire des agences de presse.

Il a également affirmé qu'un ressortissant américain avait été tué dans la région de Khost. M. Guerassimov a toutefois souligné « ne pas savoir » qui était cet Américain et d'où il venait, s'abstenant ainsi de le décrire comme un conseiller militaire. Un général afghan, Mohamed Nahi Azimi, cité par l'agence Tass, avait annoncé, dimanche, qu'un Américain se trouvait parmi les victimes des violents combats qui ont eu lieu sur l'axe Gardes-Khost. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, avait rétorqué, lundi, qu'aucun ressortissant américain ne se trouvait en Afghanistan de manière officielle à l'exception du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul.

A Moscou, enfin, le soixante-septième anniversaire a été l'occasion de la décoration de héros de l'Union soviétique pour ses services en Afghanistan a été décoré, mardi, par le chef de l'Etat, M. André Gromyko. Cette remise de décoration a aussi été l'occasion de la première évocation officielle en URSS du huitième anniversaire, dimanche dernier, de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. (AFP.)

CAMBODGE

Les volte-face du prince Sihanouk

Le prince Sihanouk, à de nouveau chargé d'avis. Sa prochaine rencontre avec M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, aura bien lieu le 27 janvier, mais à Pyongyang et non à Saint-Germain-en-Laye. « Loin de la presse », a-t-il fait savoir à Paris, le mardi 29 décembre. Dans un communiqué, le prince a également exprimé sa volonté de poursuivre la négociation afin de ne laisser passer aucune chance, « si minuscule soit-elle », de rétablir la paix au Cambodge. Il en a profité pour rappeler qu'il ne céderait pas sur la question du retrait « définitif et total » des troupes vietnamiennes du Cambodge, « selon un calendrier précis ». Et il a ajouté qu'il ne signerait désormais de communiqué conjoint avec M. Hun Sen que si des « progrès concrets » sont réalisés.

Le prince Sihanouk entend ainsi, explique-t-on ici et là, se démarquer à l'égard de toutes les parties concernées par le conflit. La négociation reprendra donc, fin janvier, loin des curieux. A moins d'un nouveau changement de programme, les Français en seront pour leurs frais, surtout au lendemain de la remise au prince, par M. Jacques Chirac, de la clé de la résidence de l'ambassade du Cambodge à Paris... J.-C. P.

● M. Najibullah à Phnom-Penh. — Le président afghan Najibullah est arrivé, mardi 29 décembre, à Phnom-Penh, pour une « visite officielle d'amitié », à l'issue d'une visite de trois jours au Vietnam. D'autre part, le premier ministre cambodgien, M. Hun Sen, occupe à nouveau le poste de ministre des affaires étrangères qu'il avait abandonné il y a un an. Il a repris le poste de M. Kong Korn, qui l'assistera à l'avenir dans cette charge. — (AFP.)

● Le chef du KGB à Vientiane. — A l'issue d'une « visite officielle d'amitié » de sept jours au Vietnam, M. Viktor Tchobrikov, président du Comité pour la sécurité d'Etat de l'URSS (KGB), est arrivé, le dimanche 27 décembre, au Laos. Selon des diplomates occidentaux, ce long séjour en Indochine pourrait être lié aux négociations en cours sur le Cambodge. — (AFP, Reuters.)

Politique

En Nouvelle-Calédonie

M. Barre donne « une priorité absolue » à l'indépendance nationale

Dans un entretien accordé à la Revue internationale de stratégie, de décembre, M. Raymond Barre confirme qu'il entend faire de l'indépendance nationale l'un des thèmes majeurs de sa campagne présidentielle. « Je crois, déclare-t-il, que l'indépendance nationale est une priorité absolue (...). La France n'a pas besoin de se singulariser, mais elle a besoin d'être elle-même. Elle ne doit pas se laisser absorber par des politiques qui ne correspondent pas non seulement à ses intérêts, mais plus profondément à ses valeurs auxquelles elle est fidèle ».

Le député de Lyon se prononce pour la maîtrise et la modernisation de la force de dissuasion, mais il se montre plus réservé à propos d'une éventuelle défense nucléaire européenne : « La garantie nucléaire ne se partage pas ». Dans son esprit, toutefois, cela ne signifie pas que la France n'ait pas le cas échéant à utiliser sa force nucléaire de dissuasion en Europe si un conflit intervenait qui menacerait directement ses intérêts. La doctrine française est inébranlable. Le président de la République apprécie quels sont les intérêts vitaux de la France et décide en conséquence de l'emploi de la force nucléaire de dissuasion, souligne l'ancien premier ministre, je crois qu'il est inutile d'aller au-delà ».

Interrogé sur le concept « de la bataille de l'avant » au niveau européen, M. Barre déclare : « En ce domaine, on parle trop (...). La France a signé des traités, notamment ceux de Bruxelles et de l'Atlantique nord. Ces deux traités nous donnent des obligations : au cas où l'un de nos partenaires européens serait attaqué, la France doit respecter ses engagements ».

Enfin, l'ancien premier ministre renouvelle ses réserves sur le récent accord américano-soviétique. « Ce qui me semble dangereux dans cet accord, explique-t-il, c'est qu'il ouvre la voie à une dénucléarisation de l'Allemagne et que l'on risque de revenir à une situation où l'Union soviétique pourrait avoir une influence considérable en se faisant l'avocat de cette dénucléarisation (...). Il faut donc que les pays européens puissent intensifier leur coopération en matière de défense — en particulier la France et l'Allemagne fédérale, ce qui était d'ailleurs prévu par le traité de 1963 et que l'on puisse déboucher sur des réalisations concrètes et efficaces ».

En tout état de cause, M. Barre juge inutile de parler trop de ces problèmes « avant que des progrès suffisants aient été faits et que des mécanismes précis de coopération aient été mis au point ».

Le CNI va réformer ses statuts pour mettre fin à son bicéphalisme

Le nouveau président du Centre national des indépendants et paysans (CNI), M. Jacques Féron, député apparenté RPR de Paris, et son secrétaire général, M. Yvon Briant, député non inscrit du Val-d'Oise, qui se sont associés pour mener une campagne électorale ces dernières années par M. Philippe Malaud (le Monde du 17 décembre), ont décidé de procéder sans tarder à une réforme des statuts de leur parti afin d'éviter à l'avenir, les inconvénients du bicéphalisme.

Le CNI va revenir au mode de fonctionnement qui était le sien avant la précédente révision statutaire opérée en 1981 à l'initiative de M. Malaud. Ce retour aux sources, qu'avait proposé il y a quelques temps la fédération parisienne du CNI, présidée par M. Féron, va se traduire par un réajustement des responsabilités respectives du président et du secrétaire général du parti au profit de ce dernier.

M. Féron présidera toutes les assemblées statutaires du CNI (comités directeurs, conseils politiques, bureaux exécutifs), mais sa présidence revêtira la forme d'un magistrature. M. Briant, sa revanche, verra s'accroître ses prérogatives de chef de parti.

Cette réforme devrait être mise au point début janvier et soumise au vote d'un conseil politique réuni extraordinairement au début février. Par la même occasion, les dirigeants du CNI préciseront quel candidat ils soutiendront à l'élection présidentielle.

Les options personnelles de M. Féron, adjoint au maire de Paris, ne font aucun doute, mais les parti-

sans de la ligne autonome, défendue par M. Briant, étant nettement majoritaires au sein des nouvelles instances, le choix du CNI reste ouvert même s'il se limite maintenant à un choix simple : M. Chirac ou M. Barre.

A. R.

Un nouveau venu dans la course à la présidence de la République

Le candidat de l'alambic

Le discours le plus « alambiqué » de la campagne présidentielle de 1988 sera celui de M. Robert Gognon, député de Meurthe-et-Moselle. Mandaté par la Fédération nationale des syndicats de récoltants familiaux de fruits et producteurs d'eau-de-vie naturelle, dont il est le vice-président, ce cultivateur de cinquante-quatre ans fera, en effet, entendre la voix des bouilliers de cru lors de la prochaine élection présidentielle.

Depuis 1954, date à laquelle un décret du à Pierre Mendès France supprime le droit de la franchise — c'est-à-dire le droit de produire sans taxe de l'alcool pour sa consommation familiale — aux non-agriculteurs, puis, depuis 1960, quand M. Michel Debré interdit cette suppression à tous, l'alambic municipal des villages de France fondra beaucoup moins, et les petits producteurs familiaux grandiront à chaque grand rendez-vous électoral.

Dans sa coquette maisonnette de Chazeaux, un minuscule village de la Haute-Marne, M. Gognon — sobre costume gris, cravate bleue, lunettes — rode son discours de candidat : « Nous avons assez d'être insultés par les parlementaires qui nous accusent d'être les pourvoyeurs de l'alcoolisme et des fraudes », dit-il.

« Les députés, quand ils veulent être élus, nous assurent de leur compréhensibilité, de leur soutien, ajoute-t-il. Mais quand ils sont à Paris, ils nous trahissent pour les Rois Soleils — les chefs de parti — des salons parisiens. Ce qu'on n'accepte plus, c'est qu'on nous trahisse en faisant passer des messages absolument faux : par rapport à la production française de 8 millions

d'hectolitres, nous ne faisons que 75 000 hectolitres, même pas 1 % ! »

Les bouilliers de cru constituent pour les hommes politiques un groupe de pression important : ils sont 1 500 000 producteurs familiaux possesseurs de vergers ou de quelques arbres fruitiers, dont 900 000 bénéficient encore d'une franchise, obtenue avant les décrets Mendès France et Debré, qui leur permet de distiller annuellement leurs 1 000 degrés d'alcool, soit 20 litres d'alcool à 50 degrés, sans acquitter la taxe de 78,10 francs par litre.

Ils ont donc décidé d'utiliser la campagne comme « caisse de résonance » d'un combat qui, selon leur candidat, « ne peut être qu'apolitique, quand on regroupe des gens aussi variés que des artisans, des commerçants, des instituteurs ou des mineurs de fond ». Objectif de la fédération des syndicats de récoltants familiaux (30 000 adhérents selon son vice-président) : « la liberté de produire sans une partie de la recette familiale ».

« Je pense être l'objet de quolibets, je ne reçois que des encouragements », constate M. Gognon, qui se dit convaincu du pouvoir rassemblant facilement les 500 signatures d'élus nécessaires à sa candidature : « Nous avons déjà écrit aux maires de 51 départements en leur demandant de proposer à leurs conseils municipaux de prendre une délibération en faveur du rétablissement de la franchise de 1 000 degrés, explique-t-il. A l'heure actuelle, nous avons reçu plus de 5 000 réponses représentant 3,5 millions d'habitants et 80 000 élus : ah bien ! 98 % nous étaient favorables... »

La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône reste la première de France

MARSEILLE de notre correspondant régional

Au terme de la campagne de recrutement pour 1987, les effectifs de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône ont atteint le chiffre de 17 630 adhérents, ce qui permet à cette fédération de rester la plus importante du Parti socialiste. Le résultat est d'autant plus intéressant qu'il s'agit du record historique de 1986 (18 630), autoritairement réduit de plus de 20 % (4 000) par les instances nationales au congrès de Lille, en avril 1987.

« Nous continuons à buter sur un problème de fond qui n'a jamais été réglé », a déclaré le député des Bouches-du-Rhône, M. Philippe Sammarco, qui, avec le groupe minoritaire des déferriens, avait alors dénoncé certaines présomptions de fraude. « Les mêmes causes ont produit les mêmes effets », a ajouté M. Sammarco, en soulignant qu'un grand nombre de cartes (environ 6 000) « ont été placées, comme en 1986, dans les huit derniers jours précédant la clôture de l'exercice ».

Les amis de M. Michel Pezet, l'homme fort de la fédération, soutiennent, au contraire, que la démonstration a été faite du caractère arbitraire du réajustement opéré au congrès de Lille. Le trésorier fédéral, M. Frédéric Rosmini, a d'autre part indiqué que l'afflux d'adhésions en fin de campagne correspondait « à une tradition » et qu'en tout état de cause toutes les cartes avaient été régulièrement payées.

Après la récente réconciliation intervenue, sous les auspices de M. Laurent Fabius, entre les déferriens et les pezzistes, le climat au sein du PS marseillais reste à la descente de garde politique et exclut une nouvelle « affaire de cartes ». M. Sammarco attend néanmoins que la représentation du courant Socialisme et République (ex-ILCERES), auquel il s'est rallié avec ses amis en mars dernier, soit reconnue sur des bases saines à l'occasion de la prochaine convention fédérale, qui doit statuer sur le projet socialiste pour l'élection présidentielle.

Paradoxalement, les chiffres d'adhésions de 1986 pris localement comme référence sont de 18 630, alors qu'au plan national ils sont de 14 000. Politiquement plus qu'arbitraire, cette situation a incité financièrement les responsables de la fédération à réclamer à Paris un remboursement d'un trop-perçu de 4 000 mille cartes, qu'ils n'ont jamais obtenus.

GUY PORTE.

Plusieurs personnalités centristes accusées de « trahison » par M. Lafleur

Plusieurs personnalités modérées de Nouvelle-Calédonie ont demandé à M. Christian Boissery, avocat à Nouméa, d'engager des poursuites contre M. Jacques Lafleur, député RPR du territoire, et contre le directeur de la station Radio-Rythme bleu (RRB), organe du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), à la suite de propos menaçants tenus à leur rencontre, le 18 décembre, par le chef de file du mouvement anti-indépendantiste. Parmi celles-ci figure le président du Groupe d'étude et de réflexion sur l'avenir du pays mélanésien (GERAPM), M. Lionel Cherrier, ancien sénateur

UDF-PR, accusé par M. Lafleur, au micro de RRB, en même temps que d'autres centristes locaux, d'être un « traître du pays » pour avoir fourni récemment aux parlementaires jugés déplaçants par le président du RPCR.

M. Lafleur les ayant invités à « se mêler » après avoir exprimé l'intention de ne pas « leur faire de cadeau », les intéressés ont demandé la saisie des bandes de RRB sur lesquelles ont été enregistrées les déclarations du député RPR d'ailleurs relayé le lendemain par le secrétaire général du RPCR, M. Pierre Maresca, qui avait repris contre eux l'accusation de « trahison ».

Au nom du groupement qu'il préside, M. Cherrier avait adressé aux parlementaires et à la presse de métropole, en novembre, un document dénonçant, après le verdict d'acquiescement prononcé en faveur des auteurs de la fusillade de Hienghène, l'application en Nouvelle-Calédonie « d'une justice partielle, raciale et coloniale », confirmant les indications données par les indépendantistes sur les « irrégularités fort nombreuses » constatées de la part des « loyalistes » lors du référendum du 13 septembre et soulignant la dangereuse situation de blocage à l'issue de ce scrutin boycotté par la plupart des Canaques.

Le GERAPM, qui ne milite pas pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie mais qui reconnaît « le droit fondamental du peuple canaque de choisir librement son destin dans son propre pays », proposait également, dans ce texte, de régler le problème calédonien en organisant une consultation réservée localement « aux citoyens relevant du statut personnel » — essentiellement les Canaques — et à ceux que les Canaques appellent eux-mêmes « les victimes de l'Histoire », à savoir les non-Canaques ayant un parent né sur le territoire. Il préconisait parallèlement à ce nouveau référendum « la création d'une zone administrative régionale » englobant Nouméa et les deux communes voisines (Dumbéa et Moût-Dore) qui recevrait un statut de condominium « géré conjointement », en cas de succès électoral des indépendantistes, par les deux Etats, la France et le nouvel Etat de Kanaky.

● M. Yiwéné se pourvoit en cassation. — Le vice-président du FLNKS, M. Yiwéné Yiwéné, a introduit, mardi 29 décembre, un pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu la veille par la cour d'appel de Nouméa le plaçant sous contrôle judiciaire. Il estime, en effet, « anormal d'être obligé de demander l'autorisation du juge pour quitter éventuellement le territoire ».

● La Commission nationale de la communication et des libertés n'a pas publié la répartition des temps de parole politique sur RFO. Une association d'indépendants, l'Observatoire de la Réunion, a effectué le décompte pour le 13 avril au 7 mai, le président de la République aurait obtenu 3 min 20 s de temps d'antenne, le gouverneur 50 min 2 s, la majorité 14 min 35 s et l'opposition 4 min.

A. D.

Selon un sondage BVA Progression des intentions de vote en faveur de M. Mitterrand

L'hebdomadaire Paris-Match (daté 8 janvier) publie les résultats de deux enquêtes faites par BVA sur les intentions de vote des Français, l'une se rapportant à d'éventuelles élections législatives, l'autre à l'élection présidentielle. Selon le premier sondage, effectué auprès de trois mille huit cent dix personnes, du 28 novembre au 3 décembre, puis du 13 au 17 décembre, le rapport des forces demeure inchangé entre la droite (51,5 % des intentions de vote) et la gauche (44,5 %) depuis l'enquête de novembre.

Neuf cent vingt-et-une personnes ayant été interrogées pour le second sondage, du 13 au 17 décembre, sur leurs intentions de vote pour l'élection présidentielle, M. François Mitterrand arrive en tête au premier tour avec 37,5 % (contre 34 % en novembre), suivi par MM. Raymond Barre (22,5 % contre 23 %), Jacques Chirac (21 % contre 22 %), Jean-Marie Le Pen (8 % contre 9 %), André Lajoinie (6 % contre 5 %), Pierre Juquin (2 % contre 3 %), Antoine Waschter et Edouard Lecerc (1 % chacun, sans changement). Dans l'hypothèse où le candi-

dat socialiste est M. Michel Rocard, celui-ci recueille 28 % des intentions de vote (contre 24 % en novembre) au premier tour.

Au second tour, M. Mitterrand battrait M. Barre (53,5 % pour l'un, 46,5 % pour l'autre, contre 50 % chacun en novembre) ou M. Chirac (55 % - 45 %, sans changement). M. Rocard l'emporterait sur M. Chirac (52 % - 48 %, contre 50 % - 50 % en novembre), mais devrait s'incliner devant M. Barre, face auquel il gagne, cependant, trois points (47 % - 53 %, contre 44 % - 56 % en novembre).

La proportion des électeurs qui souhaitent voir le président de la République accomplir un second mandat n'est que de 35 %, face à 50 % qui ne le souhaitent pas. Toutefois, 43 % d'entre eux souhaitent qu'il soit candidat, 39 % ne le souhaitent pas (ces chiffres étaient de 44 % et 39 % en novembre), et M. Mitterrand bénéficie de la confiance du plus grand nombre des Français (49 %), devant M. Barre (48 %), Rocard (43 %) et Chirac (40 %).

EN BREF

● M. Sarre pour une clarification au PS. — Après le vote du budget régional de Champagne-Ardenne, acquiesce grâce à la neutralité des élus socialistes, M. Georges Sarre, député PS de Paris et membre de l'ex-CERES, écrit dans le numéro du 29 décembre de la lettre de son club Maintenant et Demain : « A la veille de l'élection présidentielle, la question de la stratégie du PS se trouve brutalement posée (...) A la convention nationale de janvier 1988 [que va réunir le PS] une clarification s'impose. C'est la clé de l'élection présidentielle. De notre choix dépend l'avenir du PS et l'évolution des rapports de force entre la gauche et la droite en France. Laisser passer un budget présenté par une majorité de droite constitue une faute lourde ».

● Décès de Georges Ravari, conseiller général RPR du Tarn. — Georges Ravari, conseiller général RPR du Tarn, est décédé le mardi 29 décembre des suites d'une longue maladie. Tête de liste à la première fois, il avait été élu pour la première fois au conseil général en 1985. Conseiller municipal de Gruuthet depuis 1983, il était également président de la chambre syndicale des patrons mégissiers.

PUBLICATION JUDICIAIRE

IMITATION ILLICITE DE LA MARQUE

DE LA SOCIÉTÉ CHANEL

Par un jugement en date du 29 mai 1987, le Tribunal de Grande Instance de Paris

— Dit que la fabrication, l'offre en vente et la vente par la Société ANSLINE en par les Ets OBERTHUR des boutons constituant de deux C entrecroisés en sens contraire, l'ouverture verticale de deux C entrecroisés ou en tant qu'éléments d'un tour de taille l'extérieur, pris isolément ou en tant qu'éléments d'un tour de taille, tel que décrits au procès-verbal de constat du 15 mai 1985, constituent l'imitation illícite des marques n° 938 201 et n° 1 123 963 dont est titulaire la Société CHANEL ;

— Condamne la Société ANSLINE et les Ets OBERTHUR à payer à la Société CHANEL la somme de 30 000 F (trente mille francs) à titre de dommages-intérêts et la somme de 4 000 F (quatre mille francs) en application de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile ;

— Fait interdiction aux Sociétés ANSLINE et Ets OBERTHUR de fabriquer, mettre en vente et vendre lesdits boutons sous astreinte de 100 F (cent francs) par infraction constatée ;

— Autorise la Société CHANEL à faire publier le dispositif du présent jugement dans trois revues ou journaux de son choix ;

— Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement en ce qui concerne les mesures d'interdiction sous astreinte.

Cartier

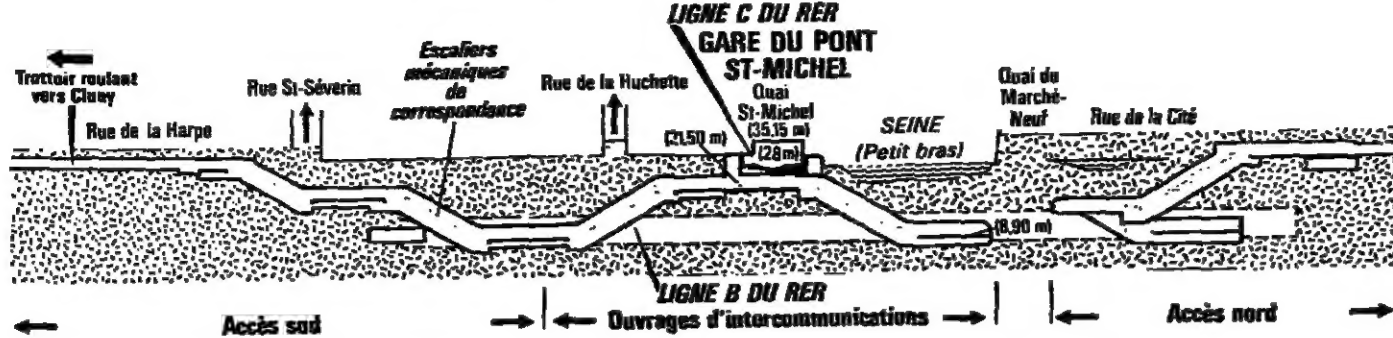
Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement chez les joailliers Cartier et les boutiques Mont de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

23 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ PARIS 42.65.79.81

Société

Les lignes B et C du RER raccordées à la nouvelle station Saint-Michel-Notre-Dame

Sous les pavés, la gare...



L'une des plus grandes gares du RER dans Paris sera inaugurée dans quelques semaines en plein quartier Latin : la gare Saint-Michel-Notre-Dame. Trente et un millions de voyageurs y passeront chaque année. Pour les trois quarts d'entre eux, la vie quotidienne en sera changée, car la nouvelle gare est destinée à mettre en correspondance les lignes B et C du RER. Pour cette occasion, la station Cluny du métro, fermée en 1939, reprendra du service, sous le nom de Cluny-La Sorbonne. Elle branchera les deux lignes RER sur le réseau métro.

Le RER tisse sa toile. La gare Saint-Michel-Notre-Dame, lorsqu'elle ouvrira, en février ou mars 1988, sera l'un des points importants qui transforment un ensemble de lignes en réseau.

Actuellement, la ligne C du RER, exploitée par la SNCF, vit en marge. Elle naît à l'ouest, entre dans la capitale, qu'elle traverse, et repart vers le sud (1). A Saint-Michel, elle s'enlève, s'élève, sans la voir ni la toucher, la ligne B, qui court, elle, du nord au sud. La rencontre, prévue dès 1973 par la RATP, aura lieu grâce à la nouvelle gare entièrement souterraine.

Commencés en 1982, les travaux étaient pleins d'embûches. Des thermes de Cluny aux abords de Notre-Dame, le chantier s'est creusé au cœur de Paris le plus ancien, sous la population quartier Latin. Il n'a dû se glisser sous le petit bras de la Seine et sous les fondations d'immeubles séculaires.

Après les premiers puits de reconnaissance, les fouilles archéologiques commencent en novembre 1982. La collaboration avec les archéologues de la Ville de Paris et les Monuments historiques facilite et accélère les choses. Sous la rue de la Harpe et la rue de la Cité, près de la préfecture de police, vestiges et objets sont mis au jour :

un cariveau et un mur romain du Bas-Empire (quatrième siècle), des amphores, des pieux de bois du troisième siècle, un coquemar - pot à cuire - en terre vernissée du dix-septième siècle. Ces reliques seront exposées dans la salle nord de la gare.

Jusqu'à 10 000 voyageurs à l'heure

La Seine se rend utile pour évacuer, par des barges, soit 41 000 mètres cubes de déblais, l'équivalent de la moitié du volume de l'Arc de triomphe de l'Étoile. Mais, pour le reste, elle n'arrange rien. Un escalier de correspondance doit traverser son ancien lit, à 2,50 mètres seulement du niveau actuel du fleuve. Le terrain est un magma de sables et de graviers gorgés d'eau. Pour couler la voûte de béton, au-dessous, les ingénieurs de la RATP ont repris une technique utilisée par leurs devanciers en 1903 : la congélation du sous-sol afin de le rendre dur et compact. L'azote liquide, injecté à la température de - 60 degrés, a remplacé la saumure.

Mais, dans cette opération, le gel a rehaussé la surface du sol de 5 centimètres. Sous les bâtiments, il fallait donc recourir à un autre procédé. Des tubes ont été poussés dans la terre pour constituer une sorte de peigne, la « voûte-perceuse », sous laquelle on a pu creuser.

Parfois, près de Saint-Séverin, les fondations des immeubles affleuraient. Des pieux métalliques de 25 mètres ont été plantés et surmontés d'un vérin sur lequel a été placée une poutre de béton scellée aux murs de l'immeuble. Toute la charge repose désormais, et il demeure, sur ces vérins. Alors encore, dans l'île de la Cité, un ancien bras de la Seine avait dissimulé des sables que l'on n'avait pu repérer, car ils changeaient de couleur au contact de l'air. Ces

sables ont la particularité de ne pas « prendre le ciment ». Par la technique du « jet-grouting », du béton a été injecté à très haute pression dans des tubes percés de gicleurs.

La salle des échanges, que fréquentent les voyageurs en correspondance, est située sous l'actuelle gare SNCF. La construction de la dalle de couverture a nécessité la pose de tabliers auxiliaires, une nuit d'août 1984. En quelques heures, les ouvriers ont surélevé les voies de la ligne C, et le trafic a repris normalement à 5 heures.

Aujourd'hui, les travaux de finition vont bon train. Les mosaïques claires et bariolées créées par Claude Marchal sur le thème de « l'île-de-France » ont été posées dans la salle des échanges et le couloir qui conduit à la station Cluny-La Sorbonne, sur la ligne 10 du métro (Boulogne, Pont-de-Saint-Cloud/Austerlitz). La voûte de cette station est aussi décorée de mosaïques. Bazine a parcouru l'envoi d'oiseaux de signatures d'hôtes illustres du quartier Latin : Richelieu, Robespierre, Courbet, Balzac, Hugo, Michelet, Rimbaud...

La réouverture de Cluny n'était pas prévue à l'origine. Les riverains de Saint-Séverin et leurs élus se sont opposés à une sortie dans le quartier, déjà très peuplé. Sans augmentation de crédits, la RATP a dû modifier ses plans. Le nombre d'escaliers mécaniques a dû être réduit à six et le trottoir roulant du couloir, long de 130 mètres sous la rue de la Harpe, ne sera pas doublé dans l'immédiat.

Les voyageurs pourront aux heures de pointe entrer au rythme de 2 000 à l'heure par l'accès sud (Cluny), l'accès nord (Saint-Germain) et l'accès est (Petit Pont, qui Saint-Michel) et autant par l'accès nord (place du parvis de Notre-Dame, près de l'Hôtel-Dieu). Les voyageurs en correspondance changeront de ligne entre B et C

jusqu'au nombre de 10 000 à l'heure.

Les travaux auront coûté 410 millions de francs (valeur janvier 1988), financés à 30 % par l'Etat grâce au Fonds spécial de grands travaux, 30 % par la région Île-de-France et 40 % par la RATP, avec un prêt de la région. Les seules dépenses de génie civil ont absorbé près de 330 millions de francs. La RATP a dû ajouter à la somme totale une rallonge de 25 millions de francs. En revanche, le ministère de la culture a versé 6 millions de francs pour la décoration de Cluny, et le conseil régional d'Île-de-France 2,5 millions pour les fresques de la salle des échanges et du couloir rue de la Harpe.

La nouvelle gare verra passer 31 millions de voyageurs par an, ce qui la place au quatrième rang, derrière Châtelet, Aubert et Étoile, des gares RER dans la capitale. Les banlieusards gagneront neuf minutes par trajet, en moyenne, grâce à l'interconnexion. Dans ce beau tableau, une ombre rousse sur les quais de la ligne B : les tunnels construits dans les années 70 sur le tronçon Châtelet-Luxembourg prévoient l'édification de la nouvelle gare : on les avait donc élargis à 8 mètres au lieu des 5,70 mètres sur le reste du parcours. Ce n'est pas suffisant. Les quais n'offriront que 3,20 mètres de large aux voyageurs. Il faudra se serrer et faire attention à ne pas tomber aux heures d'affluence.

CHARLES VIAL

(1) La ligne B va de Roissy, au nord de Paris, à Saint-Rémy-lès-Chevreuses, au sud. Elle est connectée à la station Châtelet-les-Halles à la ligne Ouest-Est : Saint-Germain en Laye - Boissy-Saint-Léger. La ligne C relie Saint-Quentin-en-Yvelines ou Versailles à Dordan ou à Etampes. Une branche rejoint Massy-Palaiseau. Au nord, une branche part de Montigny pour aboutir aux Invalides.

Un sondage « Figaro »-SOFRES

Otages : « Des concessions excessives à l'Iran »

61 % de Français pour la peine de mort

Selon un sondage réalisé par la SOFRES pour le Figaro et publié par ce quotidien le 30 décembre (1), 45 % des Français jugent que « le gouvernement français (...) a fait des concessions excessives à l'Iran (Jean-Louis Normandin et Roger Auque) » : 25 % estiment que le gouvernement « n'a rien cédé sur l'essentiel » et 32 % sont sans opinion.

Pour les trois otages français encore détenus, 58 % des personnes interrogées font « tout à fait confiance » ou « plutôt confiance » à M. Jacques Chirac pour obtenir leur libération, « sans trop faire de concessions à l'Iran » : 32 % ne lui font « plutôt pas confiance » ou « pas du tout confiance » et 10 % sont sans opinion.

Interrogés sur le rétablissement de la peine de mort, 61 % des personnes consultées approuvent, 35 % y sont opposées et 4 % n'expriment pas d'avis.

Ce sondage sur la peine de mort dénote une grande stabilité par rapport aux opinions recueillies par la SOFRES pour le Figaro, le 17 septembre 1981 : 62 % des personnes interrogées cette année-là se déclaraient opposées à l'abolition de la peine capitale. L'élément le plus neuf de ce nouveau sondage est le pourcentage de 93 % de partisans du Front national favorables à son

rétablissement. Ils n'avaient pas été interrogés en 1981. Le Figaro précise cependant à leur propos qu'« en raison de la faiblesse des effectifs, les résultats (sur ce point précis) sont à interpréter avec prudence ». Depuis 1971, les sondages relatifs à la peine de mort font régulièrement apparaître qu'une majorité de Français sont favorables aux exécutions capitales, à une exception près : le 5 mars 1984, l'hebdomadaire VSD publiait un sondage IFRES montrant que 49 % des personnes interrogées (contre 46 %) étaient partisans de l'abolition de la peine capitale intervenue en 1981.

De tous les candidats déclarés à la prochaine élection présidentielle, seuls M. Barre et Le Pen sont partisans de son rétablissement. M. Chirac ayant voté son abolition et maintenant son point de vue. Selon un « pointage » réalisé par le Monde au début de la législature, il n'existe pas actuellement, à l'Assemblée nationale, une majorité susceptible de voter le rétablissement de la peine capitale (le Monde du 18 avril 1986).

(1) Sondage réalisé du 18 au 21 décembre sur un échantillon de huit cents personnes représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus. Enquête par téléphone effectuée selon la méthode des quotas.

Dans une lettre ouverte au président de la République

L'Association des bègues demande la suppression d'une émission d'Antenne 2

« Bègue-paysan et barbouilleur », une émission satirique d'André Malin programmée sur Antenne 2 le 1^{er} janvier s'est attirée de vives critiques de la part de l'Association des bègues. Celle-ci vient d'adresser une lettre ouverte au président de la République. Elle lui demande d'intervenir auprès de la Commission nationale de la communication et des libertés et de la direction d'Antenne 2, afin de faire retirer l'émission des programmes et de la faire remplacer « par une émission culturelle, digne de la culture française ».

L'association, qui rassemble 2 000 personnes, s'est déclarée

« offensée » que la chaîne de service public propose une émission destinée, selon elle, « à aggraver les 500 000 bègues de France, des laïcs-pour-compte dont 10 % ne sont pas capables d'exprimer le moindre mot de leur souffrance ». L'association souligne aussi qu'en 1981, « l'année internationale de la personne handicapée », « rien n'a été entrepris en faveur des personnes bègues » et rappelle que 1987 est « l'année internationale de la communication ». Le président fondateur de l'association, M. Jean-Jacques Kapp, a annoncé qu'il entamerait une grève de la faim illimitée.

JUSTICE

Le docteur Pancino se pourvoit en cassation

Le médecin et chercheur italien Gianfranco Pancino s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris qui avait rejeté, le 24 décembre, sa demande de mise en liberté (le Monde du 26 décembre). Les avocats du médecin envisagent, d'autre part, de déposer une nouvelle demande de mise en liberté.

Le docteur Pancino, considéré comme un militant d'extrême gauche, est détenu depuis le 17 décembre et placé sous écrou extraditionnel à la suite d'une demande de la justice italienne.

Invité, mercredi 30 décembre par Europe 1, M. Pancino a déclaré que son mari « n'a jamais fait partie des Brigades rouges ni d'aucun parti terroriste », ajoutant que tous deux avaient seulement milité dans « la gauche extra-parlementaire » italienne. « Nous voulons rester en France », a-t-elle précisé, et nous avons envisagé, cette année, de demander la nationalité française. »

Le joaillier Alexandre Reza répond aux frères Chaumet

Le joaillier Alexandre Reza, dont l'attitude a été qualifiée d'« acharnement » par les frères Jacques et Pierre Chaumet dans une interview à l'Express, daté 18-24 décembre, affirme avoir été « injustement maltraité » lors de la reprise de la joaillerie Chaumet, rachetée par le groupe américain Investcorp, alors qu'il était lui-même candidat à ce rachat.

M. Reza « maintient être le créancier de la maison Chaumet pour une somme d'environ 20 millions de francs pour lesquels, dit-il, j'ai déjà fourni tous les justificatifs tant à l'administrateur qu'au juge ». M. Reza indique avoir fait appel de la décision du tribunal de commerce de Paris désignant Investcorp, appel déclaré irrécusable par celui-ci, « non par dépit (...) mais parce que j'ai été injustement traité ».

FAITS DIVERS

Incidents entre jeunes et policiers

Lâcher de chiens à Villiers-le-Bel

Cinq jeunes gens ont été blessés par morsures de chiens policiers et une adolescente a eu le bras cassé lors d'une intervention des forces de l'ordre, le soir du 23 décembre, à la cité du Puits-la-Marière, à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). Un policier a aussi été légèrement atteint pendant les incidents, qui ont duré environ une heure.

Aucune explication précise n'a pu être obtenue sur le point de départ des affrontements. Selon l'inspecteur Olivier Gay, du commissariat de Sarcelles, deux bandes rivales créées depuis plusieurs jours dans la commune, allant notamment les autobus, et la tension était vive entre les jeunes et la police.

Appelés par des riverains, le 23 décembre, au Puits-la-Marière, deux agents ont été pris à partie et ont dû rebrousser chemin, affirme cet inspecteur, chargé de l'enquête ouverte à la suite des plaintes déposées par les familles des blessés. Ils sont alors revenus avec la brigade canine de Sor-

celles et des renforts des brigades de Montmorency, et Gonesse ainsi que de la gendarmerie de Villiers-le-Bel. Au total, au moins une trentaine de chiens ont été lâchés. L'un d'eux, selon lui, sur place, a l'air de des affrontements, suivis depuis leur balcon par les habitants de la cité, il n'y a eu aucune interpellation.

Selon le comité local de SOS-Racisme, les jeunes avaient commencé à se disperser lorsqu'un policier a lâché son chien sur un jeune Antillais. Ce qui a provoqué un nouvel affrontement. Des propos racistes ont été échangés entre les policiers, dont certains, affirme SOS-Racisme, étaient armés. Une adolescente de quatorze ans a eu le coude fracturé lors d'une bousculade et cinq jeunes-gens ont été sérieusement blessés, dont l'un, âgé de onze ans, affirme cet inspecteur, a subi une surveillance médicale assurée par l'hôpital de Gonesse. Une soixantaine de fonctionnaires sont intervenus, selon l'association.

EN BREF

● Remise en liberté d'un Libanais inculpé après les attentats de Paris. — Inculpé et écroué au mois d'avril dernier dans le cadre de l'enquête sur les attentats de septembre 1986 à Paris (le Monde du 29 avril), un Libanais, Sami Slim, vingt-cinq ans, a été remis en liberté, mardi 29 décembre, sur décision de la chambre d'accusation de Paris. Sami Slim avait été interpellé après l'arrestation de Fouad Ali Saleh, soupçonné d'avoir armé un réseau à l'origine des attentats revendiqués

par le CSPPA (Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient). Placé sous contrôle judiciaire, Sami Slim a versé une caution de 50 000 F.

● Expulsion d'un Basque espagnol. — Considéré comme membre présumé de l'organisation séparatiste basque ETA, Aitor Aramiza Egurrola, vingt-huit ans, a été reconduit, lundi 28 décembre, à la frontière espagnole en application de la « procédure d'urgence absolue ».

Après l'attaque à main armée de la Banque de France de Saint-Nazaire

Une jeune femme arrêtée à Amsterdam

Dans le cours de l'enquête sur l'attaque à main armée commise, le 3 juillet 1986, à la Banque de France de Saint-Nazaire (le Monde du 4 juillet 1986), Myriam Froussé, trente ans, a été interpellée, dimanche 27 décembre, à l'aéroport d'Amsterdam, par des policiers néerlandais et leurs homologues français de l'Office central de répression du banditisme (OCRB). Ecrouée à Amsterdam, elle devrait prochainement être l'objet d'une demande d'extradition. L'attaque à main armée — dont le butin s'élevait à 88 millions de francs — avait été un temps attribuée à Action directe. Mais très vite les auteurs avaient affirmé n'être que des « braqueurs » en envoyant à plusieurs rédactions parisiennes des liasses de billets de 200 F poinçonnés.

Une dizaine de personnes ont déjà été interpellées, et 12 millions de francs récupérés. La jeune femme arrêtée à Amsterdam, et dont les enquêteurs avaient suivi les déplacements en Espagne, en Israël, en Suisse puis en Grande-Bretagne, était vraisemblablement chargée d'écouler le butin.

Polémique en RFA

après l'euthanasie d'une jeune femme

Daniela, vingt-sept ans, était totalement paralysée depuis 1983 à la suite d'un accident de la route qui avait provoqué un écrasement de la moelle épinière. Elle ne pouvait bouger ni bras ni jambes, respirait difficilement, mais avait gardé toute sa conscience, une conscience aigüe de son état, qu'elle ne pouvait plus supporter. Daniela demandait qu'on l'aide à mourir. En mars dernier, elle avait sollicité le docteur Julius Hackethal, qui défendait souvent la chronique ouest-allemande par ses prises de position actives en faveur de l'euthanasie. Interrogé par ce praticien, les juges ouest-allemands puis enfin le tribunal de Karlsruhe, le 11 décembre, avaient interloquemment que cette « aide à mourir » soit apportée à Daniela, qui gisait dans un appartement de Karlsruhe, assistée par un infirmier.

Daniela s'adressa alors à l'Association allemande pour une mort humaine équivalente de notre Association pour le droit de mourir dans la dignité. Une Suissesse âgée, que recherche actuellement la police ouest-allemande, est venue le 23 décembre, après de la jeune paralytique, envoyée semble-t-il par cette association. Elle a fait boire à Daniela, avec une paille, un verre de cyanure... L'infirmière l'a retrouvée morte quelques heures plus tard.

Déclaration et mise en œuvre pour les ans, meurtre interdit par la justice du Bade-Wurtemberg, la mort de Daniela, à la veille de Noël, soulève de façon brutale le vrai problème de l'euthanasie et du droit que devrait avoir tout être conscient d'être dévot d'une vie intolérable.

D. E.-L.

RELIGIONS

● Les déclarations du grand rabbin : précision. — Dans l'interview du nouveau grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk (le Monde du 29 décembre), il fallait lire, à propos de la conversion de M. Eric de Rothschild que la problématique avait été plus « personnelle » (et non « rationnelle ») que doctrinale.

ENVIRONNEMENT

Dans le Var

Un village perd sa rivière

Il était 15 heures, lundi 28 décembre, lorsque les habitants du petit village de Tourrat, près de Fayence (Var), qui joignent à la pétanque sur la place ont « entendu un grand bruit d'eau ». Les boules leur en sont tombées des mains : en un instant la rivière se trouvait à sec. Les enfants et les chiens ont remorqué son cours et ils ont découvert non loin de là un gouffre d'une centaine de mètres de profondeur. Un effondrement de terrain avait ouvert : cette énorme brèche, captant les eaux de la rivière et les emportant vers un lac souterrain. La préfecture du Var a envoyé des techniciens et recommandé à la population de ne pas s'approcher, car le gouffre paraît continuer de s'élargir.

Le Monde
sur minitel
ABONNEZ-VOUS
ABONNEZ UN AMI POUR LES FÊTES
au Monde et à ses publications
36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Un entretien avec Jean Degottex

Jean Degottex aura soixante-dix ans en 1988. En vieillissant, il ressemble de plus en plus à un ascète extrême-oriental, ou à un personnage du cinéaste Ozu, comme si la culture zen, dont l'homme et l'œuvre sont péné-

trés, avait fini par modeler le sujet-peintre. Celui-ci n'aime pas parler de lui, de ses motivations personnelles, des raisons psychologiques de son œuvre rigoureuse, silencieuse, sensible et belle, qui n'a certainement pas

encore été assez reconnue à sa juste place dans l'aventure de l'art abstrait de ces trente dernières années. Une série d'expositions présentant grands et petits formats, peintures et œuvres sur papier de différentes périodes se

succèdent en Ile-de-France jusqu'à fin 1988 et donnent l'occasion d'en mesurer la richesse, tandis que les peintures récentes et les bois sont exposés à la Galerie de France, jusqu'au 10 janvier.

Le silence et la rigueur

« PARMIS vos œuvres récentes, vous exposez des bois peints en blanc, fendus, laqués. On dirait presque qu'il s'agit du matériel que vous utilisez pour réaliser vos peintures. »

— L'idée m'est peut-être venue de là. J'ai utilisé le bois en échafaudage au-dessus de ma toile, qui est au sol et qu'il ne faut pas que je touche parce qu'elle est liquide. Certains de ces bois, ceux qu'on appelle les « bois fendus », ne sont pas loin de l'unique coup de pinceau que j'ai utilisé dans la suite de peintures ETC de 1964 ; c'était juste une trace de pinceau, une déchirure. S'ils sont formellement inhabituels, je crois que les bois entrent dans une certaine logique de ma démarche. Avec eux je vais encore beaucoup plus dans le sens d'une neutralisation par rapport à la peinture.

— Neutralisation ?

— Oui. On dépersonnalise. Déjà en 1955-1956, j'ai parlé de dépersonnalisation du signe. Cela ne me laissait pas une marge de manœuvre, mais j'étais sûr. Je m'y suis tenu, en passant du signe à l'écriture, de l'écriture à la ligne d'écriture et de la ligne d'écriture à la ligne. C'est un peu sommaire comme résumé de mon cheminement, mais c'est un peu ça. Je veux dire par là qu'il y a une logique formelle dans mon travail, y compris dans les bois, y compris jusqu'aux bois.

Le jeu du cadavre exquis

— Les éléments de biographie que l'on donne de vous sont toujours très succulents. A part votre date de naissance, en 1918, on fait commencer votre parcours dans les années 50, en particulier avec l'exposition de 1955, à L'Etoile scintillante. Quelle formation avez-vous eue ?

— Très autodidacte. Je n'ai pas fait d'études, je n'ai eu aucune formation professionnelle. Je suis devenu peintre après toute une période de contestation sur le plan politique. Dans mon adolescence, j'ai fait partie d'une quantité d'organisations anarchistes, socialistes, trotskistes.

— C'est comme ça que vous avez rencontré les surréalistes ?

— Non, ma rencontre avec les surréalistes et Breton est beaucoup plus tardive. Elle s'est faite par la critique et poète Charles Estienne, en 1955. Mais il y en avait tout de même quelques-uns dans les bureaux de la France manuscrite, où Thirion avait récapitulé tous les poèmes de toutes les organisations politiques qu'il avait traversées lui-même : anciens du PC, trotskistes, anciens du PS. On tournait des manivelles pour faire les comptes des retraites. On passait aussi le temps à faire le jeu du cadavre exquis. On a tous été virés au moment des grèves de 36, par Thirion lui-même.

— A l'époque vous aviez l'idée de faire de la peinture ?

— Oui, mais je n'en faisais pas. J'étais alors fasciné par Van Gogh et Gauguin.

— Dans les années 40, qu'est-ce que vous avez fait ?

— J'étais mobilisé, en Algérie et en Tunisie. C'est d'ailleurs en Tunisie que j'ai fait mon premier tableau : un paysage fauve, en 1940.

— Il y a des encres sur papier des débuts des années 50 qui font

passer à Matisse. Matisse vous a marqué ?

— Oui, la dernière partie de son œuvre, mais j'ai très peu de culture picturale, je suis même en ce domaine ce qu'on appelle un inculte.

N'imposez aucune vision

— Comment avez-vous rencontré Breton ?

— A l'occasion du texte qu'il a écrit sur ma peinture, au moment de mon exposition à L'Etoile scintillante. Je trouve extraordinaire que cet homme ait été encore disponible pour quelques choses qui ne pouvaient pourtant pas s'inscrire dans l'histoire de la peinture surréaliste. Je rappelle toujours que lorsque je lui ai donné un tableau à choisir, pour le remercier du texte, il a pris le tableau le plus abstrait : *Ascendant*.

— C'est Breton qui vous a fait découvrir le zen ?

— Oui, en m'apportant un livre d'E. Grosse sur le lavis en Extrême-Orient. « *Ecoulez Degottex, vous devez être sensible à ça, me dit-il. Vous devez.* » Et en effet, j'ai regardé le livre, et plus tard je m'en suis procuré un exemplaire chez Jean Fournier. Son texte est important du point de vue conceptuel. Car pour la première fois il parle d'un automatisme du signe, c'est-à-dire

d'un automatisme abstrait, et non de l'automatisme onirique des surréalistes, qui fonctionnent avec des images.

— Au bout du geste n'y a-t-il jamais eu d'images qui ont surgi chez vous ? N'avez-vous pas eu à vous en défendre ?

— Non, jamais. Mais celui qui regarde peut toujours trouver des connotations surréalistes dans certaines de mes peintures. Mon but, c'est de provoquer une double réaction, une réaction active et une réaction contemplative devant les choses, c'est-à-dire de n'imposer aucune vision. A mon avis, toute vision qu'on impose est autoritaire, elle a un caractère fasciste. Je vais très loin, n'est-ce pas ! C'est d'ailleurs pour cela que je ne lis pas de romans. Je crois que mon travail consiste à révéler une énergie, à donner l'envie de faire, le besoin d'agir — on peut agir aussi mentalement, il n'y a pas que l'ordre physique, le bras, le muscle — et de contempler. Je crois que c'est cela l'essentiel de mon travail.

— Toute expression — dans le sens expressionniste — pour moi est à rejeter, à moins que la vision ne soit très large et très universelle. Dans ce cas-là, on dépasse les problèmes psychologiques et l'expressionnisme même.

— Vous ne lisez pas de romans, vous vous souciez de lectures extrême-orientales, vous allez au cinéma voir les films d'Ozu...

— J'ai effectivement vu pas mal de films d'Ozu et j'ai parlé d'eux dans un entretien avec Dominique Palmi, où j'ai dit qu'Ozu était anti-expressionniste, anti-moderniste, mais pourtant à la pointe de la modernité et à la pointe du non-savoir. Je lis des choses d'ordre conceptuel et les poètes. Je lis Jabbès et je pense que Blanchot est un des plus grands bonhommes de notre époque. Je le cite souvent.

— Voyez-vous d'autres artistes ?

— Non, vous savez, j'ai toujours été très solitaire, sauf à l'époque de Charles Estienne. Et les expositions qui me touchent sont rares. Récemment il y en a une en particulier qui m'a beaucoup touché, que j'ai trouvée superbe, c'est celle de Fontana. C'est un homme que j'aurais voulu connaître. Au fond le problème de la peinture ne m'intéresse peut-être pas tellement. J'ai beaucoup de plaisir à faire les choses, mais toute l'histoire de la peinture me rase.

— Amiez-vous pu faire autre chose ?

— Je ne crois pas, à moins d'une formation scolaire et culturelle précise. Mais je suis issu d'un milieu modeste, mes parents étaient très pauvres.



Jean Degottex.

— Pourquoi pas l'écrit ?

— Non, je n'ai aucun don pour l'écriture, ni pour la parole. On m'a souvent dit que mes textes étaient intéressants, mais c'est parce qu'ils sont liés à mon expérience picturale. Je suis incapable de m'exprimer sur autre chose. J'aurais aimé, parce que j'ai toujours eu une grande admiration pour les poètes et pour l'écriture en général. Le fait de lier la peinture et l'écriture dans ma propre démarche n'est sûrement pas un hasard.

Trois lignes dans le Livre des morts

— Aujourd'hui il n'y a plus d'écriture dans votre peinture.

— Non, seulement des lignes. Je suis sorti progressivement des écritures. On en voit la trace dans les *Métaphores* sur papier de 1966, mais ce n'est plus qu'une ligne d'écriture, après c'est le tableau qui s'est rempli de lignes d'écriture et parfois de textes qui ne sont plus lisibles. Pour essayer de donner une dimension graphique à un problème très simple, par exemple, j'ai pris trois lignes dans le *Livre des morts* tibétain, mais ça n'était plus lisible.

— Maintenant vous n'intervenez plus comme avant, vous dites même que vous laissez faire les choses.

— J'interviens beaucoup, mais pas de la même façon. Pour laisser faire les choses, il faut les connaître un peu, il faut une certaine maturité. Mais de toute façon, on ne laisse pas tout faire. Même dans les suites *Média*. Il y avait deux pages : l'une à l'acrylique, l'autre à l'encre de Chine. Ce que j'ai essayé, c'était de voir l'interaction des deux matériaux : alors je me suis dit : « Pourquoi ne pas ouvrir les papiers, simplement ? » J'ai soulevé la première pellicule pour découvrir l'intérieur du papier. Il y a un enchaînement dans tout cela. Il faut connaître les choses dans le détail pour pouvoir les soulever : le papier devenu poreux, la perméabilité du support, et l'encre de Chine que je récupère, qui tombe sur une feuille dessous. Après, j'ai fait une suite de notes de parcours sur les *Média*, où j'étudie le bruit des gouttes qui tombent. Ça a donné le titre d'une série de papiers : les *Feuilles son*, des

feuilles qui étaient humectées, concaves, et qui au fur et à mesure du séchage se redressaient. Le frottement sur le sol faisait un bruit, ça craillait... On ne peut pas tout dire dans une même période. Je reprends donc certaines choses, et j'avance avec l'acquis de ce qui précède.

— Vous allez continuer les bois ?

— Les bois, c'est la corde raide ! mais je poursuivrai, c'est sûr ! Je pense qu'il faut aller jusqu'au bout des choses, jusqu'à l'épuisement dans la série. Dans l'idée de série, j'avais l'idée d'introduire la notion de temps dans le tableau. En voyant la modification qui s'opère entre chaque chose, la notion de temps s'inscrit dans l'œuvre.

— En inscrivant le geste dans le tableau, on avait l'inscription du temps.

— Oui, mais dans la série c'est plus évident. Et puis dans la série il y a l'idée de répétition qu'on évite en provoquant l'enchaînement. La série met au jour la différence, presque chaque moment du processus.

— Avec les bois, vous allez jusqu'au bout de la matérialité.

— Plus une œuvre va à l'extrême de la contradiction, plus elle est intéressante. Avec les bois, il y a, si vous voulez, dématérialisation du support de la peinture, et même du bois. En accentuant le problème de la matérialité, paradoxalement je dématérialise et j'évoque le vide, un vide. Jusque-là, cela n'a jamais été aussi évident que dans les bois.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BRETHERET.

A voir

- Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris. Jusqu'au 10 janvier.
- Gennepville, galerie municipale : Œuvres sur papier, du 14 janvier au 12 février.
- Choisy-le-Roi, la menuiserie : Editions, du 4 mars au 29 mars.
- Saint-Cyr-l'École, centre d'action culturelle : Petits formats, du 14 avril au 4 mai.
- Brétigny-sur-Orge, centre Gérard-Philippe : Grands formats, octobre 1988.
- Sceaux, les Géméaux : Petits formats, novembre-décembre 1988.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES



UN TRIOMPHE :

MARCEL MARCEAU

PRESSE ET PUBLIC UNANIMES

"C'est le Génie du Mime. Il faut aller se piler à ses enchantements." Pierre MARCABRU (LE FIGARO)

"On le retrouve tel qu'en lui-même, l'éternité d'un mythe, un miracle de présence radieuse et mystérieuse." Juliette HELLOT (LE QUOTIDIEN DE PARIS)

"Il n'a qu'un geste à faire, entrer en scène, et la salle, conquise d'avance, l'applaudit car elle le reconnaît." Odile GUROIT (LE MONDE)

IRREVOCABLEMENT 10 DERNIÈRES

LOC. THÉÂTRE - AGENCES ET PAR TÉLÉPHONE 47.20.36.37

EXPOSITIONS

L'Angleterre en deux dimensions

Mr Neel, Mr Drewe, Mrs Potter et les Plantagenêts



Sculpture de saint Michel, bois polychrome.

Entre la chaumière fleurie et le castel néogothique, le monde enfantin de Béatrice Potter et les armures des Plantagenêts, toute l'imagerie anglaise est au rendez-vous.

Le Musée de l'IMA

Art arabe ou art islamique ?

Après l'inauguration officielle de l'Institut du monde arabe (IMA), à Paris, le musée qu'il contient vient d'ouvrir ses portes au public.

LES Arabes, par les temps qui courent, ne prennent guère qu'on leur adjoigne d'autres peuples musulmans, à commencer par les Iraniens. Et de sabrer chaque bête ethnique des Français ! Bien. Mais les Arabes n'entretenaient pas eux-mêmes la confusion ? Leur Ligue a admis deux nations qui ne sont ni arabes ni arabophones, quoique musulmanes : la Somalie et Djibouti ; et maintenant, en plein Paris, au musée de l'Institut du monde arabe, la première indication sur laquelle tombe le visiteur est : « Art islamique »...

D'une institution, dont la mission proclamée est de montrer aux Français « le vrai visage des Arabes », on attend d'abord la clarté et la simplicité. Après ce panorama, un vaste arbre généalogique : le vulgum pecus, qui, avec un peu de chance, sait vaguement qui est Mahomet n'y reconnaît pas le prophète de l'islam sous le nom de « Muhammad » cher aux orientalistes pointus. Pas plus qu'il ne pourra linguistiquement comprendre que la céramique ottomane de 1558, intitulée « turbe de Roxelane, Turquie », est, en bon français, une pièce du tombeau de Roxane.

De toute façon notre pauvre Français moyen — auquel les orientologues devraient un peu plus penser, surtout s'ils veulent vraiment diminuer son ignorance à l'égard de leur spécialité — se grattera la tête devant ce mystérieux turbe en disant : « Mais c'était marqué hier dans le journal que les Turcs ne sont pas arabes et on est pourtant ici à l'Institut du monde arabe ! »

Bref, cessons ces récriminations qui vont faire crier au poujadisme et reconnaissons volontiers qu'il était presque impossible de constituer un musée d'art arabe stricto sensu, quitte à clairement expliquer dès l'entrée, espérons que cela sera bientôt fait, ce qu'un lecteur de Colombes, M. Georges-Pierre Puysegur, vient d'écrire au Monde : « La culture dite arabe a consisté, à l'origine, dans l'apport et l'imposition, par les bédouins arabes partisans de Mahomet, de la religion et de la langue coraniques. C'est considérable mais cela ne devait pas faire oublier que, pour le reste, les Arabes furent conquis par les cultures qu'ils découvrirent dans leurs conquêtes : syriaque, byzantine, perse, ibérique, juive, chrétienne.

Et tout cet apport, coranisé, arabisé, a donné la culture islamique. »

Cet art arabo-musulman, la France lui devait en tout cas depuis longtemps un temple, à cause du passé et plus encore du présent et aussi parce qu'elle en possède l'une des plus splendides collections du monde, qui a l'envergure et le privilège d'être également l'une des moins montrées.

Une décision de Jack Lang

Aujourd'hui que l'IMA a pignon sur Seine, avec un musée de 2 800 m² et que le Grand Louvre attribuera, en 1994, 2 300 m² à sa section islamique, on peut sans doute faire son deuil du grand lieu unique rêvé où les civilisations arabes et musulmanes auraient pu déployer d'un seul jet la mirifique ceinture qu'elles ont donnée au Vieux Monde, de l'Atlas à la Chine.

Juste avant de quitter la rue de Valenciennes, en mars 1986, M. Jack Lang avait pris la « décision » de « déposer à l'IMA les collections arabo-islamiques du Louvre ainsi que certaines pièces du Musée des arts décoratifs et du Musée des arts africains et océaniques, afin de constituer une collection d'importance internationale sous la responsabilité des Musées nationaux ».

Les ministres décident et la politique dispose... L'acte de M. Lang est resté quasi-lettre morte puisque l'IMA, quelques jours avant son ouverture, n'a reçu du Louvre, que deux cent cinquante objets « pour une durée de trois ans non renouvelable ». Et, à quelques notables exceptions près, ce ne sont pas des pièces de tout premier ordre. Sous les arguments juridiques ou politiques, on palpe comme une impitoyable et secrète « guerre des dames » entre les charismes et savants essayistes de conservateurs qui, tant au Louvre qu'à l'IMA, ont entre leurs mains le mâle art arabe.

A la décharge du Louvre, on peut relever le statut encore incertain de l'IMA : « fondation privée de droit français et d'utilité publique, fonctionnant sur des fonds étatiques français et arabes » (1) — qui ne donne pas satisfaction à plusieurs gouvernements arabes, d'où leur grève des dotations. A proprement parler, le musée de l'Institut n'a pas d'existence légale personnelle, ce qui complique, voire empêche, les emprunts aux collections nationales. L'idéal eût sans doute été de construire, à côté même de l'IMA, un musée qui ne lui aurait été rattaché que par la proximité et aurait été une projection du

JARDINIER et pépiniériste anglais, Mr Neel, demeure avec son épouse à Ashton, dans le comté du Devon (1). Un village minuscule auquel on parvient par une route terriblement étroite et encaissée. L'autocar passe chaque jeudi. La maison de Mr Neel est la plus minuscule qui soit, elle semble sortir d'un livre d'images pour enfant, blanche avec un toit de chaume qui fume en pareille époque. Si petite qu'elle soit, la maison est assez grande pour y cuire une énorme dinde. Noël en Angleterre prend vraiment des proportions considérables.

Dans le jardin, on distingue des serres, un potager, des cabanes à la gloire de l'autoconstruction. Tout ce qu'il faut pour le développement d'une nature heureuse. On n'est jamais sûr que ce qu'on prend pour un râteau ne va pas prochainement donner des fleurs. La maison de Mr Neel jouxte aussi le cimetière d'Ashton occupé, pour près de la moitié, par un banc de bois. Au-delà de cette étendue sereine, l'église du village, bijou d'architecture médiévale, a approximativement la taille d'une crèche. Seul le pub, dans le bas du village, a des dimensions usuelles. Mais il n'est pas de tradition d'y chanter les chorals, ces chants qui, sans subir la plus élémentaire quarantaine, envahissent

la Grande-Bretagne à Noël et font l'essentiel des programmes de la télévision : un jour les belles jennettes de la cathédrale d'Oxford, le lendemain les chœurs de Covent Garden, ou l'enthousiasme mélodique de la Garde royale. Comme si la Garde républicaine avait chez nous pour mission d'égrener des cantiques.

A proximité d'Ashton commence la lande de Dartmoor, restée présente dans nos esprits grâce aux bons offices du chien des Baskerville. A vrai dire, elle n'est pas si franchement hostile. C'est là que Julius Drewe, marchand de thé et fondateur du Horne and Colonial Store, a décidé, sur une vague similitude de noms, que s'étaient épanouies ses ancêtres, parmi lesquels Drogo, inévitablement Normand qui aurait accompagné l'arrivée de Guillaume le Conquérant. Sur la terre de « ses » ancêtres, il ne manquait que le château familial. Qu'à cela ne tienne, Drewe entreprit de le construire. Une bonne fée lui suggéra de s'adresser à Edwin Lutyens (1869-1944), le plus célèbre architecte anglais de son temps, qui alla lui peaufiner, face au plus spectaculaire paysage de la lande de Dartmoor, la plus fière des demeures ancestrales : Castle Drogo (2).

Castle Drogo, commencé en 1911, fut d'abord édifié en bois, his-

toire de voir quelle affaire aurait ce bastion de la chevalerie éternelle. Comme il est d'usage, les visions romantiques de Mr Drewe durent alors se confronter avec une certaine vigueur au style naturel et aux compétences de son architecte. La première guerre mondiale, diverses fièvres montées de la brume, quelques intempéries naturelles et l'impérieuse humaine conduisirent aussi à faire évoluer le projet vers plus de raison, pour la taille, mais plus de déraison, de foolishness, devrions-nous dire, pour la forme. Entre le château fort médiéval crénelé, sauvage et la tradition vernaculaire Tudor chère à Lutyens. De celle-ci ne subsistent que les fenêtres à meneau, très librement interprétées sur le mode de how-shoulds d'ailleurs beaucoup plus tardive. L'alternance des parties massives et des zones d'ouverture, de la force et de la grâce dans cette forteresse sans âge, relève de la promesse.

Fantômes récents

Castle Drogo, achevé dans les années 30, a la double caractéristique d'être la dernière grande Country House construite en Grande-Bretagne, et d'avoir été, en 1974, le premier bâtiment du vingtième siècle à entrer en possession du National Trust, cet équivalent sophistiqué de nos Monuments historiques, qui permet aux familles de se maintenir plus ou moins bien dans la demeure ancestrale, et au public d'aller voir comment et où vivaient les ancêtres en question. Dans le cas présent, les fantômes sont évidemment de facture récente. Mais Castle Drogo reste une des demeures « seigneuriales » anglaises les plus intéressantes à visiter, sinon la plus artistique, car Lutyens s'est ingénié à accumuler les trouvailles dans la disposition des pièces, leur éclairage, leur fantaisie : trois, voire quatre étoiles aux cuisines...

La maison de Mr Neel et celle de Mr Drewe, le cottage sans histoire et le château qu'on s'imagine hantés sont les deux dimensions les plus typiques de la civilisation anglaise. Oh ! il y en a bien quelques autres, mais quelles sont celles qui pourraient motiver des expositions aussi expressives que celles présentées aujourd'hui par la Tate Gallery et la Royal Academy. Ici la vie et l'œuvre de Beatrix Potter (3), là l'histoire de la chevalerie à l'âge des Plantagenêts (4).

Beatrix Potter (1863-1943) n'est pas à présenter, on ne devrait pas l'être. Pas plus que Walt Disney, les frères Grimm ou le père d'Alice au pays des merveilles. Mais il est vrai que les quelques dizaines de millions d'exemplaires de ses livres vendus jusqu'à présent font surtout état dans son propre pays, où un enfant bien élevé ne saurait lapper son porridge ailleurs que dans une assiette ornée de Peter Rabbit, d'un épisode du tailleur de Gloucester ou d'une scène de Poupette à l'épingle (en français dans le texte).

Une simplicité bonhomme

Les histoires de Beatrix Potter sont, dans des volumes à l'échelle de la maison de Mr Neel, minuscules. Destinées aux enfants, ils restent en scène des animaux extraordinaires, attachants, un peu fêlés, juste ce qu'il faut, comme votre grand-mère un peu sourde ou mon cousin fagueur. Leur magie n'est pas celle du rêve ou de l'invraisemblance, comme chez Lewis Carroll, ni celle d'un anthropomorphisme risquant ou amusé, comme chez Walt Disney. Ils ne racontent pas non plus des histoires préférentielles. Ils ont juste la simplicité bonhomme et accueillante de la maison du jardin et du potager de Mr Neel, que les animaux occupent à plus naturellement du monde. Chats, lapins et souris bénéficient d'une attention particulière, suivis de peu par les bécasses.

L'attention, c'est ce qui caractérise le mieux l'œuvre de Mrs Potter. Avant d'être dessinatrice pour enfants, elle est, en effet, dessinatrice tout court. Destinatrice de la vie, de ses objets, de ses vêtements, mais surtout destinatrice des bêtes et des champs. Elle a un merveilleux talent de naturaliste, qu'il s'agisse de croquer un lièvre ou de décrire les couleurs d'un champignon. Et ce talent, « écologiste » avant la lettre et dont l'éloquence passe avant tout par l'image, la conduira bientôt à devenir un des premiers défenseurs du Lake District et de sa nature. Bien sûr, il y a

des hauts et des bas dans l'œuvre que nous présente la Tate Gallery : près du chapelet de dessins destinés aux enfants, un ensemble à faire fondre le plus irréductible ennemi des enfants, jusqu'au plus incorruptible des ogres il y a aussi les paysages du Lake district, aimables mais fades, comme si franchir la porte du cottage ou le portillon du jardin lui faisait perdre la mesure du monde, du seul monde sérieux...

L'exposition de la Royal Academy, si l'on peut se livrer à de telles comparaisons, est l'exact contraire de celle que nous venons de voir. Tout y est fait pour la grandeur des civilisations et l'élévation de l'âme. Couronnes royales, épées, cotes de mailles, humbles souliers et croix d'évêque, enluminures à tout va, vitraux et balustrades, pichets en grès, diptyques en ivoire, sceptres, chaires et bijoux variés... Tout un attirail à vrai dire familier qui sent son gothique à plein nez et paraît tout droit sorti d'une bande dessinée. Mais l'exposition est construite avec tant d'enthousiasme, et les Britanniques sont ainsi fiers, qu'elle apparaît bien comme l'événement de cette saison hivernale anglaise.

L'art de la chevalerie à l'époque des Plantagenêts se définit ici par deux dates simples : 1200-1400. Pour le politique, cela nous conduit à l'accession au trône de Henri III à la déposition de Richard II. Pour l'artistique, c'est le sommet du gothique anglais.

Une histoire insulaire

Sans doute parce que l'identité nationale anglaise se passe désormais de la camaraderie des Normands ou parce qu'il faut se renforcer à travers les vicissitudes de la guerre de Cent Ans, l'exposition apparaît extrêmement insulaire. L'âge de la chevalerie se préoccupe bien de ce qui se trame du côté de Jérusalem, mais tout ce qui relève de la comparaison, de l'histoire, de la vie ou de l'art, entre l'Angleterre et le continent, est assez délibérément effacé pour s'en tenir à l'essentiel : la construction de cette nation que nous admirons tous. L'histoire au premier degré, en somme, celle en laquelle le public saura se retrouver parce qu'elle paraît joliment de la première acclimatation. Dans cet univers-là, Saint Louis, le Cid, Guillaume Tell ou François d'Assise ne sont pas des héros fréquents, mais ils risqueraient de brouiller les cartes déjà biseautées de la mémoire commune.

Savoir si l'architecture gothique anglaise à ses diverses phases peut se passer de références aux autres formes du gothique, européen, si l'effacement insulaire ou la taille de l'ivoire ont été à l'abri d'influences extérieures, cela est tout ce qui relève des flux et reflux de l'histoire, paraît tout à fait secondaire ou trop savant pour être présenté ailleurs que dans le somptueux, le chevaleresque et le romantique de l'exposition. Il est vrai aussi que, tout en peignant, Beatrix Potter a écrit la chronologie royale, série de repères simples. L'exposition se donne un objectif pédagogique beaucoup plus perfide : réunir, réconcilier, récompenser tout un ensemble de notions usées et déformées par ce corollaire de l'éducation qu'est l'imagerie populaire (c'est-à-dire actuellement la bande dessinée et la télévision). Il est vrai encore que, en filigrane de ce travail très purement spectaculaire, il y a l'importance prise par l'archéologie dans les mœurs britanniques contemporaines, qui se traduit par une volonté constante de réconciliation entre l'objet précieux et l'art populaire, entre la tombe du pestiféré anonyme et le gisant glorieux des cathédrales. Et comme, selon Hercule Poirot, on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre, les formules royales de la dévotion populaire n'ont pas été les dernières à être mises en valeur : la fameuse ampoule du Prince Noir, le sceptre de Richard de Cornouailles, la couronne de Blanche, fille de Henri IV, venue de Munich.

FREDERIC EDELMANN

(1) Se référer à l'ouvrage de J. P. P. (2) Castle Drogo, Devonshire, Devon. Tél. : 064-73-33-06. Seul le bâtiment du National Trust et les jardins sont ouverts au public à l'été. La visite du château est possible d'avril à octobre. (3) « Beatrix Potter », exposition réalisée grâce au concours de la Ford Motor Co Ltd (Britain), Tate Gallery, jusqu'au 31 janvier. (4) « Age of Chivalry, Art in Plantagenet England, 1200 to 1400 », exposition réalisée grâce au concours de la Lloyd's Bank, Royal Academy of Art, jusqu'au 6 mars.

Coupe sur pied Égypte, XV^e siècle

Les astrolabes de M. Destombes

A la décharge du musée de l'Institut, il faut dire que, devant le semi-refus du Louvre, il a vaillamment commencé à se constituer un patrimoine propre où l'on peut déjà voir quelques raretés, comme cette page du fameux Coran indigo de Kairouan (dixième siècle) : il a su, encore en gestation, attirer des dons à rendre jaloux bien des collections, comme le fonds de l'officier de marine Marcel Destombes, composé notamment d'astrolabes : il a obtenu d'autres musées que le Louvre, comme les Arts déco ou les Arts africains et océaniques, des dépôts généralement de haute qualité (deux cents pièces en tout), comme ce coffret arabo-espagnol daté (966), en ivoire et

Sans venir d'ouvrir). Au Louvre, aux trois ou quatre étroites vitrines actuelles (avec tout de même le baptême mamelouk dit de saint Louis) vont prochainement s'ajouter trois salles : un catalogue des bois sculptés islamiques des collections d'Etat va enfin être publié ; l'exposition Soliman le Magnifique, à présent à New-York, viendrait en 1990 à Paris, occasion de sortir nos richesses du règne de ce grand roi arabe, pardon turc, enfin islamique.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Actuellement Paris fournit environ 60 % du budget annuel de l'IMA (91 millions de francs en 1988). Le reste dépendant du bon vouloir de vingt États arabes. * Le musée de l'Institut du monde arabe est ouvert tous les jours de 13 h à 20 h, sauf le lundi. (Les expositions temporaires sont en principe visibles aux mêmes horaires). Entrée : 20 F avec possibilité de réduction pour les groupes à partir de janvier. 23, quai Saint-Bernard, 75005 Paris, tél. : (1) 46-34-23-25 poste 4058 ou 4603.

Le nouveau « centre » de Taïpeh La pierre et le son

Taïpeh inaugure cette saison son nouvel Opéra et sa nouvelle salle de concert, gigantesques ouvrages inspirés des vieux temples bouddhistes. La République de Chine tourne une page de sa vie musicale...

« **A**u temps du grand sommeil, depuis Pékin jusqu'à Constantinople, d'admirables petits morceaux de silence et de mosaïque tombaient à petits bruits dans le silence. J'ai entendu les fragments de tulle-mandarine de la Cité impériale quand les regards débouchaient dans les aires violettes au pied des murailles... » Malraux connaît les correspondances du son et de la pierre. Elles ne sont pas si secrètes, ni trop anciennes, qu'elles ne puissent encore inspirer d'intelligentes réalisations architecturales.

Taïpeh, bourdonnante capitale d'un royaume de Chine en proie à l'urbanisme le plus sauvage, bénéficie aujourd'hui de l'effort engagé, en 1978, lorsque le gouvernement de Sun Yun-Suan avait émis ses « deux grands projets », qui prenaient en compte pour la première fois la nécessité d'un accompagnement culturel de l'essor économique.



nouveau centre-ville dédiée à la mémoire de Tchang Kai-Chek. « Taïwan sera polyculturelle ou ne sera pas ! », proclament ces deux idéogrammes sur le fond bleu du ciel. Et piliers rouges, tuiles orangées, marbres blancs, toits qui saluent l'azur à chaque extrémité, il n'y a pas jusqu'à la Cité interdite de Pékin à qui l'on n'ait offert une vraie transmigration. Que ne ferait-on pas pour qu'une ville peuplée de carcasses de béton peint s'accroche enfin à la remorque du temps !...

Une scène à géométrie variable

Entrons dans les détails. Il faut maintenant parler de ce « moderne » auquel tout de même on s'est un peu rallié. Il est intéressant, année 60 (le moderne, c'est une notion qui date), dans le confort des deux salles — crissement des fauteuils, distribution visuelle impeccable, décor neutre, froid, quasi funéraire, occidental à souhait — et dans la performance des machineries. Il n'est cependant pas dans l'acoustique.

Le National Theater, pouvant accueillir 1 500 spectateurs dans sa grande salle, trois cents spectateurs dans son studio expérimental, est doté d'une scène à géométrie variable, établie sur vérins hydrauliques et contrôlée par un central informatique, qui est aussi en mesure de programmer, durant les représentations les modifications d'éclairage et d'acoustique. Cette technique, mise en place par Philips, nécessite-t-elle une période de rodage pour ce qui concerne notamment la projection du son ? C'est ce dont le New York City Opera devait faire l'expérience avec la Bohème et la Traviata pendant la première quinzaine de décembre, après le mois inaugural consacré à l'opéra chinois. Mais le Netherlands Dance Theater, quant à lui, retrouvait une salle parfaitement adaptée à son ballet... semi-classique ?

L'Asie reprend ses droits

Le National Concert Hall, d'une capacité totale de 2 000 places, serait presque à l'identique, n'était le jeu des plus subtiles variations dans la réminiscence extérieure des vieux temples bouddhistes. Son acoustique espace sonore n'est pas non plus totalement maîtrisé : des travaux de correction semblent devoir être entrepris. Cependant, le bâtiment accueille une seconde salle de musique de chambre, ainsi qu'un studio d'enregistrement, dont les câbles courent également vers le National Theater.

Taïwan sera polyculturelle ou ne sera pas

Sur la chaîne nationale, quotidiennement, des opérettes sont diffusées. Elles recueillent l'héritage à peine appauvri de l'Opéra de Pékin. De l'ombre d'un cerisier de carton-pâte, surgit un ancêtre prophétique. Au bord d'un lac en soie hurle un héros brutal ou chavire une paysanne chroniquement amoureuse. Un père s'oppose avec pédanterie. Un oncle indulgent, tendrement, s'entremet. L'audience est à son comble et chavire à son tour. Au même moment, dans l'un des plus vastes studios de la Taïwan Normal University, commence le cours de musicologie occidentale. La foule des futurs professeurs se presse dans l'amphi. Les places viennent à manquer. Tant pis ! On fredonne un air triomphal de Bizet...

Bousculades des siècles, édifices cornus, vous avez dit « pagodes » ? Depuis octobre, le National Concert Hall, salle strictement musicale, et le National Theater, à vocation dramatique, chorégraphique et lyrique, s'établissent donc sur l'esplanade du

STÉPHANE GAMBIER.

ARCHÉOLOGIE

Les bronzes du Sichuan présentés à Pékin

Un berceau pour la civilisation chinoise

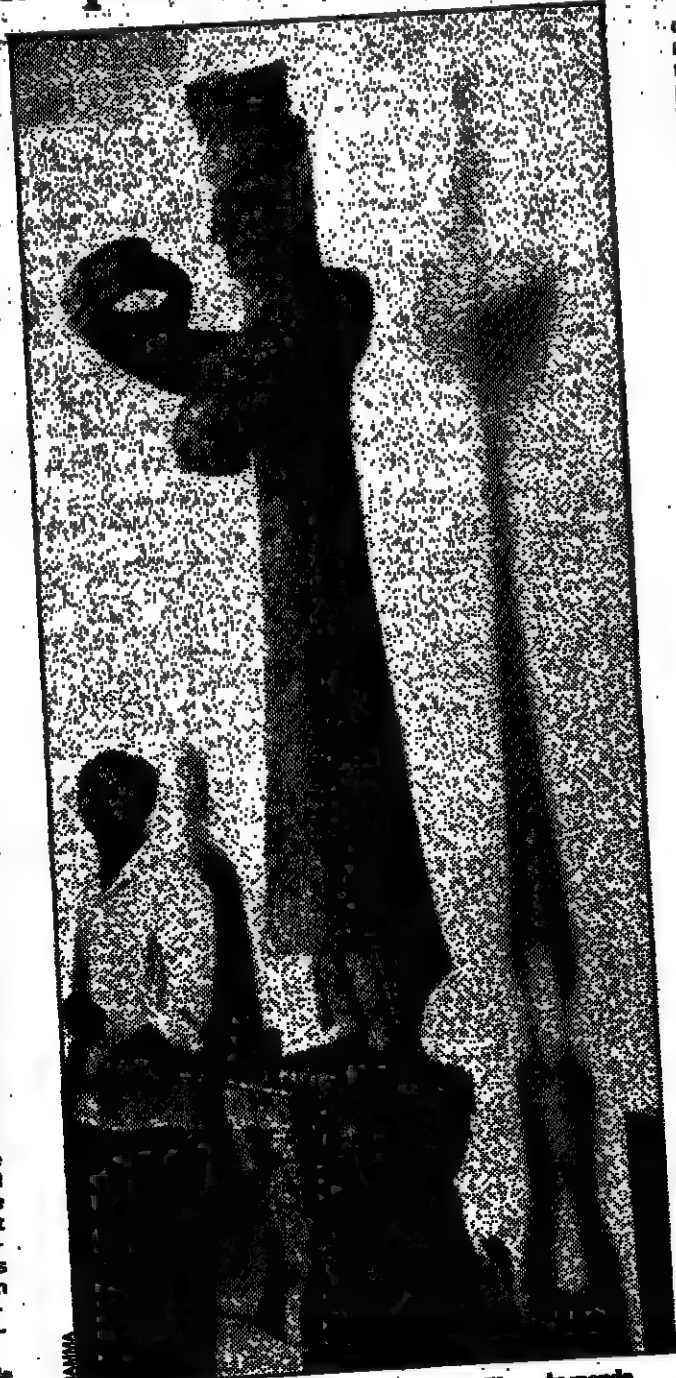
Les os oraculaires de la dynastie chinoise des Shang (XVI-XIII siècle avant notre ère) mentionnent parfois un pays de Shu, dont le nom correspond à celui d'un royaume postérieur de plusieurs centaines d'années, situé au Sichuan. Mais rien ne permettait jusqu'à présent de penser que la région pouvait être considérée, à l'égal du bassin du fleuve Jaune, comme l'un des berceaux de la civilisation chinoise classique.

Un événement archéologique de tout premier plan, la découverte, en 1986, sur le site de Sanxingdui (district de Guanghan, près de Chengdu, au Sichuan), d'une série d'objets en bronze, en or et en jade tout à fait remarquables révolutionne notre vision de la Chine à l'âge du bronze, en élargissant considérablement. Même si la fonction et l'usage, religieux et probablement politique, de ces bronzes exceptionnels restent mystérieux pour le moment, leur qualité, leur dimension et leur nombre ne laissent aucun doute sur la richesse et la puissance de leurs commanditaires, sur la complexité de cette société et l'importance du centre d'activités, distant de plus de 1 000 kilomètres de la capitale shang, Anyang.

Nous attendons maintenant des savants chinois (qui commencent tout juste à publier leurs travaux (1)) qu'ils découvrent quelle capitale et quels sanctuaires inconnus, quelle gigantesque architecture et quels rituels spectaculaires servaient de cadre aux objets de Sanxingdui, quelles vastes fonderies, quelle foule d'ouvriers les fabriquaient et quel événement extraordinaire, sacré ou somptueux ou invasion étrangère, fut à l'origine de leur intrusion. Peut-être comprendrions-nous alors les rapports que les gens du Sichuan entretenaient avec leurs contemporains shang et leur place dans l'histoire chinoise.

La musée de l'Ancien Palais de Pékin (situé dans la Cité interdite) a présenté une sélection de pièces de Guanghan, à l'automne dernier, lors d'une exposition consacrée aux découvertes archéologiques chinoises les plus importantes de ces dernières années.

La plus spectaculaire des pièces, une statue en bronze haute de 2,60 m, socle compris, représente un homme debout. Le personnage, vêtu d'une robe chinoise couverte d'une veste croisée à gauche, est coiffé d'une sorte de calotte plate



L'une des plus anciennes statues métalliques du monde

surmontée d'un étrange diadème, de plumes peut-être. Son visage, aux immenses yeux en amande grands ouverts, aux lèvres fines et serrées, a l'air concentré, farouche et austère. L'homme tient dans ses énormes poignets, l'autre un peu moins haut, des objets aujourd'hui dispersés.

Accompagnait cette statue un colossal masque en bronze de per-

sonnage fantastique, aux yeux tubulaires et aux oreilles gigantesques, d'un aspect terrifiant.

Trois têtes en bronze, grandeur nature, deux dans le même style et un peu plus anguleux que la statue, et une troisième au modèle plus doux, sévère mais moins austère, moins effrayante que les autres, se trouvaient également présentées dans les galeries du musée.

Avec le reste des objets exposés, quelques bronzes, vases rituels, petit masque orné d'un grand dragon en ronde-bosse, auxquels s'ajoutaient plusieurs jades, armes et outils, le noyau d'une immense partie du matériel de fouille sorti des deux fosses sacrées de Sanxingdui.

Celles-ci recelaient, en effet, une quarantaine de statues en bronze grandeur nature, un vase en bronze, avec ses feuilles, ses fruits, ses oiseaux, toute une série de statuettes, des petits masques, plus d'une vingtaine d'objets en or, dont un bâton de commandement, magnifiquement décoré. Et au milieu d'une énorme quantité d'os brisés, des armes en bronze de divers types, des vases du même métal datant de la fin des Shang et une soixantaine de défenses d'éléphant.

La Chine, entrée assez tardivement dans l'âge du bronze (au début du II^e millénaire), connaît sous les Shang une brillante civilisation péti-tale, établie dans le bassin du fleuve Jaune et caractérisée par le culte rendu aux ancêtres, au moyen de superbes récipients en bronze. Les souverains shang communiquent avec le ciel par les sacrifices et la divination. Ils exercent leur pouvoir, très centralisé, sur un peuple d'agriculteurs sédentaires, qui, avec les prisonniers de guerre, leur fournit des victimes sacrificielles, dont un grand nombre ont été retrouvées dans leurs tombes.

Contemporains, approximativement, de la Grèce mycénienne et de l'Égypte amarnaïte, datés XIV^e-XII^e siècle av. J.-C., les pièces en or et les bronzes de Sanxingdui, sauf les vases rituels et les armes, n'ont pas d'équivalent dans la culture shang. Profondément originaux, ils n'en sont pas moins très chinois, comme le montre, en particulier, le décor des vêtements et du socle de la statue, qui rappelle les motifs des vases shang. La représentation humaine, limitée à des pièces de jade de petite dimension chez les Shang, est ici traitée en grand, pour la première fois en Chine avant les soldats de l'armée funéraire du Premier Empereur (III^e siècle av. J.-C.). Une importance particulière semble accordée aux yeux, aux masques et aux têtes.

L'argent postérieur à la tête royale d'Agadé du musée de Bagdad et précédant les premières grandes statues grecques de plusieurs siècles, l'image du chef (prêtre-roi) fondue par les antiques bronziers sichuans est à peu près contemporaine au Musée du Louvre et peut donc compter parmi les plus anciennes statues métalliques grandeur nature du monde.

MAUD GIRARD-GEISLAN.

(1) *Wenwu* (Reliques culturelles) 1987/10.

CHATELET
THEATRE MUSICAL DE PARIS
LUNDI 4 JANVIER 18 H 30

Aldo CICCOLINI, piano
Henri DEMARQUETTE, violoncelle
GRAMS - SCHUBERT - DEBUSSY

THÉÂTRE

**SPECTACLES
NOUVEAUX**

▷ : Ne sont pas jouées le mercredi
◊ : Dernière instruction.

Les salles à Paris

CAEN. Jacques Doucenne, *Le fil et les transparences* dans l'œuvre peinte de 1950 au 1987. Musée des beaux-arts. Château (31-85-26-63). Jusqu'au 5 février.

CALAIS. Jacques Doucenne, *Œuvres de 1950 à 1987*. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 3 janvier; Marinette Cécot, *Galerie de l'Académie*. Pointe de la Motte (21-36-27-22). Jusqu'au 26 janvier.

CANNES. Hommage au peintre Jean Ribaut. La Malmaison, 47, Le Croiséret (93-09-04-04). Jusqu'au 14 février.

CHARENTAIS. Théodore Delapierre, *Musée des beaux-arts de la Charente*. Maison du Grand Port, 29, cloître Notre-Dame (27-36-41-39). Jusqu'au 15 février.

DAIX. Jean-Paul Falcou, *Richard Long*. Maison Oupescache. Centre culturel, 3, rue de l'Église (27-63-43-17). Jusqu'au 20 janvier.

DIJON. Alphonse Jaquet, *Musée des Beaux-Arts. Place de la Saline-Chapelle (80-30-31-11)*. Jusqu'au 13 février.

ÉVREUX. Jean-Paul Falcou, *Œuvres de 1950 à 1987*. Centre culturel, 10, rue de Labrousse. Du 5 janvier au 21 février.

DOUAI. Le paysage français au XIX^e siècle. Musée de la Chartreuse, 130, rue des Chartreux. Jusqu'au 21 février.

FRANCAIS. Jacques Doucenne, *Œuvres de 1950 à 1987*. Musée de la Chartreuse. Labrousse. Du 5 janvier au 21 février.

GRENOBLE. J.-P. Barthelet; et J. Long. Centre national d'art contemporain. Musée. Site Bonchamps-Vallée, 135, cours Bonchamps, 38000 Grenoble. Du 15 janvier au 15 février.

HAUTE-LOIRE. Jacques Doucenne, *Œuvres de 1950 à 1987*. Musée de la Chartreuse. Labrousse. Du 5 janvier au 21 février.

LAKEUC. Per Krüger, *Rétrospective*. Musée de la Chartreuse. Labrousse. Du 5 janvier au 21 février.

L'ISLE-SUR-LE-SORGUE. Raoul Dufy, *Œuvres de 1900 à 1960*. Musée. Labrousse. Du 5 janvier au 21 février.

LYON. Les habitats de Saint-Étienne. Musée Saint-Pierre — Art contemporain, 16, rue du Président-Eugène-Herriot (78-30-31-11). Jusqu'au 15 février.

MARCO-EN-BAROEUL. Fondation d'œuvre des Insignificances. Collections Séverin (20-46-26-37). Jusqu'au 21 février.

MASSILLON. Jacques Doucenne, *Œuvres de 1950 à 1987*. Centre culturel, 10, rue de Labrousse. Du 5 janvier au 21 février.

NISSERSAULT. Jacques Doucenne, *Œuvres de 1950 à 1987*. Centre culturel, 10, rue de Labrousse. Du 5 janvier au 21 février.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

T.I.J.	An 1 ^{er} ét., le premier restaur. ir. d'Irlande, menu déjeû. 3 150 F ambiance tous les soirs 27. mescl.
00-60-69 F. dim.	Le restaurant russe de TOL LUDMILA et ses chanteurs.
0-60-83	<u>Repas d'affaires. Spéc. : - /</u> (entrée au choix et cochon d'Inde)
8-27-20 F. dim.	Près de la gare de l'Est : les meis. Bouquet fine. L'annette

T.L. et 00-46	• LE DEUX SIGNES NOUVEAUX TTC. Salon de 20 à 30 personnes
3-12-12	SPECIALITÉ RUSSE. Salsa, tango, boléro, etc. volonté. Musiciens et chanteurs professionnels
5-49-03	Toujours son MENAGE Parking assuré
undi soir	Spécialité de caviar de Casanov

ДОУБОВСКИЙ

LA TOUR D'AR
NOUVEAU DÉCOR
VUE PANORAMIQUE - JARDIN
Poissons et plats traditionnels
BANC D'HUITRES TOUTE L'AN
T.J.j. de 11 h 30 à 2 heures
6, place de la Bastille, 43-
HUITRES à EMPORTER OUV. p.

Source: U.S. Census Bureau, *Current Population Reports*, 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2020, 2025, 2030, 2035, 2040, 2045, 2050, 2055, 2060, 2065, 2070, 2075, 2080, 2085, 2090, 2095, 2100, 2105, 2110, 2115, 2120, 2125, 2130, 2135, 2140, 2145, 2150, 2155, 2160, 2165, 2170, 2175, 2180, 2185, 2190, 2195, 2200, 2205, 2210, 2215, 2220, 2225, 2230, 2235, 2240, 2245, 2250, 2255, 2260, 2265, 2270, 2275, 2280, 2285, 2290, 2295, 2300, 2305, 2310, 2315, 2320, 2325, 2330, 2335, 2340, 2345, 2350, 2355, 2360, 2365, 2370, 2375, 2380, 2385, 2390, 2395, 2400, 2405, 2410, 2415, 2420, 2425, 2430, 2435, 2440, 2445, 2450, 2455, 2460, 2465, 2470, 2475, 2480, 2485, 2490, 2495, 2500, 2505, 2510, 2515, 2520, 2525, 2530, 2535, 2540, 2545, 2550, 2555, 2560, 2565, 2570, 2575, 2580, 2585, 2590, 2595, 2600, 2605, 2610, 2615, 2620, 2625, 2630, 2635, 2640, 2645, 2650, 2655, 2660, 2665, 2670, 2675, 2680, 2685, 2690, 2695, 2700, 2705, 2710, 2715, 2720, 2725, 2730, 2735, 2740, 2745, 2750, 2755, 2760, 2765, 2770, 2775, 2780, 2785, 2790, 2795, 2800, 2805, 2810, 2815, 2820, 2825, 2830, 2835, 2840, 2845, 2850, 2855, 2860, 2865, 2870, 2875, 2880, 2885, 2890, 2895, 2900, 2905, 2910, 2915, 2920, 2925, 2930, 2935, 2940, 2945, 2950, 2955, 2960, 2965, 2970, 2975, 2980, 2985, 2990, 2995, 3000, 3005, 3010, 3015, 3020, 3025, 3030, 3035, 3040, 3045, 3050, 3055, 3060, 3065, 3070, 3075, 3080, 3085, 3090, 3095, 3100, 3105, 3110, 3115, 3120, 3125, 3130, 3135, 3140, 3145, 3150, 3155, 3160, 3165, 3170, 3175, 3180, 3185, 3190, 3195, 3200, 3205, 3210, 3215, 3220, 3225, 3230, 3235, 3240, 3245, 3250, 3255, 3260, 3265, 3270, 3275, 3280, 3285, 3290, 3295, 3300, 3305, 3310, 3315, 3320, 3325, 3330, 3335, 3340, 3345, 3350, 3355, 3360, 3365, 3370, 3375, 3380, 3385, 3390, 3395, 3400, 3405, 3410, 3415, 3420, 3425, 3430, 3435, 3440, 3445, 3450, 3455, 3460, 3465, 3470, 3475, 3480, 3485, 3490, 3495, 3500, 3505, 3510, 3515, 3520, 3525, 3530, 3535, 3540, 3545, 3550, 3555, 3560, 3565, 3570, 3575, 3580, 3585, 3590, 3595, 3600, 3605, 3610, 3615, 3620, 3625, 3630, 3635, 3640, 3645, 3650, 3655, 3660, 3665, 3670, 3675, 3680, 3685, 3690, 3695, 3700, 3705, 3710, 3715, 3720, 3725, 3730, 3735, 3740, 3745, 3750, 3755, 3760, 3765, 3770, 3775, 3780, 3785, 3790, 3795, 3800, 3805, 3810, 3815, 3820, 3825, 3830, 3835, 3840, 3845, 3850, 3855, 3860, 3865, 3870, 3875, 3880, 3885, 3890, 3895, 3900, 3905, 3910, 3915, 3920, 3925, 3930, 3935, 3940, 3945, 3950, 3955, 3960, 3965, 3970, 3975, 3980, 3985, 3990, 3995, 4000, 4005, 4010, 4015, 4020, 4025, 4030, 4035, 4040, 4045, 4050, 4055, 4060, 4065, 4070, 4075, 4080, 4085, 4090, 4095, 4100, 4105, 4110, 4115, 4120, 4125, 4130, 4135, 4140, 4145, 4150, 4155, 4160, 4165, 4170, 4175, 4180, 4185, 4190, 4195, 4200, 4205, 4210, 4215, 4220, 4225, 4230, 4235, 4240, 4245, 4250, 4255, 4260, 4265, 4270, 4275, 4280, 4285, 4290, 4295, 4300, 4305, 4310, 4315, 4320, 4325, 4330, 4335, 4340, 4345, 4350, 4355, 4360, 4365, 4370, 4375, 4380, 4385, 4390, 4395, 4400, 4405, 4410, 4415, 4420, 4425, 4430, 4435, 4440, 4445, 4450, 4455, 4460, 4465, 4470, 4475, 4480, 4485, 4490, 4495, 4500, 4505, 4510, 4515, 4520, 4525, 4530, 4535, 4540, 4545, 4550, 4555, 4560, 4565, 4570, 4575, 4580, 4585, 4590, 4595, 4600, 4605, 4610, 4615, 4620, 4625, 4630, 4635, 4640, 4645, 4650, 4655, 4660, 4665, 4670, 4675, 4680, 4685, 4690, 4695, 4700, 4705, 4710, 4715, 4720, 4725, 4730, 4735, 4740, 4745, 4750, 4755, 4760, 4765, 4770, 4775, 4780, 4785, 4790, 4795, 4800, 4805, 4810, 4815, 4820, 4825, 4830, 4835, 4840, 4845, 4850, 4855, 4860, 4865, 4870, 4875, 4880, 4885, 4890, 4895, 4900, 4905, 4910, 4915, 4920, 4925, 4930, 4935, 4940, 4945, 4950, 4955, 4960, 4965, 4970, 4975, 4980, 4985, 4990, 4995, 5000, 5005, 5010, 5015, 5020, 5025, 5030, 5035, 5040, 5045, 5050, 5055, 5060, 5065, 5070, 5075, 5080, 5085, 5090, 5095, 5100, 5105, 5110, 5115, 5120, 5125, 5130, 5135, 5140, 5145, 5150, 5155, 5160, 5165, 5170, 5175, 5180, 5185, 5190, 5195, 5200, 5205, 5210, 5215, 5220, 5225, 5230, 5235, 5240, 5245, 5250, 5255, 5260, 5265, 5270, 5275, 5280, 5285, 5290, 5295, 5300, 5305, 5310, 5315, 5320, 5325, 5330, 5335, 5340, 5345, 5350, 5355, 5360, 5365, 5370, 5375, 5380, 53

DINERS-SPECTACLES

En région parisienne

SAINT-PRIEST. De la photo comestible. Galerie municipale d'art contemporain. Centre culturel Théo-Argenteau, place F. Brémond (78-20-02-50). Jusqu'au 24 janvier.

TOULOUSE. Le portrait toulousain de 1599 à 1800. Musée d'Art Augustin, 21, rue de Metz (61-83-55-07). Jusqu'au 7 janvier.

TOURS. Per Kirkeby. Œuvres récentes. Centre de création contemporaine. Rue de la Bazouche (47-66-50-00). Jusqu'au 24 janvier.

TROYES. Retrospective. Charles Dufresne (1878-1938). Musée d'Art moderne, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 24 janvier.

VILLEURBANNE. La collection d'art contemporain du Musée de Saint-Etienne. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur

ANTOINE - SIMONE-BERIAU (42)

[illegible]

هكذا من الاجل

Le Monde • Jeudi 31 décembre 1987 15

HAPPY

*"Le Champagne est à la fête
ce que l'humour est au rire."*
Photo Elliot Erwitt.



"Sachez apprécier et déguster avec modération."

ÊTRE POMMERY, C'EST TOUT UN ART.

POMMERY

Enquête

La vogue des feuilletons télévisés américains

Une usine à scénarios

(Suite de la première page.)

Surtout, il y a cette multitude de chaînes — une centaine accessibles par le câble — qui englobent, avalent et broient chaque année des kilomètres de pellicule, des milliers d'heures de programmes : dévotionnelles insatiables, boulimiques sans cesse à la recherche d'idées. Des idées qu'elles rémunèrent très cher : comme les talents qu'elles essaient d'intégrer à leur système et qu'elles savent ensuite façonner.

Hollywood n'a jamais eu autant besoin de scénaristes. Mais jamais le métier de scénariste à Hollywood n'avait été à ce point éloigné de la notion d'auteur. Au sens traditionnel, au sens français du terme.

Car le métier a bigrement changé. En une vingtaine d'années, il est passé du stade d'artisanat à l'échelon industriel, suivant l'évolution des structures de production. Dans les années 50, le scénariste d'un feuilleton ou d'une dramatique livrait son travail à une chaîne (parfois à un sponsor), procédait parfois à leur demande à des modifications, mais gardait un statut d'auteur et la propriété de son script qu'il signait au générique et pouvait ensuite adapter au théâtre, ou transformer en livre. Il arrivait même qu'à propos de télévision on parle encore d'art !

Écrit sur ordre

L'époque est révolue. Hollywood a transformé les artisans en tâcherons, en assembleurs de lignes, maillons d'une grande chaîne de fabrication au service d'un scénario prédéterminé par le marché et l'industrie. Fini la griffe, le style, l'autonomie du scénariste-auteur. Celui-ci doit savoir s'effacer derrière un produit cadré, standardisé, sur lequel, une fois son travail rendu, il n'a plus aucun pouvoir, ni aucun droit. Un produit qui pourra être transformé, réécrit, une ou plu-

sieurs fois, par d'autres scénaristes, et faire l'objet d'innombrables versions et traitements, avant d'aboutir enfin devant les caméras.

Ravalant toute fierté d'auteur, le scénariste écrit sur ordre, d'après les idées d'un autre — le producteur — et dans un cadre préalablement défini. Chaque télévision, studio ou série emploie ainsi des armées d'écrivains.

La très puissante guild des scénaristes américains déclare plus de 4 800 « TV-writers » professionnels (du verbe *to write* : écrire) ; encore la moitié d'entre eux n'ont-ils pas trouvé de travail l'an passé. Car malgré une forte demande et des besoins pressants — pour les feuilletons, séries, téléfilms, mais aussi pour les variétés, talk-show, émissions pour enfants — les scénaristes ou candidats-scénaristes se livrent une compétition et une concurrence formidables. Certains sont salariés, intégrés dans les équipes, voire attachés à tel ou tel feuilleton ; d'autres sont « free-lance », et travaillent chez eux, fournissant à la demande, et tâchant de s'établir une réputation comme maîtres du suspense ou rois de la comédie.

Ainsi va la télévision, dans la cité des stars. Le scénario est toujours la vedette : c'est sur lui, plus que sur les acteurs, ou la renommée du réalisateur, que se décide une production. C'est sur lui que reposent les espoirs d'imposer et de vendre la série au public du monde entier.

Encore très éloignée de ce type d'usages, la France, progressivement, devrait connaître à son tour ce type d'évolution. Encore faut-il la pressentir, la maîtriser. La télévision d'auteur à la Claude Sautet est bel et bien menacée, sinon condamnée. Le besoin urgent de scripts et d'idées, et la nécessité de les produire pour des audiences plus larges pourraient accélérer le processus, et nous conduire, bien plus rapidement que prévu, dans le système à l'américaine.

ANNICK COJEAN.

La grand-mère et ses huit écrivains

LOS ANGELES
de notre envoyée spéciale

C'EST une petite dame d'une soixantaine d'années, rousse, piquante et joyeuse comme les grands-mères modernes des comédies américaines. Une femme d'action qui, le sourire aux lèvres, dirige son équipe d'écrivains, trois directeurs techniques, quelques pigistes) avec une minutie de fer.

A Hollywood, où elle travaille depuis près de trente ans, on la connaît et on la craint, enviant à la fois son humour (elle n'écrit que des comédies), son expérience (elle a commencé sa carrière en écrivant des sketches radiophoniques pour Jerry Lewis et Dean Martin) et son indépendance.

Elle a connu toutes les époques du métier d'auteur TV, écrivant chez elle, avec son mari, et produisant des sketches radiophoniques pour Jerry Lewis et Dean Martin) et son indépendance. Elle a connu toutes les époques du métier d'auteur TV, écrivant chez elle, avec son mari, et produisant des sketches radiophoniques pour Jerry Lewis et Dean Martin) et son indépendance.

Aujourd'hui Irma Kalish est presque au top et porte depuis deux ans le titre enviable de productrice exécutive de *Facts of Life*, une comédie hebdomadaire diffusée sans interruption sur NBC depuis déjà neuf ans et devenue le feuilleton le plus ancien de la télévision américaine.

Etiquetée sit-com (comédie de situation), il mettait en scène à l'origine un groupe d'adolescentes en proie aux problèmes de leur âge. Les rôles, évidemment, ont dû évoluer en même temps que grandissent — mûrissent — les actrices. Mais, par exemple, l'héroïne qui avait treize ans au début de la série, est devenue une jolie jeune fille qui fréquente l'université de droit et que les auteurs songent aujourd'hui à marier... Une étape d'ailleurs périlleuse qui risque d'obliger le feuilleton à se positionner sur un nouveau créneau.

Installée dans de petits bureaux, dans les petits bâtiments de NBC, l'équipe fonctionne à plein temps, et le show est écrit et réalisé tambour battant. Semaine après semaine, les épisodes s'enchaînent ; tout juste écrits, les scripts sont transmis au producteur et au

réseau et passeront au tournage à peine trois semaines plus tard.

Dès le feu vert des différents services (qui traquent les citations contraires au droit ou aux bonnes mœurs), le tournage peut commencer. Demain alors un véritable marathon au rythme infernal supervisé par Irma Kalish, tandis que dans les bureaux le staff des écrivains rédige, corrige et réécrit un énième épisode.

Les rires au montage

Mardi. Jour du « filage ». Le texte est découvert et lu à voix haute par les acteurs réunis autour d'une table. Représentés du studio producteur et du réseau audiovisuel sont particulièrement réactifs. Tom qui rêve de moderniser, déjouant, rattrapant le genre des séries. Encore faut-il parvenir à pénétrer dans le milieu TV. Tout commencera donc avec le premier script, qui servira au jeune scénariste à la fois de vitrine, de passeport et de carte de visite.

Il veut écrire un feuilleton, une série ? Qu'il démontre d'abord sa capacité à développer une histoire dans un cadre existant. On suggère donc à Tom de se fixer des heures durant devant le petit écran, de zapper de chaîne en chaîne pour observer les programmes et de se renseigner sur les succès et les tendances en cours (la mode est-elle aux histoires romantiques, aux policiers, aux westerns ?). A lui de déterminer le genre qui lui conviendra le mieux (la comédie ? le suspense ?...) et de choisir une série particulière. Attention, pas

Vendredi. Nouvelle répétition chronométrée. La durée prévue est de vingt-trois minutes, mais il faut compter deux minutes de plus pour les rires introduits au montage. Les remarques finales sur le texte sont transmises aux auteurs qui, la nuit ou le week-end, retravaillent si besoin est certains passages, redécoupent des scènes.

Lundi. La répétition à lieu, sans maquillage, dans le décor. Le metteur en scène règle les caméras. Présenté à la régie, l'auteur vérifie le dispositif et fait des suggestions sur les plans à tourner.

Mardi. Enregistrement en deux séances publiques. L'une à 16 h (que l'équipe visionne et commente ensuite), l'autre à 19 h. Un montage minutieux effectuera les deux jours suivants permettra de se servir des images des deux séances et d'ajuster rires et musique.

Pas le temps de souffler : demain, commence le filage du prochain épisode.

A. Co.

« Allo Colombo, ici le gouvernement bulgare »

Un entretien avec Peter Falk



Une vieille 403, un imperméable usé, un filic affligé d'un strabisme divergent, c'est Colombo, le héros d'une des plus célèbres séries américaines. Dans son atelier de Beverly-Hills où il passe ses loisirs à peindre, Peter Falk, qui incarne le célèbre inspecteur, explique ce spectaculaire succès.

LOS ANGELES
de notre envoyée spéciale

« Colombo » est un peu l'archétype de la série américaine exportable dans le monde entier. Savez-vous combien de pays diffusent aujourd'hui la série ?

— Oh ! Je ne me suis pas amusé à faire le point ! Ce que je sais, c'est que tous les pays — à l'exception de l'URSS — qui ont la télévision ont diffusé un jour « Colombo ». Les Esquimaux du Groenland, les Indiens de la cordillère des Andes, les Japonais, les Italiens, et depuis peu les Chinois... Cela fait rien moins que deux milliards d'individus qui peuvent me reconnaître dans la rue et m'appeler par mon prénom !

— Vous recevez des échos de l'accueil fait à la série dans les divers pays ?

— Des échos ? En 1973, je reçois un matin un coup de fil mystérieux du département d'Etat me demandant de me rendre le plus vite possible à l'hôtel Century Plaza. Un peu ahuri, je m'y rends aussitôt et suis accueilli par l'ambassadeur américain en Bulgarie qui me saisit le bras et prend un air de conspirateur. « J'ai besoin de votre aide, me dit-il. On veut le gouvernement bulgare, qui vient de m'appeler à la rescousse. »

« Je le regarde avec des yeux ronds. « Colombo » est programmé là-bas tous les vendredis soirs et rediffusé le samedi pour les travailleurs. C'est le show de loin le plus populaire de la TV d'Etat. Or voilà qu'après avoir acheté tous les épisodes disponibles sur le marché, le gouvernement a épuisé son stock et se heurte aux protestations du public qui doute de sa bonne foi et l'accuse — à tort — d'appliquer à « Colombo » la loi des quotas limitant les importations de produits venant de l'Ouest. »

« Je souris en haussant les épaules. « Qu'y puis-je ? — Acceptez d'apparaître à la TV bulgare pour rassurer le peuple et innocenter le gouvernement qui a bel et bien acheté tous les épisodes disponibles. » Là-dessus, je vois que les caméras pointent leur nez et qu'un discours en bulgare, écrit en lettres phonétiques, a été préparé à mon intention.

LOS ANGELES
de notre envoyée spéciale

Le marché est énorme, les prix intéressants (environ 100 000 francs le script pour une heure de fiction), les demandes abondantes et les besoins urgents. Pourtant, pour un scénariste débutant, la vente d'un script ressemble à un parcours du combattant.

Prenez le cas de Tom, fraîchement diplômé de l'UCLA (l'université de Californie, Los Angeles), dont les cours d'écriture audiovisuelle sont particulièrement réputés. Tom qui rêve de moderniser, déjouant, rattrapant le genre des séries. Encore faut-il parvenir à pénétrer dans le milieu TV. Tout commencera donc avec le premier script, qui servira au jeune scénariste à la fois de vitrine, de passeport et de carte de visite.

Il veut écrire un feuilleton, une série ? Qu'il démontre d'abord sa capacité à développer une histoire dans un cadre existant. On suggère donc à Tom de se fixer des heures durant devant le petit écran, de zapper de chaîne en chaîne pour observer les programmes et de se renseigner sur les succès et les tendances en cours (la mode est-elle aux histoires romantiques, aux policiers, aux westerns ?). A lui de déterminer le genre qui lui conviendra le mieux (la comédie ? le suspense ?...) et de choisir une série particulière. Attention, pas

de ceux qui acceptent de lire les textes de débats.

— Qu'avez-vous fait ?

— Que pouvais-je faire ? Je me suis adressé aux Bulgares... en leur priant de déposer les armes !... Mais il y a eu plus troublant. En Italie, le hasard a voulu que je sois le témoin d'un attentat à la bombe. Je sors de l'hôtel, confronté dans la rue à une vision apocalyptique : des corps, des gémissements, des sirènes, de la fumée. Je suis encore sous le choc quand, soudain, des journalistes de la presse, la radio et la TV, déjà sur le terrain, m'aperçoivent, se précipitent vers moi, plantent micro et caméras sous mon nez et me posent cette question stupide et fatidique : « Monsieur Colombo ! Qui est l'auteur de l'attentat ? »

« Huit épisodes par an. Pas plus ! »

— Quand a-t-il tourné le premier épisode de « Colombo » ?

— En 1968, je crois. Ça a commencé sur la forme d'un téléfilm dont le premier rôle avait été confié à l'origine par Bing Crosby. Le succès fut tel que le studio et

la chaîne NBC ont voulu en faire une série hebdomadaire. Ce que j'ai refusé catégoriquement.

— On ne peut pas faire un bon spectacle chaque semaine. C'est impossible. Et mieux vaut en avoir conscience avant d'être pris dans l'engrenage et de produire de la soupe. La qualité d'une série est entièrement tributaire de son script. Tout est suspendu au scénario. Et ce n'est pas parce que Los Angeles est peuplée d'écrivains, ou que chaque palmarès de Beverly-Hills cache au moins une trentaine de scripts qui se demandent qu'à tomber que vous trouvez un scénario de qualité. J'ai donc été d'une exigence intransigeable et n'ai pas accepté de tourner plus de huit épisodes par an, soit une quarantaine d'épisodes sur cinq ans.

— Sur quoi vous fondez-vous pour apprécier la qualité d'un script ?

— D'abord sur la qualité de l'approche. Il faut nouer l'intrigue dès la première scène. Il faut qu'à l'arrivée de Colombo sur les lieux

du crime, quelque chose — apparemment une bagatelle — attire sa curiosité et que le public ait soudain le sentiment que quelque chose cloche. Ensuite je fais attention au personnage de Colombo en veillant à ce qu'on ne fasse pas de lui quelqu'un de trop fade, trop gentil et sans saveur. Puis je vérifie la trame de l'intrigue, la tension des rapports avec les adversaires. Enfin, j'apprécie le cadre sans lequel se déroule l'action : certains sont plus intéressants que d'autres : un bateau de croisière, une école militaire, l'ambassade d'Iran, une usine à vin...

— La vieille 403, l'imperméable usé ne figurent pas dans le script. C'est vous qui les avez imposés ?

— Oui, mais parce qu'ils me semblaient très cohérents avec le héros révéli par l'histoire. Un héros qui aime profondément son travail et s'y donne à fond, qui réfléchit, raisonne, concentre sur l'intrigue, se moque bien de son apparence, de ses vêtements, ou de sa coiffure. Il vit dans une sorte d'abstraction et ne cherche surtout pas à paraître excentrique.

— En 1979, une série intitulée « Madame Colombo » est apparue fugitivement sur les écrans.

— Hélas oui... Devant mon refus de tourner un épisode hebdomadaire, les studios ont eu l'idée d'exploiter le film et de lancer une « Madame Colombo ». L'initiative était évidemment vouée à l'échec ! Le scénario était pauvre, bâclé, et tout à fait incohérent avec l'idée que l'on se fait de la femme de Colombo. Ce n'est pas à elle de mener les enquêtes, c'est l'affaire de son mari. Elle, son job est à la maison avec beaucoup d'enfants, une sour, une belle-sœur. Elle n'est pas très riche, râle contre les absences de son mari et se paye insuffisamment... Bref, je l'imagine parfaitement : c'est la force d'un bon scénario que de faire dessiner jusqu'à des personnages n'apparaissant pas à l'écran !

— Vous n'avez pas tourné « Colombo » depuis 1973. N'est-il pas temps de tourner une suite ?

— Et pourquoi pas ? Les studios Universal et la chaîne NBC le souhaitent vivement. Des scripts sont en cours d'écriture, sur lesquels je travaille également. Je plaie de reprendre le personnage et d'ajouter à la collection une poignée d'épisodes. J'aimerais aussi tourner un ou plusieurs épisodes en France. Mais soyons prudent. Rien ne se fera tant que nous n'aurons pas d'excellents scénarios.

A. Co.

La course d'obstacles

n'importe laquelle. Ce doit être un programme vedette ; une sorte de valeur sûre située dans les tristes premières places du box-office des fictions de télévision.

Après avoir visionné de nombreux épisodes de la série choisie, Tom devra s'en procurer le script (plusieurs librairies de Hollywood fournissent ce service), car l'étude du texte est indispensable. Chaque compagnie de production respecte un style et un découpage particuliers. A l'apprenti scénariste de savoir lire entre les lignes pour découvrir les clés de la série. Quelle place accorde-t-on à chaque personnage ? Combien de lignes pour le héros ? Y-a-t-il un suspense à la fin de chaque acte (donc avant la coupure publicitaire) ? Etc.

Ensuite, en respectant le format et le style, Tom peut à son tour bâtir son propre script. Attention simplement à ne pas introduire trop de bouleversements dans l'histoire. La mort du héros, le divorce de sa fille, la naissance de son bébé... relèvent d'une décision des producteurs.

Le script est terminé ? Il faut le faire enregistrer par la Guild des écrivains en Amérique (une sorte d'équivalent de notre Société des auteurs), qui lui assure une certaine protection. Le tout maintenant est de le vendre : Tom devra donc se trouver un agent. La Guild lui en a remis une longue liste, en précisant le nom de ceux qui acceptent de lire les textes de débats.

Parallèlement au travail de l'agent (qui percevra 10 % des gains), l'auteur doit également se dépenser pour contacter lui-même des producteurs. Toute occasion est à saisir pour introduire dans les studios, assister aux enregistrements, rencontrer le standardiste, un technicien, un acteur...

Le saint des saints

Le script est enfin arrivé sur le bureau du producteur. Ce dernier a aimé le style, trouvé l'histoire intéressante et drôle. Cela ne signifie pas qu'il va l'acheter. L'idée de Tom est assez proche de celle déposée dans un des épisodes en cours de tournage. C'est le risque que rencontrent les scénaristes qui écrivent « on spec » (en spéculation). Mais notre auteur débutant n'a pas perdu son temps.

Il a pénétré dans le saint des saints ; le voilà remarqué, et convoqué à une réunion de production pour laquelle on lui demande de préparer quelques idées d'intrigues.

Tom a dressé une liste de quinze intrigues possibles pour la série en cours. Il les expose chacune en trois phrases devant l'équipe de production, qui fait souvent la moue. Une idée retient pourtant l'attention. On interroge Tom : comment réagit alors le héros ? le conflit est-il assez fort ?... L'équipe est intéressée, et le scénariste obtient commande d'un « premise » : l'exposition

concise de l'intrigue d'un épisode, sa structure, son atmosphère.

Nouveau rendez-vous avec la production : quelques minutes seulement pour expliquer oralement son « premise ». Les questions fusent. Tom répond, improvise. On lui téléphone.

Appel le lendemain du producteur : l'intrigue a séduit. On commande un synopsis : une quinzaine de pages, aussi précises que possible, comportant scène par scène le développement de l'histoire, à l'exception des dialogues. Ce premier contrat rapporte à l'auteur le tiers du montant total du script, soit environ 5 000 dollars.

Rendu dix jours plus tard, le synopsis est apprécié. La production donne son feu vert définitif pour écrire enfin un script. Voilà Tom isolé pendant deux ou trois semaines.

C'est à la remise du scénario que reprendront les réunions, lors desquelles chaque scène, chaque réplique, sera examinée. A chaque étape, Tom devra reprendre son script, s'isoler à nouveau pour transformer un personnage, modifier une scène, adapter un dialogue. Chaque réécriture lui est convenablement payée, mais son orgueil d'auteur prendra un sacré coup quand il découvrira que d'autres scénaristes ont été engagés pour retravailler son propre texte. Avant l'étape ultime du tournage, Tom n'échappera pas à l'ultra-

A. Co.

Economie

Le réaménagement des créances internationales

Le Trésor américain propose un plan d'allègement de la dette mexicaine

SOMMAIRE

■ Les banques créditrices du Mexique vont pouvoir changer leurs créances contre des obligations garanties par le Trésor américain (lire ci-dessous).

■ L'introduction, en Hongrie, à compter du 1^{er} janvier, d'un système de taxe à la valeur ajoutée va entraîner une hausse brutale des prix à la consommation en 1988. Prochaine étape de la réforme économique hongroise : le système bancaire (lire ci-dessous).

■ 1987 aura vu une profonde modification du paysage téléphonique français avec l'arrivée de quatre industriels étrangers (lire page 20).

■ La sous-évaluation du dollar commence à inquiéter les industriels français. M. Noir parle pour Airbus d'une catastrophe (lire page 21).

Les Etats-Unis ont rendu public, mardi 29 décembre, un plan original dont l'objectif est d'alléger le poids de la dette extérieure du Mexique (105 milliards de dollars), la deuxième du tiers-monde après celle du Brésil et de convaincre les ban-

ques internationales en échange d'une partie de leurs créances. Cette offre sera effectuée par enchères publiques dans le courant du premier trimestre 1988. Etant donné que les créances sur le Mexique se négocient actuellement sur le marché secondaire à 52 % de leur valeur nominale, une telle opération permettrait à ce pays de consolider à vingt ans des dettes à plus court terme, et, surtout, d'alléger ces dettes tout en économisant sur les intérêts à verser. En effet, les 10 milliards de dollars d'obligations mexicaines ainsi gagées pourraient être échangées contre une vingtaine de milliards de dollars de prêts bancaires, à supposer que la décote actuelle de 48 % ne se réduise pas, ce qui n'est pas assuré. Quant à l'économie sur les intérêts, elle est susceptible d'être de 900 millions de dollars par an, soit 18 milliards de dollars sur vingt ans.

Le Mexique à son tour émettra des obligations classiques, à hauteur de 10 milliards de dollars, rémunérées un peu au-dessus (1,5/8 %) du taux interbancaire (Libor), qui s'établit actuellement à un peu moins de 8 %. Ces obligations, d'une durée de vingt ans, gagées sur les bons du Trésor américain souscrits par le Mexique, seront offertes aux ban-

ques commerciales de consentir à nouveau des prêts aux pays en voie de développement.

L'idée directrice de ce plan est de donner aux banques internationales cré-

trices du Mexique, à hauteur de 78 milliards de dollars, la possibilité d'échanger leurs créances contre des obligations mexicaines gagées sur le Trésor des Etats-Unis.

gager une partie des créances et alléger le fardeau de la dette. Certes, cette solution reflète le caractère particulier et stratégique des liens qui unissent les Etats-Unis et le Mexique, pays limitrophes dont les économies sont fortement imbriquées. A Washington, aucun gouvernement ne peut envisager de voir se désintégrer le voisin au sud du Rio Grande. Mais il est bien possible que le plan qui vient d'être élaboré fasse école, dans la mesure où il est praticable. Le Mexique, dont le commerce extérieur se rétablit, dispose d'une quinzaine de milliards de dollars de réserves, suffisamment pour souscrire des bons du Trésor américain, et d'autres Etats, comme le

Potion douce-amère

Pour les banques prêteuses, un tel échange représente une potion douce-amère. D'un côté, il permet de transformer une créance dou-

teuse en créance gagée indirectement sur le Trésor américain, valeur sûre. De l'autre, il consacre une dépréciation qui n'apparaît que sur le marché secondaire, à l'occasion de transactions éphémères. Si la décote de 48 %, plus ou moins, était retenue, les banques enregistraient une perte sèche à concurrence. Leur attitude sera dictée par leur taux de provisionnement sur les créances mexicaines. Ce taux est faible pour les banques américaines (24 milliards de prêts) et beaucoup plus important pour les banques européennes, 20 à 30 % en Grande-Bretagne, 30 à 40 % en France, 50 à 70 % en Allemagne et 100 % en Suisse, dit-on.

Aux Etats-Unis, où les banques devraient être le plus réticentes, la réaction favorable, leur cours s'élevant à Wall Street. En Europe, notamment en France, on n'aimait pas voir officialiser une décade officielle, très mauvais encouragement donné aux emprunteurs du tiers monde. Il faut bien convenir, toutefois, que la solution élaborée à Washington est tentante pour bien des parties, prêteurs et emprunteurs, dans la mesure où elle permet de

Le Brésil reprend le paiement de ses intérêts

Le Brésil a procédé, mardi 29 décembre, au paiement des intérêts de sa dette extérieure, conformément à l'accord conclu le 6 novembre dernier avec les banques privées créancières, mettant ainsi un terme à un moratoire qui aura duré exactement neuf mois et neuf jours, a révélé le quotidien brésilien *A Gazeta Mercantil*. Le Brésil a utilisé, pour ce règlement, une partie de ses réserves déposées à la Banque des règlements internationaux (Bâle) - à hauteur de 350 millions de dollars - et un prêt de 700 millions de dollars de cent quatorze banques créancières. Cette somme - au total 1 milliard de dollars - doit couvrir les intérêts cumulés de la période allant du 1^{er} octobre au 15 décembre de cette année. Elle sera répartie entre les huit cents banques auprès desquelles le Brésil s'est endetté. Pour la suite, les intérêts courants à compter du 16 décembre seront soldés le 11 janvier, a indiqué le ministre des finances par intérim, M. Malson Ferreira de Nobrega, précisant que « le Brésil a intérêt à réaliser avec les banques un accord durable qui repose sur un long délai de remboursement ».

L'Argentine obtient 500 millions de dollars des banques privées

Le gouvernement argentin a effectué, mardi 29 décembre, un retrait de 500 millions de dollars, correspondant à la deuxième tranche de montage financier des banques privées de New-York la Citibank, chef de file du comité consultatif des banques créancières pour l'Argentine. Ce retrait suit le déboursement, le 8 décembre, de 162,5 millions de dollars de tranches spéciales (DTS) aux termes d'un crédit stand-by du FMI, ont précisé MM. Mario Bordaberry, secrétaire argentin au Trésor, et William Rhodes, vice-président de la Citibank et président du comité consultatif. En juillet, le Fonds monétaire international avait approuvé un crédit stand-by de 1,15 milliard de DTS, ainsi qu'un crédit spécial d'environ 518,8 millions de DTS. (AFP.)

La Roumanie renonce à tout crédit étranger en 1988

La Roumanie, en proie à de graves difficultés économiques alors qu'elle s'efforce de réduire sa dette extérieure, renoncera à tout crédit étranger en 1988, a annoncé lundi 28 décembre l'agence de presse officielle Agerpres.

Dans le compte-rendu d'une réunion de bureau politique du Parti communiste, Agerpres affirme que les exportations de la Roumanie, en 1987, ont été supérieures aux importations, avec pour résultat un excédent de devises fortes. L'agence ajoute que le bureau politique « a décidé de ne plus recourir à quelque forme de crédit que ce soit ».

Le numéro un roumain, M. Ceausescu, a inspiré un programme de remboursement de la dette extérieure du pays qui a réduit celle-ci de 10,5 milliards de dollars en 1981 à 6,4 milliards à la fin de l'année dernière.

Le coût de cette politique a été considérable, notamment en termes de pénuries de denrées alimentaires et de produits énergétiques, qui ont entraîné le mois dernier une grave agitation ouvrière, notamment dans la ville de Brasov. Vingt-six personnes qui avaient participé à ce mouvement ont été condamnées le 20 décembre à des peines de prison avec sursis. (Radio, AFP.)

● La France accorde 660 millions de francs à la Côte-d'Ivoire. - La France a accordé à la Côte-d'Ivoire trois prêts d'un montant total de 33 milliards de francs CFA (660 millions de francs), a-t-on annoncé, mardi 29 décembre, de source officielle à Abidjan.

Les deux premières conventions de crédit accordées par la Caisse centrale de coopération économique et d'un montant total de 30 milliards de francs CFA (600 millions de francs) s'inscrivent dans le cadre de l'aide exceptionnelle accordée par la CTA1456 à la Côte-d'Ivoire et annoncée par le ministre français de la coopération, M. Michel Aurillac, lors de sa visite à Abidjan le 17 novembre.

La troisième convention de financement, d'un montant de 2,916 milliards de francs CFA (58 millions de francs), s'inscrit, elle, dans le cadre des prêts projets de la CCCE pour l'année 1987. - (AFP.)

Introduction de la TVA et de l'impôt sur le revenu

Une nouvelle étape dans la réforme économique hongroise

La fin de l'achat qui a saisi les Hongrois en cette fin d'année n'a que peu de rapport avec les fêtes de Noël et du Nouvel An ; elle a été provoquée par des considérations très réalistes. A partir du 1^{er} janvier, les Hongrois seront les premiers citoyens d'un pays communiste à payer une taxe à la valeur ajoutée (12 et 20 %) et à être assujettis à l'impôt sur le revenu. Sans connaître l'impact exact de ces mesures sur un niveau de vie déjà stagnant, la population s'attend au pire.

VIENNE
de notre correspondant

Selon les prévisions officielles de Budapest, la réforme fiscale devrait provoquer une poussée inflationniste de 15 % contre 9 % en 1987. Une baisse de la consommation de ménages de 2 à 2,5 % est à envisager. Des prévisions plus pessimistes tablent sur une chute du niveau de vie d'un tiers environ dans les trois années à venir.

Les hausses de prix annoncées officiellement affectent notamment les denrées alimentaires, qui augmenteront de 10,7 % en moyenne - certains, comme les produits laitiers, de 27 % - les matériaux de construction (+ 60 %), les articles pour bébés (+ 100 %), les chaussures (+ 70 %) et certains services. Sur les 300 000 articles qui changeront de prix, 33 % augmenteront, 39 % ne changeront pas et 8 % baisseront.

La chasse aux canards boîtes

L'incertitude sur la situation matérielle est doublée par la crainte du chômage - un phénomène totalement inconnu jusqu'à présent en pays communiste - qui hante les esprits. En 1988, de 4 000 à 10 000 personnes risquent de perdre leur emploi, notamment dans l'industrie lourde, a annoncé M. Peter Medgyessy, chef de la nouvelle commission du plan et de l'économie, qui sera le principal organe de décision en matière économique. A Miskolc, centre de l'industrie lourde dans le nord-est du pays, une section syndicale - la première - a été créée pour les chômeurs temporaires en vue de les aider à trouver un nouvel emploi. Un fonds gouvernemental doté de 1 milliard de forints a été mis en place pour financer des programmes de recyclage des sans-emploi.

La presse hongroise est allée jusqu'à avancer le chiffre de 50 000 chômeurs, un chiffre qui ne paraît pas exagéré dans la mesure où

la diminution progressive des subventions publiques pour les quelque 250 à 300 entreprises déficitaires - qui emploient environ 300 000 personnes - contraindra une partie de ces « canards boiteux » à fermer. Pour faire face au chômage croissant, les entreprises privées seront autorisées à employer jusqu'à 30 personnes. Depuis l'autorisation, en 1981, d'entreprises privées, plus de 12 000 - dont 4 500 boutiques et 7 500 restaurants - ont été créées, qui réalisent environ 20 % du chiffre d'affaires du commerce intérieur.

La réduction des subventions est la pierre angulaire de la réforme économique et des efforts en vue de rééquilibrer le budget, dont le déficit doit être ramené de 35 milliards de forints en 1987 à 20 milliards l'année prochaine. En 1988, le gouvernement a décidé de réduire de 42 milliards de forints le montant des subventions destinées à soutenir les entreprises industrielles non rentables et de 33 milliards les subventions aux prix. Néanmoins, l'Etat devra consacrer en 1988, sous différentes formes, quelque 150 milliards de forints pour aider les entreprises déficitaires.

Pour se prémunir contre les « années maigres », les Hongrois ont pillé leurs comptes d'épargne et dévalisé les magasins de Budapest et, pour certains, jusqu'à quatre heures de voiture. Les produits les plus recherchés ont été les téléviseurs couleur, les appareils vidéo, les machines à laver, les réfrigérateurs - dont l'achat à crédit a été interdit - les bijoux et les produits hygiéniques et de beauté. Depuis novembre dernier, les banques hongroises ont « pénalisé » les demandeurs privés de crédits par la réduction temporaire des taux d'intérêt de 3 % pour freiner la fièvre d'achat.

L'argent « noir »

Mais l'argent était la dernière des choses à manquer aux Hongrois. L'argent, chaque Hongrois a le droit de posséder 40 dollars chez lui. Aux quelque 300 milliards de forints déposés dans les caisses d'épargne s'ajoutent, selon les experts, entre 500 millions et 1 milliard de dollars en devises qui traînent dans les bas de tiroirs des Hongrois. Une grande partie de cet argent « noir » provient des dépenses des touristes occidentaux, au nombre de cinq à six millions par an. Sur les comptes en devises légaux, les Hongrois disposent d'environ 200 millions de dollars qui proviennent de versements effectués par des parents ou d'un travail à l'étranger. Pour « récupérer » l'argent noir, de nouvelles mesures ont été prises pour « blanchir » ces devises détenues illéga-

ment : pendant un délai de trois mois à compter du 1^{er} janvier, on pourra ouvrir un compte légal en devises. Un quart de la somme déposée devra être changée en forints, et le reste pourra servir à financer des voyages à l'étranger. L'Etat s'attend à récupérer par cette opération de légalisation de devises entre 20 et 25 millions de dollars. Des voyages plus fréquents à l'étranger contribueront non seulement à améliorer le climat en allumant des espoirs d'une démocratisation progressive du régime, mais en même temps à réduire le pouvoir d'achat des consommateurs et par conséquent à calmer les tentations inflationnistes.

Pour inciter les Hongrois à placer leur argent en Hongrie, l'Etat a décidé l'émission de bons du trésor pour attirer les citoyens au financement du déficit budgétaire. D'ores et déjà, les Hongrois ont pu choisir entre quelque deux cent cinquante obligations à contracter. Les Hongrois ont investi depuis 1982 11 milliards de forints dans l'achat d'obligations.

Concurrence dans le secteur bancaire

La concurrence fera son entrée, à partir de l'année prochaine, dans le secteur bancaire, où trois des cinq banques d'affaires créées cette année seront autorisées à entretenir des dépôts d'épargne de particuliers, un droit qui a été réservé jusqu'à présent aux 1 600 coopératives d'épargne et aux 800 caisses d'épargne hongroises. En même temps, les postes hongroises ouvriront leur propre banque avec un réseau d'environ 3 000 guichets, ce qui représente un avantage non négligeable dans la course à la clientèle.

Des réformes plus importantes sont cependant demandées par les économistes, dont le professeur Tamás Baskai, un expert de renom, dans le secteur bancaire déjà restructuré en 1987 par la création de banques d'affaires séparées de la banque nationale. Ils demandent l'abandon rapide du monopole de la banque nationale pour les transactions en devises qu'elle détient depuis 1930 ; la libéralisation des transactions monétaires avec l'étranger est une des conditions préalables à la hausse du volume des exportations et devra nécessairement accompagner la libéralisation du commerce extérieur. A partir de janvier, les entreprises seront libres d'exporter et d'importer - exception faite des céréales et de l'énergie - sans demander d'autorisation. Elles resteront cependant obligées de changer en forints leurs recettes en devises auprès de la banque nationale, une restriction qui diminuera

sensiblement leur volonté de gagner autant de devises que possible, estime le professeur Baskai. La suppression du monopole de la banque nationale en matière de transactions en devises serait en même temps un pas important vers la convertibilité de la monnaie hongroise.

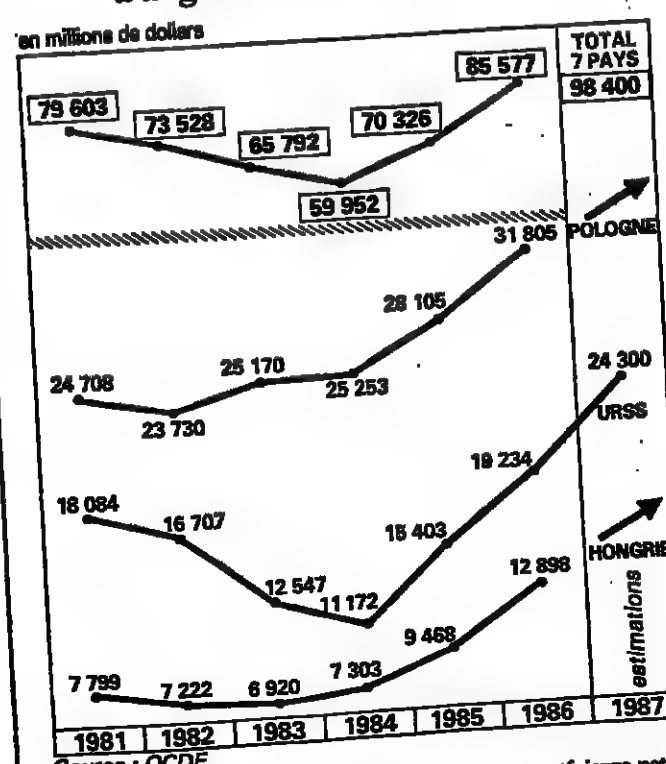
La hausse des exportations est un des objectifs prioritaires pour 1988 en vue d'améliorer la balance du commerce extérieur, qui accuse un déficit de 200 à 250 millions de dollars en 1987, et cela en dépit de records de la tourisme, de recettes de 500 millions de dollars. L'année prochaine, il est prévu d'augmenter de 4 % les exportations vers les pays occidentaux, où la position de la Hongrie s'est détériorée ces dernières années. Sa part dans les marchés des pays de l'OCDE a baissé de 0,20 % à 0,16 %, mais certaines tendances inspirent de l'espoir. Ainsi une série d'entreprises hautement spécialisées dans les secteurs pharmaceutique et mécanique, qui n'ont rien exporté jusqu'en 1980, ont réalisé depuis des exportations d'une valeur de presque 10 millions

de dollars. Pour relancer les exportations, les experts réclament l'établissement d'un taux de change réaliste du forint qui, en dépit de trois dévaluations en 1987, reste surévalué (1 dollar = 45 forints). La création d'une Bourse de devises ainsi que la libéralisation totale des importations seraient également des mesures qui permettraient, selon les experts, de garantir le succès de la réforme économique.

La Hongrie devra également faire face, dans les prochaines années, à la réduction de sa dette extérieure brute (environ 17 milliards de dollars). En 1987, le remboursement des dettes a absorbé 65 % des recettes en devises. Le premier ministre M. Karolyi Gross, a été très clair en présentant son programme d'austérité devant le Parlement. Il a souligné qu'« il n'y a pas d'alternative » à la politique de réforme en Hongrie, qui doit être « poursuivie sans concessions ». La Hongrie est arrivée à une croisée des chemins. Le choix des orientations économiques a été fait, leur mise en œuvre est devenue une question politique.

WALTRAUD BARYLL

La dette de l'Europe de l'Est a augmenté de 15 % en 1987



Pour la troisième année consécutive, la dette extérieure nette des pays d'Europe de l'Est a de nouveau fortement augmenté en 1987. L'Union soviétique a massivement recouru au crédit occidental.

Source : OCDE

صحة من الامم المتحدة

Économie

AFFAIRES

Après la reprise de Jeumont-Schneider par Bosch

En un an, quatre groupes étrangers sont entrés sur le marché français du téléphone

Ericsson allié à Matra pour reprendre la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT), le finlandais Nokia retenu pour équiper le radiotéléphone national. Northern Telecom s'implante en Lorraine et maintient l'allemand Bosch prenant le contrôle de la téléphonie de Jeumont-Schneider du groupe Schneider (le Monde du 30 décembre 1987)... L'année 1987 aura été marquée par l'arrivée des étrangers sur le marché téléphonique français.

En un an, quatre industriels étrangers ont pris pied sur le marché hexagonal. Et non des moindres : parmi eux, on trouve le numéro trois mondial du téléphone (le canadien Northern) et le numéro cinq (le suédois Ericsson). Leur arrivée tranche singulièrement avec la politique franco-française menée sous la houlette de la direction générale des télécommunications (DGT) pendant la dernière décennie dans le cadre du grand programme de rattrapage du téléphone français.

A l'exception de Northern, ces industriels ont un point commun : ils sont européens. Le champion mondial des télécoms, l'américain ATT, n'a pu, malgré ses efforts, entrer dans l'Hexagone. L'allemand Siemens, quatrième au palmarès, peu en cour auprès de la DGT, non plus.

Plusieurs facteurs expliquent cette mutation, qui se déroule sur toile de fond de dérégulation mondiale : après le rachat par la Compagnie générale d'électricité (CGE) en 1986, le marché français pouvait difficilement rester fermé aux industriels étrangers. Alcatel, numéro deux mondial né de la fusion entre le téléphone de la CGE et celui d'ITT, est présent dans la plupart des pays européens. La venue des étrangers en France apparaît donc comme un juste retour des choses.

Mais plus fondamentalement, la création du champion national, Alcatel, a posé le problème de l'avenir de tous les « petits » industriels français du téléphone, dont la taille est insuffisante pour financer les

énormes coûts de recherche et développement nécessaires pour rester dans la course technologique. Que faire d'une CGCT qui perdait des sommes folles et dont l'unique beauté était sa part de marché dans les centraux publics (16 %) ? Quel horizon pour Jeumont-Schneider, qui ne « pèse » que 1,4 milliard de francs dans la téléphonie ? Et quel rôle de la SAT (1 milliard de francs de chiffre d'affaires dans la téléphonie) ?

La solution retenue pour la CGCT ne pouvait qu'être dérangeante : la question de fond du dossier était en effet de trouver un second fournisseur de centraux publics pour la DGT, approvisionnée à 84 % par Alcatel. Or aucun autre industriel français n'existe plus dans la téléphonie publique depuis la fusion, en 1983, du téléphone de la CGE et de celui de Thomson. D'où l'appel à un étranger qui a payé fort cher (500 millions de francs) son ticket d'entrée dans l'Hexagone.

L'arrivée du finlandais Nokia dans le radiotéléphone s'explique également par des motifs technologiques : Alcatel, ayant pris du retard dans le radiotéléphone, il a fallu faire appel à une technique étrangère pour combler ce vide.

Des garde-fous

Le rachat du téléphone de Schneider par Bosch répond en revanche à des considérations différentes : d'autres groupes français étaient intéressés, notamment la SAT. Il y a quelques mois, plus récemment, certains ont tenté de pousser une solution Matra. Mais le patron de Jeumont, M. Didier Pincus-Valencien, demandait énormément d'argent pour la cession de cette entreprise (1 milliard, disait-on alors). Bosch, qui entretenait déjà des coopérations avec Jeumont-Schneider, aurait donc aussi payé un prix élevé pour entrer sur le marché téléphonique français. Mais il renforce actuellement ses activités dans ce secteur et les 25 % du marché français détenus par Jeumont

dans la communication privée ont dû lui sembler suffisamment attractifs pour y mettre le prix.

La SAT, pour sa part, a gardé jusqu'ici son indépendance. Certes, quelques-uns au ministère des P et T ont caressé le projet de le voir entrer dans le giron de Northern Telecom. Mais les discussions au moment où les « petits » industriels du téléphone ont coordonné sa politique avec TRT, filiale de Philips, dans un domaine bien précis (les faisceaux hertziens), continue pour le reste à vivre sa vie seule, en menant une politique de « niches » et de licences en téléphonie privée.

Après s'être développés dans le passé à l'ombre relativement confortable des deux grands du téléphone français qu'étaient la CGE et Thomson, les « petits » industriels du téléphone ont donc choisi de s'allier à des étrangers pour survivre quitte à perdre leur âme technologique.

Pouvait-il en être autrement dans une profession où l'apprenti de la compétition internationale et la course technologique conduisent à des coûts de recherche et de développement représentant plus de 15 % du chiffre d'affaires ? D'autant que le marché français n'est plus aussi porteur que par le passé : en 1986, le chiffre d'affaires des industriels du téléphone, du télégraphe et de leurs applications télématiques a connu sa plus faible progression depuis dix ans (+1,5 % à 23,6 milliards de francs). Que faire lorsque la concurrence s'exaspère dans la communication privée, où les surcapacités, le résultat est différent. Si l'on rapporte le nombre de jeunes chômeurs à l'ensemble de la population active, scolarisée ou non, on se rend compte que le résultat est différent. Si l'on rapporte le nombre de jeunes chômeurs à l'ensemble de la population active, scolarisée ou non, on se rend compte que le résultat est différent. Si l'on rapporte le nombre de jeunes chômeurs à l'ensemble de la population active, scolarisée ou non, on se rend compte que le résultat est différent.

On ne peut pourtant pas parler de « rush » des étrangers en France : leur venue a été très encadrée et différents garde-fous sont mis en place grâce à des montages financiers complexes où ils sont généralement flanqués de partenaires français. Il s'agit néanmoins d'une page qui se tourne dans l'histoire du téléphone français.

FRANÇOISE VAYSSE

SOCIAL

En dépit des controverses autour de statistiques

Le nombre de jeunes ayant un véritable emploi diminue

Une fois de plus, la publication de statistiques donne lieu à contestation et à interprétations divergentes. Après d'autres, les données sur le chômage des jeunes en France sont sur la sellette.

Premier temps, fortuit : le Monde publie, le 22 décembre (page 19), un graphique établi en fonction d'éléments fournis, le 1^{er} octobre dernier, par l'OCDE dans « Perspectives de l'emploi 1988 ». Le taux de chômage des moins de vingt-quatre ans, en pourcentage de la population active jeune, y est évalué à 25,7 % en 1987. Réaction immédiate du ministère des affaires sociales qui « conteste » le chiffre et y oppose des données de l'INSEE, selon lesquelles le taux était de 22 % au 31 décembre 1986 et de 20,8 % au 30 octobre 1987. Au même moment, et par pure coïncidence, l'OCDE rend public son rapport annuel sur les « perspectives économiques » (le Monde du 24 décembre). Le taux de chômage des jeunes y est estimé à 23 % en 1987 pour la France (1).

Deuxième temps, tout aussi fortuit : l'INSEE publie une note sur la situation des jeunes de seize à vingt-cinq ans en mars 1987, alors que sont simultanément connus les statistiques officielles du chômage au mois de novembre 1987. Aussitôt, une confusion naît qui oblige l'institut national de la statistique à fournir une précision.

Selon le ministère des affaires sociales, le chômage des moins de 25 ans a diminué de 9 % en un an. « Au sens du BIT », il correspondrait à un taux de 20,7 %, calculé sur l'ensemble de la population active jeune. Avec d'autres définitions, le résultat est différent. Si l'on rapporte le nombre de jeunes chômeurs à l'ensemble de la population active, scolarisée ou non, on se rend compte que le résultat est différent. Si l'on rapporte le nombre de jeunes chômeurs à l'ensemble de la population active, scolarisée ou non, on se rend compte que le résultat est différent.

Si on exclut les mêmes de la population active jeune, la hausse serait de 1,6 point pour la même période, « en raison de l'ampleur du dispositif destiné à faciliter l'insertion des jeunes ».

L'ampleur du traitement social

Toutes ces manœuvres, subtiles ou indéchiffrables, nuisent à la connaissance des évolutions en cours et de façon d'autant plus dommageable que la note de l'INSEE (2) avait le mérite de délivrer des indications précises sur le sort actuel des jeunes.

Que dit donc cette note ? Que, sur les 8 528 000 jeunes de moins de 25 ans, en mars 1987 — un chiffre comparable aux années précédentes, — il faut désormais compter plus d'un tiers de scolarisés (34,6 %). Ce qui fait 120 000 élèves ou étudiants supplémentaires par rapport à mars 1986 et 210 000 par rapport à mars 1985. Que, si le nombre de chômeurs paraît stabilisé (961 000, soit 11,3 % des jeunes), l'appoint des mesures spécifiques est devenu non négligeable.

Stricto sensu, hors dispositifs particuliers, 2 742 000 jeunes, soit 32,2 % de la classe d'âge, avaient un véritable emploi contre 3 049 000 en 1986, 3 119 000 en 1985 et 3 539 000 en 1983 (41,5 %). Or les contrats à durée déterminée et les missions d'intérêt sont compris dans ce total, et ont eux-mêmes doublé en quatre ans, rassemblant 3,6 % des jeunes en 1983 et 7,4 % en 1987.

Surtout, les emplois « aidés » se sont énormément développés. Hors stages, qui ont regroupé de 1,7 % à 1,3 % des jeunes selon les années, tous les programmes ont accueilli 4,1 % des moins de vingt-cinq ans en 1983 et en sont arrivés à 9,3 % en 1987. Près de 800 000 jeunes en mars 1987 étaient dans cette situation particulière, dont, il est vrai, 218 000 apprentis (un chiffre également comparable aux années précédentes).

Manifeste, le traitement social a pris de l'ampleur avec les actions menées par M. Michel Delebarre, puis par M. Philippe Séguin avec le plan d'urgence en faveur des jeunes.

Toutefois, et selon les tranches d'âges comprises entre seize et vingt-cinq ans, les résultats en ont été différents. Pratiquement, tous les 16-17 ans sont soit scolarisés soit apprentis (89,2 %). En conséquence, note l'INSEE, « très peu ont un emploi normal » (0,9 %), « beaucoup moins qu'il n'y en a au chômage » (3,5 %), le reste bénéficiant des mesures en faveur des jeunes. En revanche, les 18-21 ans se révèlent particulièrement vulnérables. Si leur taux de scolarisation est encore faible (37 %), il progresse rapidement puisqu'il était de 29 % en 1983. Mais ils connaissent un fort niveau de chômage, en partie compensé par l'impact des mesures jeunes : 486 000 sont inscrits comme demandeurs d'emploi (14,3 %) et plus d'un sur dix est employé grâce à l'apprentissage ou aux diverses formes d'aide. Les 22-25 ans, pour leur part, ont accédé « à une situation d'adultes ». Peu sont scolarisés (9,6 %), leur taux de chômage est plus proche de la moyenne nationale (12,1 %) et ils bénéficient moins, en proportion, des dispositifs de soutien. Plus de la moitié d'entre eux exerce un emploi non aidé (58 %) mais, parmi les femmes, une sur six est inactive.

A. L.

(1) La référence à l'OCDE est nécessaire pour se livrer à des comparaisons internationales.
(2) Premiers résultats, n° 110, décembre 1987.

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT (BID)
JEDDAH - ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

INVITATION A LA CANDIDATURE AU PRIX DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT EN ECONOMIE ISLAMIQUE ET BANQUES ISLAMQUES POUR L'ANNEE 1408H/1988

La Banque Islamique de Développement a le plaisir d'inviter les individus et les organisations, y compris les universités, les institutions à caractère scientifique, les institutions financières et les organisations islamiques dans le monde entier à proposer la candidature de quiconque leur paraît digne d'obtenir l'un des deux prix de la Banque Islamique de Développement pour l'année 1408H (1988) en :

- a - Economie Islamique.
- b - Banques Islamiques.

Chaque prix consiste en :

- Une citation portant l'emblème de la Banque.
- Un montant équivalent à 15.000 Dirhams Islamiques (approximativement 19 300 \$ EU au 30/12/1987).

Lors de la candidature, les points suivants doivent être pris en considération :

- 1 - Le Prix peut être attribué aux individus et/ou aux organisations.
- 2 - Un ou plusieurs lauréats peuvent se partager un même prix.
- 3 - Les noms des lauréats seront annoncés durant le mois de Dhoul Qa'da 1408H (Juillet 1988) et les prix attribués lors d'une cérémonie officielle qui aura lieu au mois de Dhoul Hija 1408H (août 1988).

Toute candidature doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a - Le candidat doit avoir apporté une contribution remarquable, théorique ou pratique, aux deux domaines du Prix et, conséquemment, au progrès de la Communauté Islamique.
- b - Les travaux ayant déjà obtenu un quelconque prix international ou régional ne seront pas pris en considération.
- c - Les travaux de recherche proposés à la candidature doivent avoir été publiés. Il est préférable qu'un résumé en langue arabe accompagne les travaux publiés en une autre langue.
- d - Des informations détaillées sur le candidat doivent accompagner chaque acte de candidature, à savoir la biographie, ses diplômes, ses publications, une description détaillée de sa contribution aux domaines du Prix, ainsi que son adresse complète.
- e - Les actes de candidature doivent être envoyés par courrier recommandé à l'adresse indiquée ci-dessous accompagnés de trois exemplaires des travaux de recherche.
- f - Le dernier délai pour l'acceptation des candidatures est la fin du mois de Rajab 1408H (18 mars 1988). Toute candidature parvenant après cette date ne sera pas prise en considération. Les documents reçus ne seront pas retournés à leurs expéditeurs.
- g - Toute correspondance doit être adressée à :

LE PRIX DE LA B.I.D.
INSTITUT ISLAMIQUE DE RECHERCHES ET DE FORMATION
B.P. 5291
JEDDAH 21413
ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Le Monde
ANNONCE

MERCREDI 13 JANVIER DATÉ 14
reprise de la rubrique hebdomadaire

« LE MONDE DES DIRIGEANTS »
postes de 400 000 F +

LE MONDE PUBLICITÉ : service Communication Emploi.
Tél. : 45-55-91-82.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt
OIAN DES CELESTINS
110 m², 100 m², 150 m², 200 m², 250 m², 300 m², 350 m², 400 m², 450 m², 500 m², 550 m², 600 m², 650 m², 700 m², 750 m², 800 m², 850 m², 900 m², 950 m², 1000 m², 1050 m², 1100 m², 1150 m², 1200 m², 1250 m², 1300 m², 1350 m², 1400 m², 1450 m², 1500 m², 1550 m², 1600 m², 1650 m², 1700 m², 1750 m², 1800 m², 1850 m², 1900 m², 1950 m², 2000 m², 2050 m², 2100 m², 2150 m², 2200 m², 2250 m², 2300 m², 2350 m², 2400 m², 2450 m², 2500 m², 2550 m², 2600 m², 2650 m², 2700 m², 2750 m², 2800 m², 2850 m², 2900 m², 2950 m², 3000 m², 3050 m², 3100 m², 3150 m², 3200 m², 3250 m², 3300 m², 3350 m², 3400 m², 3450 m², 3500 m², 3550 m², 3600 m², 3650 m², 3700 m², 3750 m², 3800 m², 3850 m², 3900 m², 3950 m², 4000 m², 4050 m², 4100 m², 4150 m², 4200 m², 4250 m², 4300 m², 4350 m², 4400 m², 4450 m², 4500 m², 4550 m², 4600 m², 4650 m², 4700 m², 4750 m², 4800 m², 4850 m², 4900 m², 4950 m², 5000 m², 5050 m², 5100 m², 5150 m², 5200 m², 5250 m², 5300 m², 5350 m², 5400 m², 5450 m², 5500 m², 5550 m², 5600 m², 5650 m², 5700 m², 5750 m², 5800 m², 5850 m², 5900 m², 5950 m², 6000 m², 6050 m², 6100 m², 6150 m², 6200 m², 6250 m², 6300 m², 6350 m², 6400 m², 6450 m², 6500 m², 6550 m², 6600 m², 6650 m², 6700 m², 6750 m², 6800 m², 6850 m², 6900 m², 6950 m², 7000 m², 7050 m², 7100 m², 7150 m², 7200 m², 7250 m², 7300 m², 7350 m², 7400 m², 7450 m², 7500 m², 7550 m², 7600 m², 7650 m², 7700 m², 7750 m², 7800 m², 7850 m², 7900 m², 7950 m², 8000 m², 8050 m², 8100 m², 8150 m², 8200 m², 8250 m², 8300 m², 8350 m², 8400 m², 8450 m², 8500 m², 8550 m², 8600 m², 8650 m², 8700 m², 8750 m², 8800 m², 8850 m², 8900 m², 8950 m², 9000 m², 9050 m², 9100 m², 9150 m², 9200 m², 9250 m², 9300 m², 9350 m², 9400 m², 9450 m², 9500 m², 9550 m², 9600 m², 9650 m², 9700 m², 9750 m², 9800 m², 9850 m², 9900 m², 9950 m², 10000 m², 10050 m², 10100 m², 10150 m², 10200 m², 10250 m², 10300 m², 10350 m², 10400 m², 10450 m², 10500 m², 10550 m², 10600 m², 10650 m², 10700 m², 10750 m², 10800 m², 10850 m², 10900 m², 10950 m², 11000 m², 11050 m², 11100 m², 11150 m², 11200 m², 11250 m², 11300 m², 11350 m², 11400 m², 11450 m², 11500 m², 11550 m², 11600 m², 11650 m², 11700 m², 11750 m², 11800 m², 11850 m², 11900 m², 11950 m², 12000 m², 12050 m², 12100 m², 12150 m², 12200 m², 12250 m², 12300 m², 12350 m², 12400 m², 12450 m², 12500 m², 12550 m², 12600 m², 12650 m², 12700 m², 12750 m², 12800 m², 12850 m², 12900 m², 12950 m², 13000 m², 13050 m², 13100 m², 13150 m², 13200 m², 13250 m², 13300 m², 13350 m², 13400 m², 13450 m², 13500 m², 13550 m², 13600 m², 13650 m², 13700 m², 13750 m², 13800 m², 13850 m², 13900 m², 13950 m², 14000 m², 14050 m², 14100 m², 14150 m², 14200 m², 14250 m², 14300 m², 14350 m², 14400 m², 14450 m², 14500 m², 14550 m², 14600 m², 14650 m², 14700 m², 14750 m², 14800 m², 14850 m², 14900 m², 14950 m², 15000 m², 15050 m², 15100 m², 15150 m², 15200 m², 15250 m², 15300 m², 15350 m², 15400 m², 15450 m², 15500 m², 15550 m², 15600 m², 15650 m², 15700 m², 15750 m², 15800 m², 15850 m², 15900 m², 15950 m², 16000 m², 16050 m², 16100 m², 16150 m², 16200 m², 16250 m², 16300 m², 16350 m², 16400 m², 16450 m², 16500 m², 16550 m², 16600 m², 16650 m², 16700 m², 16750 m², 16800 m², 16850 m², 16900 m², 16950 m², 17000 m², 17050 m², 17100 m², 17150 m², 17200 m², 17250 m², 17300 m², 17350 m², 17400 m², 17450 m², 17500 m², 17550 m², 17600 m², 17650 m², 17700 m², 17750 m², 17800 m², 17850 m², 17900 m², 17950 m², 18000 m², 18050 m², 18100 m², 18150 m², 18200 m², 18250 m², 18300 m², 18350 m², 18400 m², 18450 m², 18500 m², 18550 m², 18600 m², 18650 m², 18700 m², 18750 m², 18800 m², 18850 m², 18900 m², 18950 m², 19000 m², 19050 m², 19100 m², 19150 m², 19200 m², 19250 m², 19300 m², 19350 m², 19400 m², 19450 m², 19500 m², 19550 m², 19600 m², 19650 m², 19700 m², 19750 m², 19800 m², 19850 m², 19900 m², 19950 m², 20000 m², 20050 m², 20100 m², 20150 m², 20200 m², 20250 m², 20300 m², 20350 m², 20400 m², 20450 m², 20500 m², 20550 m², 20600 m², 20650 m², 20700 m², 20750 m², 20800 m², 20850 m², 20900 m², 20950 m², 21000 m², 21050 m², 21100 m², 21150 m², 21200 m², 21250 m², 21300 m², 21350 m², 21400 m², 21450 m², 21500 m², 21550 m², 21600 m², 21650 m², 21700 m², 21750 m², 21800 m², 21850 m², 21900 m², 21950 m², 22000 m², 22050 m², 22100 m², 22150 m², 22200 m², 22250 m², 22300 m², 22350 m², 22400 m², 22450 m², 22500 m², 22550 m², 22600 m², 22650 m², 22700 m², 22750 m², 22800 m², 22850 m², 22900 m², 22950 m², 23000 m², 23050 m², 23100 m², 23150 m², 23200 m², 23250 m², 23300 m², 23350 m², 23400 m², 23450 m², 23500 m², 23550 m², 23600 m², 23650 m², 23700 m², 23750 m², 23800 m², 23850 m², 23900 m², 23950 m², 24000 m², 24050 m², 24100 m², 24150 m², 24200 m², 24250 m², 24300 m², 24350 m², 24400 m², 24450 m², 24500 m², 24550 m², 24600 m², 24650 m², 24700 m², 24750 m², 24800 m², 24850 m², 24900 m², 24950 m², 25000 m², 25050 m², 25100 m², 25150 m², 25200 m², 25250 m², 25300 m², 25350 m², 25400 m², 25450 m², 25500 m², 25550 m², 25600 m², 25650 m², 25700 m², 25750 m², 25800 m², 25850 m², 25900 m², 25950 m², 26000 m², 26050 m², 26100 m², 26150 m

Économie

La crise monétaire

Dollar : les patrons redoutent un contre coup en 1989

(Suite de la première page.)

Saint-Gobain, notamment, travaille sur ces deux variantes extrêmes, combinant la première avec une croissance mondiale de 1,5 à 2 %, la seconde avec une croissance plus ralentie aux États-Unis, mais maintenue à ce rythme en Europe. « Même dans la variante la moins favorable, affirme Jacques-Henri David, directeur général de Saint-Gobain, les conséquences sont négligeables pour le groupe l'année prochaine. » Il invoque au moins trois raisons.

Pour ses activités (verre, isolation, papier) grosses consommatrices d'énergie ou de matières premières libellées en dollars, toute baisse du billet vert se traduit par une diminution des coûts de production. « Cela fera plus que compenser la baisse de nos résultats issus du continent américain », estime M. David. En outre, le spécialiste du verre et de la fonte ne craint guère la concurrence des États-Unis sur le Vieux Continent. « Les coûts de transport sur nos produits protègent nos marchés européens », constate-t-il. Enfin, les usines américaines seraient bien en peine de fournir des marchés d'exportation. « Nos unités de fibres de renforcement ou de tuyaux en PVC y tournent au maximum de leurs capacités, comme dans beaucoup d'autres industries. » La chance de Saint-Gobain est de disposer d'un pied de chaque côté de l'Atlantique, ce qui lui permet de « lisser les fluctuations ».

Coup dur pour les industries de luxe

Les entreprises uniquement exportatrices ne s'en sortent pas forcément aussi bien. Pour les industriels du luxe comme LVMH (Moët-Hennessy - Louis-Vuitton), le coup est plus rude, même si, pour son patron, Alain Chevalier, « le risque dollar est seulement conjoncturel, le vrai risque étant le protectionnisme ». Cela n'empêche pas LVMH de chercher à rééquilibrer ses facturations entre dollar et devises fortes (yen, mark, livre sterling).

En 1987, les ventes en dollars ont représenté 28,9 % du chiffre d'affaires (13 milliards de francs) contre 29,7 % en 1986, celles en yens 15 %, en marks 7 %, en livres sterling 6 % et en francs français 28 %. En 1988, la part du dollar devrait revenir en dessous de 25 %, la société prévoyant une stagnation des ventes avec un maintien des prix sur le marché américain. « Nous souffrirons sur les marges », constate-t-on, stoïque, chez le numéro un français du luxe, qui compte renforcer ses efforts commerciaux en direction de l'Asie.

Tous les exportateurs français ne sont d'ailleurs pas logés à la même enseigne. Pour preuve, le groupe sidérurgique Usinor-Sacilor, qui continue à réaliser les marges convenables aux États-Unis. « C'est la rançon du protectionnisme adopté par les Américains », constate Robert Audry, son directeur financier, on vend tout ce qu'on peut dans le cadre des quotas, avec des prix intérieurs très élevés. Plus le dollar baisse, plus les prix domestiques augmentent ! Une subaïne pour un groupe qui achète, par ailleurs, autant en dollars qu'il vend.

Retour de l'acier américain

Les répercussions de la baisse du billet vert sont ailleurs pour les sidérurgistes européens : sur les marchés de grande exportation (Asie, Amérique latine, Afrique du Sud), qui représentent encore 0 à 12 % des ventes d'un groupe comme Usinor-Sacilor (70 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987). Là, de toute façon, leurs jours sont comptés en raison du développement des producteurs locaux. « Fin 1986, nous avons décidé notre retrait, mais la baisse du dollar nous confirme dans nos choix et accélère le mouvement », explique Robert Audry.

Autre conséquence, pour l'heure peut-être plus symbolique que révélatrice d'une tendance de fond : l'arrivée en Europe des premières cargaisons de rond à béton américains, ces produits dont les Italiens se sont faits une spécialité. « On n'aurait pas imaginé cela en 1986, ni même au premier semestre de 1987. »

Risque-t-on de voir de même les Américains, portés par la compétitivité de leur monnaie, exporter des voitures sur le Vieux Continent ? Les Français n'y croient guère. Ford et General Motors sont déjà des constructeurs européens à part entière, et les ambitions de Chrysler, déterminées à faire un retour en Europe, restent limitées dans l'immédiat. « Le vrai danger, constate Paul Percie du Sert, directeur financier de Renault, ce sont les Japonais, car ce sont les seuls « transnationaux » avec des produits adaptés aux différents marchés. »

Il n'est, ainsi, pas exclu que Honda exporte des véhicules « made in USA » sur le continent européen. L'événement fera sans doute du bruit, même s'il reste symbolique (50 000 à 60 000 unités). Ne serait-ce que parce que les coûts salariaux demeurent très élevés aux États-Unis dans les bastions traditionnels de l'industrie automobile. Ils se situent encore à une bonne vingtaine de dollars, et même quand ils descendent aux alentours de 12 à 14 dollars dans les nouvelles usines, ils restent supérieurs aux niveaux européens (10 à 11 dollars), les coûts de transport venant encore creuser la différence.

La pression japonaise viendra, selon Paul Percie du Sert, directeur du Japon d'où les constructeurs nippons exporteront des modèles haut de gamme. « Ils viendront pour faire de l'argent en Europe. » Plus que les Français, les constructeurs allemands risquent d'être en première ligne. Comme ils le sont aux États-Unis où les exportations de Mercedes, BMW et Porsche prennent de plein fouet la baisse du dollar et les premières conséquences sur la consommation du krach boursier du 19 octobre.

Craintes pour 1989

Pour l'heure, Peugeot maintient ses projets d'exportation de 405 en 1988, même si, « à 5,40 francs le dollar, c'est moins rémunérateur », reconnaît Yves Rapilly, directeur financier du groupe. Quant à Renault, désormais retiré des États-Unis depuis la cession d'American Motors à Chrysler, ses seules incertitudes résident dans les achats de composants que le constructeur américain réalisera, en fonction des prévisions de commercialisation des « ex-modèles Renault ». Car les constructeurs américains se montrent extrêmement prudents dans leurs projets de développement. Ils envisagent une chute de leurs ventes de quelque 15 % l'année prochaine. Or si 1988 est dure aux États-Unis, nous le sentirons l'année suivante en Europe.

C'est bien à cet horizon que se concentrent les inquiétudes des patrons interrogés. Leur sérénité affichée pour 1988 ne se prolonge guère au-delà. Si aucun accord monétaire n'est trouvé, même les secteurs qui se considèrent aujourd'hui comme préservés de la chute du dollar seront eux aussi touchés. Que dire, alors, de ceux qui, comme l'aéronautique, l'électronique, l'informatique ou la chimie, en ressentiront plus vite les effets, avec une concurrence accrue, sur leurs propres territoires ou dans des pays tiers, des entreprises américaines ? Les pertes de parts de marché et le laminage des marges réduiront encore les ressources et, par là même, les capacités de recherche et d'investissement des Européens face à des Américains redevenus compétitifs et à des Japonais qui mettent à profit la hausse du yen pour investir à bon marché sur le continent nord-américain.

CLAIRE BLANDIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV "ACTIONS" DE LA BANQUE INDOSUEZ APRÈS LE KRACH

UNE GESTION PRUDENTE

La politique prudente adoptée depuis quelque temps par la Banque Indosuez en matière de SICAV "actions" avait parfois entraîné pour ces SICAV une progression moins forte que celle des marchés boursiers eux-mêmes durant la période d'euphorie ayant précédé le krach financier du 19 octobre. Cette politique a permis aux SICAV de la Banque Indosuez de mieux résister à la baisse que les marchés et a été encore renforcée depuis le krach. Elle s'est traduite par une augmentation importante de la part des obligations et des liquidités au sein de nos portefeuilles.

L'INTÉRÊT DES SICAV "ACTIONS"

Sur le plan économique, les conséquences du krach d'octobre pourraient être, du moins à court terme, moins importantes que l'on a pu le craindre tout d'abord. Après une "purga" souvent excessive, les marchés pourraient connaître dans les mois à venir, quelques périodes de reprises techniques. Dans ce contexte, les SICAV "actions" de la Banque Indosuez pourront, compte tenu de leurs liquidités, tirer profit de ces mouvements avec plus de flexibilité que ne peut le faire un investisseur individuel.

LE RETOUR VERS LES PROFESSIONNELS

Dans ces périodes difficiles, seuls des spécialistes situés au carrefour de l'information et des marchés, comme les gérants de la Banque Indosuez, peuvent analyser en temps réel les évolutions économiques, et utiliser les techniques modernes de gestion pour parer à toute nouvelle secousse sur les marchés financiers.

C'est donc maintenant, plus encore qu'en période de marchés en hausse, qu'il y a intérêt à se tourner vers les SICAV soit qu'il s'agisse de SICAV "actions" pour les raisons qui viennent d'être évoquées, soit encore vers des SICAV obligataires. Votre conseiller personnel de la Banque Indosuez peut ainsi vous aider, dans le cadre de la gestion de votre patrimoine, à choisir entre :

- | | |
|---------------------------|--|
| Sicav diversifiées | • Gestion Indosuez
• Unigestion |
| Sicav spécialisées | • Gestion Sélection France
• Gestion Amérique
• Gestion Orient
• Gestion Japon
• Gestion France-Europe |
| Sicav immobilières | • Gestion Sicavimmo
• Gestion Immobilier International |
| Sicav obligataires | • Gestion Sécurité
• Gestion Rendement
• Gestion Multiobligations |



BANQUE INDOSUEZ

tout un monde d'opportunités

Direction des Particuliers
96, bd Haussmann 75008 Paris - Tél. : 45.61.29.61

Marchés financiers

BOURSE DU 29 DECEMBRE

Compteur	VALEURS	Cours préfé.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours préfé.	Précéd. cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours préfé.	Précéd. cours	Dernier cours	%
1008	AR M. 1871	1791	1740	1723	- 0.53	1010	Colfax, N. Y.	608	627	107	+ 1.68	1012	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
4128	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1009	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1010	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1011	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1012	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1013	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1014	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1015	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1016	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1017	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1018	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1019	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1020	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1021	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1022	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1023	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1024	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1025	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1026	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1027	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1028	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1029	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1030	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1031	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1032	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1033	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1034	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1035	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1036	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1037	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1038	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1039	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1040	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1041	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1042	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1043	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1044	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1045	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1046	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1047	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1048	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1049	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1050	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1051	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1052	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1053	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1054	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1055	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1056	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1057	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1058	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1059	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1060	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1061	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1062	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1063	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1064	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1065	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1066	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1067	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1068	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1069	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1070	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1071	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1072	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1073	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1074	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1075	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00
1076	B.A.P. 25	1750	1705	1705	+ 1.03	1014	Chatham, N. Y.	1150	1150	1150	+ 0.00	1014	Chatham, N. Y.				

Comptant (selection)

SICAV (selection)

29/12

VALEURS	N° du num.	N° de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution	Précédent	VALEURS	Evolution	Précédent	VALEURS	Evolution	Précédent	VALEURS	Evolution	Précédent	VALEURS	Evolution	Précédent
Obligations										Étrangères																			
Rep. 7 % 1978	8928		Compteur (N)	188	187	Lowell (S)	610	595	Stani	780	785	A.A.A.	695 92	689 19	Franc-Nigamas	889 20	889 40	Chico-Nigamas	1009 79	1022 47									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73	177 84	Franc-Nigamas	1389 70	1389 70	Chico-Nigamas	1389 70	1389 70									
Rep. 8,50 % 77	8934	8 514	Cashier	105 10	105 10	Lowell (S)	1018	1007	Tastinger	1216	1216	A.A.A.	181 73																

مَكْرًا مِنَ الْإِنَّمَا

